

CAHIER SPÉCIAL

A Cannes, au pays du cinéma

DU 9 AU 20 MAI, le cinéma a rendez-vous à Cannes, où les Cahiers du cinéma fêteront leurs cinquante ans. Le jury, présidé par Liv Ullmann, choisira parmi les vingt-deux films en compétition. Notre supplément « Cannes 2001 » raconte comment le monde des images change sous l'effet de la mondialisation et des technologies de pointe.

Notre cahier spécial, notre éditorial page 20 et l'ouverture du Festival page 33

Il était une fois le 10 mai 1981, ses espoirs et ses illusions

- Jospin, Hue, Voynet, Hollande : qui étaient-ils, où étaient-ils, il y a vingt ans ?
- Dans un entretien exclusif, VGE, le perdant du 10 mai, raconte les années Giscard
- Pierre Mauroy fait revivre les premiers jours de la gauche de gouvernement

DIMANCHE 10 mai 1981, victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle : il semble parfois qu'un océan nous sépare de cette époque. Vingt ans d'histoire, depuis cette alternance politique espérée par une moitié des Français, redoutée par l'autre, qui vit surgir une gauche sûre d'elle-même, au programme radical, et qui prétendait « changer la vie ». Lionel Jospin était le gardien du Parti socialiste

et Jean-Pierre Chevènement le gardien du dogme. François Hollande n'avait que vingt-sept ans, Robert Hue trente-quatre, Dominique Voynet était encore étudiante. *Le Monde* explique qui ils étaient et où ils étaient ce jour-là. Le vaincu du 10 mai, Valéry Giscard d'Estaing, raconte la fin des années Giscard. Dans un entretien exclusif, il dit pourquoi il se croyait assuré de la victoire trois mois avant le vote

et comment il a été pris à contre-pied par le renversement de l'opinion. Parmi d'autres révélations, il rappelle les circonstances de la tentative d'assassinat dont il fut la cible à l'aéroport d'Ajaccio le 16 avril 1981 : « *Tel que je l'ai vécu, j'ai ressenti qu'il y avait complot, tentative organisée.* » Premier chef de gouvernement de François Mitterrand (1981-1984), Pierre Mauroy fait le récit pour *Le Monde* des premières batailles politiques et financières de la gauche.

Nous publions aussi, en supplément, notre numéro consacré à la victoire de François Mitterrand. Ce fac-similé de 40 pages est l'exacte reproduction du numéro paru le lundi 11 mai 1981, daté du 12 mai 1981, à l'exception de huit pages de petites annonces. Ce numéro de collection permet de se remémorer le climat de l'époque, de revivre la fête des uns, l'angoisse des autres, de mesurer le chemin parcouru par la France et le monde depuis.

Lire pages 6 et 7, les grands entretiens pages 14 à 16 et notre supplément « 10 mai 1981 »

www.lemonde.fr/10mai1981



La « une » du numéro du Monde daté 12 mai 1981.

Moins de détentions provisoires

LA LOI sur la présomption d'innocence, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2001, est en passe d'atteindre l'un de ses principaux objectifs. Elle a fortement amplifié la baisse du nombre des détentions provisoires, désormais décidées non plus par le juge d'instruction, mais par un juge des libertés et de la détention. Entre janvier et mars, ce recul est de 29 % par rapport à 2001. S'ils suivent les juges d'instruction dans neuf cas sur dix, les nouveaux magistrats ont ainsi renforcé le caractère exceptionnel de la détention provisoire. Leur arrivée a provoqué une discrète révolution culturelle dans les tribunaux, les juges des libertés exerçant de fait une forme de contrôle sur les cabinets d'instruction.

Lire page 9

L'Amérique conquérante nous promet « Loft Story » sur Mars, dans vingt ans

LES AMÉRICAINS n'en sont pas à une promesse près. L'homme pourrait aller sur Mars d'ici à 2020 a affirmé, mardi 8 mai, le bouillant administrateur de la NASA, Daniel Goldin. « *En pas moins de dix ans, a-t-il poursuivi, et, si nous décidons de le faire, cela pourrait être en dix, mais certainement pas plus de vingt ans. Nous recommencerons à écrire l'histoire en ne regardant pas en arrière mais vers l'avant.* » Coup de pub ? On peut se le demander à l'heure où l'argent est rare pour de telles missions et où des politiques et des scientifiques s'interrogent, utre-Atlantique, sur l'utilité et les coûts pharaoniques de la toute nouvelle station spatiale internationale (ISS) dont le budget en recul frisera quand même les 100 milliards de dollars.

Le patron de la NASA fait rêver et relance à sa manière le discours prononcé en 1962 par John Kennedy pour la conquête de la Lune. Il vante les mérites de ses troupes qui poussent actuellement les feux de la conquête martienne par des sondes... automatiques. La dernière qui vient d'être lancée, Mars Odyssey - merci Stanley Kubrick - doit faire oublier les échecs cui-

sants de Mars Climate Orbiter et de Mars Polar Lander en 1999. Daniel Goldin reprend aussi à son compte le défi martien lancé par George Bush, le père de l'actuel président.

Du temps de son mandat, George Bush père avait déclaré : « *Nous ne demandons plus seulement la Lune. Nous y sommes allés. Nous regardons au-delà, pour porter l'aventure américaine partout où les occasions, la curiosité et le besoin nous emmèneront.* » Habile, l'ancien président s'était gardé de tout commentaire sur le financement, colossal bien sûr, de cette conquête de la planète rouge. L'administration américaine fait aujourd'hui de même et avance que le budget de son programme martien est en forte augmentation : 430 millions de dollars en 2002, et environ 600 millions de dollars les années suivantes.

Insuffisant toutefois pour envoyer des astronautes sur Mars. Il faudra donc attendre un peu pour qu'on rêve enfin d'une descente dans les canyons ou d'une escalade sur Olympus Mons, un des plus grands volcans du système solaire. Cette aventure à la Colomb d'une poignée de pionniers posant le pied sur le sol

des plaines martiennes aurait du panache. Et il ne fait guère de doute que cette Loft Story de l'espace pourrait tenir en haleine, pendant deux ans et demi, un public saturé d'images télévisuelles fortes. Six mois de voyage dans un deux pièces. Un an et demi sur place, et pas en bras de chemise tant l'atmosphère est pauvre et raréfiée. Six mois de voyage retour. Une promenade de santé !

A quelques nuances près. Rayonnements dangereux et éruptions solaires violentes peuvent être au rendez-vous de ces aventuriers que guette également, au-delà de quinze mois passés dans l'espace, la déminéralisation de leur squelette. Mais ce n'est rien comparé aux problèmes psychologiques que ces hommes et ces femmes auront à subir. En vieux routier des vols de longue durée, le cosmonaute russe Valeri Rioumine avertissait les candidats dans son journal personnel : « *Toutes les conditions nécessaires à un meurtre sont réunies si l'on enferme pendant deux mois deux hommes dans une cabine de cinq mètres sur six.* »

Jean-François Augereau



PROCHE-ORIENT Arafat contesté par les siens

Les appels du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, à l'arrêt des tirs contre les colonies juives de Gaza restent sans effet. Les dissidents radicaux du Fatah prônent une militarisation croissante de la nouvelle Intifada. La situation économique à Gaza et en Cisjordanie ne cesse de se détériorer.

www.lemonde.fr/israel-palestiniens

Images de marques



LE LIVRE de la journaliste canadienne Naomi Klein *No Logo* dénonce « la tyrannie des marques ». Ce livre, comme les campagnes de boycottage de Danone et de Total, montre que les entreprises sont plus puissantes, mais aussi plus vulnérables qu'auparavant.

Lire page 21

Allemagne, 3,50 DM ; Antilles-Guyane, 12 F ; Autriche, 30 ATS ; Belgique, 60 FB ; Canada, 3 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 1100 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 300 PTA ; Gabon, 1100 F CFA ; Grande-Bretagne, 1,25 £ ; Grèce, 600 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3500 L ; Luxembourg, 60 FL ; Maroc, 12 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 4 FL ; Portugal CON, 300 PTE ; Réunion, 12 F ; Sénégal, 1100 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,90 FS ; Tunisie, 1,6 Din ; USA (NY), 2,50 \$; USA (others), 2,50 \$.



JEAN-PAUL KAUFFMANN

La Lutte avec l'Ange

La Table Ronde
272 pages, 120 F

« Jean-Paul Kauffmann, il va nous passionner pour son affaire. »
Bernard Frank, *Le Nouvel Observateur*

« De cette lutte, Kauffmann en est sorti vainqueur. Il donne au lecteur l'envie de se battre avec les mystères de Saint-Sulpice. »
Emmanuel Lemieux, *France-Soir*

« Jean-Paul Kauffmann a été au bout de Saint-Sulpice comme on se rend au bout du monde... il en ramène un livre magnifique. »
François Busnel, *Dernières Nouvelles d'Alsace*

« Pourquoi aimer ce livre ? Parce que Kauffmann est un auteur inspiré... »
Michel Polac, *Charlie-Hebdo*

« Le Monde » et la gauche

EN VINGT ANS, comme nous avons changé ! Le monde, la France. Et aussi, *Le Monde*, notre journal. La publication de ce numéro exceptionnel, qui juxtapose deux numéros en un, l'atteste. Elle est pour nous, pour vous, une occasion à nulle autre pareille de se remémorer, de mesurer. En ayant à l'esprit que le pire péché en histoire est l'anachronisme. A vingt ans de distance, on ne comprend rien au 10 mai 1981, à ses espoirs et à ses illusions, si l'on ne se remet pas dans le climat d'alors que rappelle, depuis plusieurs jours, notre série de reportages, d'enquêtes et d'entretiens sur la France d'avant l'alternance.

Adversaires d'hier et d'aujourd'hui comme supporteurs ou laudateurs conviendront sans doute de ceci : François Mitterrand, quel qu'il ait pu être son parcours, a apporté à la France ce dont elle avait besoin, le « changement », ce changement que beaucoup se sont plu à reconnaître dans l'événement électoral de mai 1981. Mais, l'an 2001 venu, les contours de ce changement, à regarder la France telle qu'elle est, ne correspondent ni à ce que Fran-

çois Mitterrand avait esquissé, et Pierre Mauroy le premier ministre du premier gouvernement d'Union de la gauche, développé, ni à ce qu'imaginait alors un Raymond Aron, c'est-à-dire, grosso modo, à une démocratie dite « populaire ».

Sans François Mitterrand, donc, pas d'alternance. Malgré ses ambiguïtés désormais légendaires, le nouveau président ne l'était pas sur ce point : même s'il n'admirait pas Léon Blum, dont il usurpa le chapeau, il était en effet de ceux qui non seulement n'aimaient pas mais plaidaient contre le libéralisme. A gauche comme à droite, avant guerre comme longtemps après, on croyait à la planification, on affirmait la volonté, ici d'un parti, là d'un homme, de maîtriser le temps historique. François Mitterrand devenu président n'a donc fait aucune violence à ses convictions de jeunesse en se ralliant au « projet socialiste » de Jean-Pierre Chevènement, c'est-à-dire à la dernière version achevée de la lutte contre le libéralisme. Entre le plan et le marché, il devait y avoir le socialisme...

J.-M. C.

Lire la suite page 20 et la chronique de Pierre Georges page 38



INONDATIONS L'eau mine les sous-sols

Murs lézardés, façades écroulées, glissements de terrain : la pluie, les crues et les décrues menacent les habitations et les ouvrages d'art (en photo, Abbeville). Les mouvements des nappes phréatiques s'attaquent aux cavités naturelles, désagrègent et fragilisent le sous-sol.

www.lemonde.fr/climat

International.....	2	Tableau de bord.....	24
France.....	6	Aujourd'hui.....	27
Société.....	9	Météorologie-Jeux.....	32
Régions.....	11	Culture.....	33
Carnet.....	12	Guide culturel.....	35
Horizons.....	14	Kiosque.....	36
Entreprises.....	21	Abonnements.....	36
Communication.....	23	Radio-Télévision.....	37

Pékin joue la carte économique pendant que Washington reprend les vols d'espionnage

Le président Jiang Zemin a participé au forum du magazine « Fortune » à Hongkong

Alors que les Etats-Unis ont repris leurs vols de surveillance au large des côtes chinoises, lundi 7 mai, et que les autorités chinoises refusent de

rendre l'avion-espion américain immobilisé sur l'île de Hainan, le président de la République populaire a cherché à contourner la crise ouverte

avec Washington en participant, mardi et mercredi à Hongkong, à un forum international consacré à la mondialisation.

PÉKIN et HONGKONG
de nos correspondants

Le rapatriement aux Etats-Unis de l'avion-espion EP-3 – immobilisé sur l'île de Hainan – n'est toujours pas réglé mais, à Pékin comme à Washington, on préfère officiellement s'en tenir à des arguments techniques en lieu et place d'imprécations politiques. Un officiel du ministère chinois des affaires étrangères s'est ainsi retranché derrière des considérations de quinquillerie pour justifier, mardi 8 mai, le refus de Pékin de laisser partir l'EP-3 de Hainan. « Il est impossible à l'avion américain de repartir aux Etats-Unis par la voie des airs » a-t-il déclaré sans préciser s'il était envisageable de rapatrier l'appareil par une autre « voie ».

Le porte-parole a toutefois trahi la motivation politique inspirant le refus chinois en appelant de nouveau les Américains à adopter « une attitude constructive afin de parvenir à un règlement satisfaisant » de ce contentieux. Le gouvernement chinois a toujours affirmé qu'il considérerait comme « constructif » un arrêt des vols américains d'espionnage à proximité des côtes chinoises. Or, non seulement Washington a refusé d'en prendre l'engagement mais ces vols – après une phase de suspension faisant suite à l'accrochage aérien du 1^{er} avril entre l'EP-3 et un chasseur chinois – ont recommencé lundi 7 mai au large des côtes du nord-est de la Chine. Un avion de surveillance RC-135 a repris ses missions après avoir décollé de la base japonaise d'Okinawa. Il était non armé et non escorté.

La Chine a vivement réagi en annonçant qu'elle ferait des « représentations » à la partie américaine mais n'a pas établi – officiellement – de relation de cause à

effet entre la reprise de ces vols et son refus de laisser partir l'avion immobilisé à Hainan.

Face à cette dégradation de la relation politique avec la nouvelle administration américaine – avion-espion, ventes d'armes à Taïwan, « réexamen » des relations militaires –, la stratégie de Pékin consiste plus que jamais à contourner les obstacles en jouant la carte des sociétés multinationales auxquelles est promis l'Eldorado du marché chinois. C'est précisément le

cas que la Chine « accentuera sa politique d'ouverture » lorsqu'elle aura adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Alors que les milieux d'affaires se plaignent souvent des pesanteurs bureaucratiques entravant leurs activités en Chine, M. Jiang a aussi promis « des règles égales pour tous afin d'assurer une compétition juste et transparente entre entreprises chinoises et étrangères ».

Mais son message était aussi politique. Le président chinois, qui

général. Non pas en raison de la présence de militants opposés à la mondialisation, mais à cause des craintes suscitées par des manifestations contre le régime de Pékin. Les défilés qui ont eu lieu à l'ouverture de la conférence ont certes été autorisés, mais ils ont été placés sous très étroite surveillance policière. Les différents groupes ne pouvaient pas rassembler plus de vingt personnes chacun. Les protestataires ont dû se contenter de hurler des slogans ou d'agiter leurs pancartes à l'intérieur d'un périmètre délimité par la police et ceinturé de barrières métalliques. Certains se sont même vus refuser l'entrée à Hongkong.

Selon Sophie Xiao, porte-parole de Fa Lun Gong, « 101 adeptes » du mouvement bouddhiste-taoïste, banni en Chine populaire, ont été « refoulés » à l'aéroport après un contrôle d'identité à la douane. « Nous sommes persuadés que la Chine est en train d'exercer de fortes pressions sur les autorités de Hongkong et qu'une liste noire de pratiquants a été fournie à la police locale », a-t-elle dénoncé.

Ce climat de pression policière illustre les limites de la formule « Un pays, deux systèmes » censée régir l'ancienne colonie depuis sa rétrocession à la Chine à la fin du mois de juin 1997. Il confirme, après bien d'autres « couacs », que les libertés d'expression et de manifestation, tout en restant officiellement garanties par la mini-constitution du territoire (Région administrative spéciale), ont été dans les faits sérieusement rognées ces dernières années.

Frédéric Bobin
et Ilaria Maria Sala

► www.lemonde.fr/chineusa

Le Parlement australien attend une réforme radicale

Alors que le centenaire de l'Assemblée législative de Melbourne est célébré, la docilité du Parlement vis-à-vis du gouvernement est vivement critiquée

SYDNEY

de notre correspondant

Le centenaire de la création du Parlement australien a été célébré, mercredi 9 mai, devant sept mille personnes, lors d'une session exceptionnelle des deux chambres qui s'est tenue dans l'immeuble de l'Exposition royale à Melbourne. Dans ce bâtiment, le duc de Cornouailles et d'York, le futur roi George V, avait inauguré le 9 mai 1901 le premier Parlement fédéral qui réunissait les députés élus deux mois plus tôt lors des premières élections de cette nation créée le 1^{er} janvier 1901.

Pour la présente commémoration, les députés et sénateurs australiens ont délaissé Canberra, qui est devenue la capitale fédérale en 1927, afin de célébrer à Melbourne le centenaire de la création de l'Assemblée législative. L'événement aurait pu être utilisé comme prétexte à une réforme ambitieuse. Mais le premier ministre semble s'accommoder très bien d'une assemblée législative docile.

« UN ORGANE INUTILE »

Cette commémoration est néanmoins l'occasion pour de nombreux analystes politiques de tracer un bilan plutôt sombre du premier centenaire de l'histoire parlementaire en Australie. « La Chambre des représentants est devenue l'appendice du corps politique, un organe inutile dans lequel le combat politique est ritualisé et où le débat est sans rapport avec les résultats, qui sont cuisinés à l'avance au gouvernement et aux sièges des partis », condamne Mike Steketeke, le rédacteur en chef des pages politiques du quotidien *The Australian*. Les parlementaires sont souvent accusés de ne jamais critiquer la

ligne de leur parti. Le président de l'Assemblée législative, le speaker, serait lui aussi trop dépendant du pouvoir en place.

Le premier ministre actuel, John Howard, avait pourtant promis, lors d'une campagne électorale en 1995, que sa coalition « chercherait à donner au speaker une plus grande indépendance, semblable à celle de son homologue à Westminster ». Mais une fois élu, le chef du Parti libéral a nommé l'un de ses amis, Bob Halvorsen, à la présidence du Parlement. Ce dernier, qui a notamment permis aux députés de poser aux ministres des questions supplémentaires s'ils n'étaient pas satisfaits de leurs réponses, a rapidement été « invité » à démissionner, car le gouvernement le jugeait trop indépendant. Son successeur toujours en place, Neil Andrew, paraît moins charismatique. Lorsque des députés se querellent, il attend patiemment que le silence revienne dans la Chambre, un style opposé à celui du speaker britannique, Betty Boothroyd, qui n'hésite pas à hurler « order » dès que des parlementaires haussent le ton.

Le gouvernement australien a toujours essayé d'échapper au contrôle des deux Chambres. Aujourd'hui, 78 % des dépenses gouvernementales ne sont pas incluses dans le budget annuel qui doit être approuvé par les députés et les sénateurs. Ce chiffre ne dépassait pas 10 % en 1910.

« LAISSER-ALLER »

Un certain « laisser-aller » semble s'être emparé de la machine parlementaire depuis quelques années. Les débats n'intéressent plus les journalistes, qui sont de moins en moins nombreux à se rendre à Canberra pour assister à la séance hebdomadaire des questions au premier ministre. Le code vestimentaire dans l'Assemblée s'est lui aussi assoupli. Un député libéral s'est rendu à un débat en portant le maillot de son équipe de football préférée.

Avec son système de représentation proportionnelle qui ne permet pratiquement aucun gouvernement d'obtenir une majorité absolue des sièges, le Sénat australien est devenu la seule Chambre qui critique ouvertement les décisions gouvernementales. Ses comités de contrôle sont craints des ministres et des hauts fonctionnaires. Aussi, de nombreux analystes souhaiteraient que le système parlementaire australien subisse une réforme radicale.

L'opposition travailliste, qui devance la coalition gouvernementale de dix points dans les derniers sondages d'opinion pour les prochaines élections, prévues au mois de septembre, ne semble pas disposée à se lancer dans une refonte du système en place.

Frédéric Therin

La secte Fa Lun Gong manifeste à Hongkong

Interdite depuis juillet 1999 par les autorités chinoises qui la considèrent comme une secte dangereuse, Fa Lun Gong reste autorisée à Hongkong depuis que le territoire a été restitué en 1997 à la Chine. Mardi 8 mai, plusieurs centaines d'adeptes du mouvement bouddhiste-taoïste ont manifesté en marge du forum organisé dans l'ancienne colonie britannique afin de protester contre l'interdiction de la secte en République populaire.

Vêtus d'un tee-shirt jaune portant l'inscription « La Chine doit cesser de persécuter le Fa Lun Gong », les manifestants ont pratiqué leurs exercices de méditation en divers points de Hongkong, sous haute surveillance policière. La secte a affirmé qu'au moins sept de ses adeptes venus des Etats-Unis ont été interdits d'entrée sur le territoire depuis le 28 avril. Le consulat américain a réagi en soulignant que ces décisions empêchaient la « libre circulation des idées », et en demandant des « explications » au gouvernement de Hongkong.

sens de la venue du président Jiang Zemin à Hongkong, où se tient le forum du magazine *Fortune*, en présence du Gotha du monde des affaires et de la politique, autour du thème de la mondialisation.

FORTERESSE ASSIÉGÉE

L'exercice est devenu rituel ces dernières années, mais il prend un relief particulier en période de tensions avec Washington. Rééditant le classique numéro de charme à l'adresse des investisseurs internationaux, le président Jiang a annon-

a pu rencontrer Bill Clinton, présent à Hongkong à titre privé, a clairement conditionné la « prospérité » du marché chinois à l'établissement d'un environnement stratégique « pacifique ». En d'autres termes, M. Jiang a suggéré à cette communauté d'investisseurs (majoritairement américains) de presser Washington d'adopter une attitude plus compréhensive à l'égard de Pékin.

Ce forum *Fortune* aura en tout cas plongé Hongkong dans une atmosphère de forteresse assi-

Au Congo-Kinshasa, l'Eglise catholique sert de filière d'évasion...

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Il y a quelques mois, les ambassades occidentales à Kinshasa ont reçu une note verbale du représentant du pape qui n'est pas passée inaperçue. Dans sa missive datée du 3 novembre 2000, le nonce apostolique en République démocratique du Congo (RDC) leur demandait en effet « d'appliquer, si possible, des critères restrictifs en matière d'octroi de visas au clergé congolais ».

Le mobile de cette surprenante requête était ainsi expliqué : « Il est de plus en plus fréquent de voir un grand nombre de prêtres congolais partir en Europe et en Amérique du Nord pour des études. Celles-ci terminées, ils refusent de rentrer dans leur diocèse (même rappelés par leur évêque), sauf, bien entendu, pour des vacances ou pour des intérêts personnels. »

Dans le plus grand pays catholique d'Afrique, qui compte 25 millions de croyants, l'Eglise est devenue une filière d'émigration, sinon d'évasion. L'Italie est la destination préférée des prêtres et sœurs congolais. Non pas pour se rendre au Saint-Si-

ge, mais à cause de la douceur de son climat et des mœurs. A titre d'exemples : l'actuel évêque d'Uvira, dans l'est du Congo, s'y est tellement plu qu'il a mis neuf ans pour décrocher une licence en histoire de l'Eglise que le commun des mortels obtient, au grand maximum, en dix-huit mois ; un prêtre congolais, titulaire d'une maîtrise en lettres anciennes, s'est installé à demeure en Italie où il enseigne le grec et le latin ; un autre, ayant obtenu un visa grâce à l'intercession d'un missionnaire italien, qui s'en mord aujourd'hui les doigts, s'est défilé dès son arrivée à l'aéroport de Rome en demandant l'asile...

La guerre au Congo n'a fait qu'amplifier le mouvement. Dans une lettre adressée aux évêques congolais, le 23 octobre 2000, le nonce apostolique relève que « pas mal de diocèses ont un tiers de leur clergé à l'étranger ».

Le phénomène ne date pas d'hier. L'exode est tel, depuis des années, qu'un diocèse au Congo, Isangi, ne compte plus que six prêtres, au lieu d'une centaine. Or, une fois parti, nul ne veut revenir. Ainsi l'évê-

que auxiliaire de Boma a-t-il vainement sommé deux éternels étudiants en Suisse de rentrer au pays. Quant aux retours volontaires, ils ne sont guère motivés par l'amour oblatif de la pastorale. « Certains, sinon un très grand nombre de prêtres rentrent en rapportant voiture, argent et beaucoup de biens matériels », constate le nonce, qui ajoute : « Cela provoque naturellement des jaloux et des envieux qui nourrissent le désir de sortir du pays, de fuir l'Afrique. » Autant de franchises n'est pratiquée qu'en interne...

« ENVOYEZ L'ARGENT ! »

Le 18 novembre 1999, devant l'épiscopat congolais, M^{gr} Lozano, qui était alors seulement depuis six mois en poste à Kinshasa, a évoqué sans détour la déréliction des évadés du pays et de la voie du salut. « Des prêtres congolais à l'étranger sombrent dans certains vices de la chair, de l'alcoolisme, de trafics douteux et dangereux », fustigeait-il. Cependant, la perte n'est pas un produit d'exportation. Un missionnaire au Congo relate comment le diocèse qu'il a

laissé à des prêtres locaux a sombré en moins d'un an. « L'équivalent de 100 000 francs français ont disparu, s'afflige-t-il. La Land Rover a été cassée et, au moment de la tournée pastorale annuelle, ils ont écrit une circulaire qui disait en substance : "Si vous voulez qu'on vienne, envoyez l'argent !" »

Le nonce lui-même, toujours devant les évêques réunis, a stigmatisé « la moralité du clergé » au Congo en faisant état de « nombreux cas de religieuses qui ont subi des abus sexuels jusqu'au crime de l'avortement, afin de cacher le très grave péché », et de « prêtres qui ont une ou plusieurs concubines, qui ont des enfants et de nombreux enfants dans les cas extrêmes ». On ne peut que davantage admirer la foi de M^{gr} Lozano, et son sens de la formule, quand il appelle de ses vœux que « l'Eglise au Congo puisse sortir purifiée de ses faiblesses et se présenter plus belle comme l'épouse du Christ ».

Stephen Smith

► www.lemonde.fr/rdc

Godechot Pauliet
86 avenue Raymond Poincaré
75116 PARIS
Tél. 01 45 00 95 03

COMPTOIR CARDINET
Centre Commercial Parly II
78150 LE CHESNAY
Tél. 01 39 54 10 29

BREITLING
1884

BREITLING FRANCE • TÉL. 01 56 43 67 00 • www.breitling.com
INSTRUMENTS POUR PROFESSIONNELS™

Tony Blair convoque des élections législatives anticipées pour le 7 juin en Grande-Bretagne

Les sondages donnent une large avance au premier ministre travailliste

Le premier ministre britannique, Tony Blair, a convoqué les élections législatives pour le 7 juin. Il a annoncé, mardi 8 mai, lors d'une visite dans

une école de Londres, que le choix de cette date avait reçu l'agrément de la reine. Les sondages donnent une large avance au premier ministre

de la « troisième voie ». Celui-ci entend mener une campagne intensive, conscient du coût potentiel de l'abstentionnisme.

LONDRES

de notre correspondant

Quelle sera l'ampleur de la prochaine victoire de Tony Blair ? Depuis le mardi 8 mai, un peu après 14 heures, lorsque le premier ministre, en bras de chemises dans une école modèle de Londres, a annoncé au pays qu'il avait obtenu l'agrément de Sa Majesté la reine Elizabeth pour dissoudre le Parlement dès lundi prochain et convoquer le pays à des élections législatives anticipées le 7 juin, c'est la seule question qui compte. Tout le monde le sait, tout le monde le dit et les bookmakers prennent déjà les paris à vingt contre un en faveur de l'intéressé. Tony Blair, sauf imprévisible coup de théâtre, deviendra bel et bien, dans quatre semaines, le premier chef de gouvernement travailliste à remporter un second mandat consécutif à la tête du pays.

« DES CHANGEMENTS RADICAUX »

Ni l'épidémie de fièvre aphteuse qui tire à sa fin avec trois ou quatre nouveaux cas détectés chaque jour (contre quarante par jour il y a trois semaines), ni la baisse de la cote d'amour personnelle de son chef, perçu comme un homme dynamique mais trop sûr de lui, voire arrogant, ne diminuent la performance : avec vingt points d'avance sur son challenger conservateur dans les derniers sondages, le parti du « nouveau travaillisme » aborde la campagne dans une position plus forte qu'aucun de ses prédécesseurs.

Seule inconnue, seule angoisse pour le parti : parviendra-t-il à vaincre ce que Tony Blair appelle « l'apathie et le cynisme » qui se con-

jugeraient pour le priver d'une partie de ses électeurs ? Les sondages parlent d'un taux de participation de 70 % (71,4 % en 1997, le plus bas niveau depuis 1945) mais plusieurs politologues, notant aussi bien la lassitude de l'opinion que la désillusion qui semble s'être emparée de nombreux électeurs à la gauche du « nouveau travaillisme », évoquent plutôt une participation limitée à 65 % des 31 millions d'inscrits.

Démision postdatée de M. Trimble en Irlande du Nord

L'exécutif semi-autonome d'Irlande du Nord démissionnera le 1^{er} juillet « si l'Armée républicaine irlandaise (IRA) n'a pas commencé son désarmement », a annoncé, mardi 8 mai, son « premier ministre », David Trimble. Chef de la principale formation protestante, le Parti des unionistes d'Ulster (UUP), M. Trimble a déposé auprès du président (speaker) de l'Assemblée de Belfast une lettre de démission postdatée « qui prendra effet le 1^{er} juillet à moins que, d'ici là, l'IRA ait commencé à tenir la promesse faite il y a un an et deux jours de mettre ses armes hors d'usage ». Pour les analystes, cette nouvelle menace de démission vise d'abord, pour M. Trimble, à limiter les dégâts électoraux que va subir son parti. Trois ans après les accords de paix d'avril 1998, tous les sondages montrent qu'une majorité de protestants est mécontente du premier gouvernement biconfessionnel, protestant et catholique, de la province. Martin McGuinness, numéro deux du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, considère la menace de M. Trimble comme « une véritable catastrophe qui ne fera pas avancer d'un iota le désarmement de l'IRA ». - (Corresp.)

Pour combattre cette tendance qui lui avait coûté la victoire au scrutin européen de 1999 (29 % de participation), le premier ministre s'est présenté, mardi, aux électeurs « avec un sentiment d'humilité et d'espoir ». Humilité parce que « même si nous pouvons être fiers de tout ce que nous avons fait depuis mai 1997, nous savons qu'il nous reste tant à faire ». A ceux qui lui repro-

chent d'avoir beaucoup promis il y a quatre ans et de n'avoir pas tout tenu, M. Blair a dit sa conviction qu'« aucun gouvernement de changement, dans aucun pays, n'a pu tout faire avec un seul programme, un seul budget, un seul mandat ». Les électeurs sont invités à lui en offrir un second car désormais, « après avoir bâti les fondations » d'une économie stable « sans laquelle rien n'est possible », les choses sérieuses

des gens dans une société décente où chacun aura la chance de développer les talents que Dieu lui a donnés. » La méritocratie, à défaut de la « troisième voie », cette « vision » que M. Blair développait volontiers à ses débuts et dont il n'est plus du tout question, a toujours été l'ambition du successeur de John Major.

DÉPENSES SOCIALES

Ce projet est-il si différent de celui défendu par les conservateurs ? « Les différences entre les deux partis n'ont jamais été aussi larges depuis 1983 » (le deuxième mandat de Margaret Thatcher) a affirmé M. Blair. Autant pour ceux, à gauche, qui estiment en résumé que « le blairisme n'est rien d'autre qu'un thatchérisme à visage humain ».

Parce que l'économie paraît solide, qu'une grosse partie de la dette publique est remboursée, que le taux de chômage est tombé à 5,5 % et que les dépenses sociales diminuent, la prochaine législature, promis juré, sera consacrée à « investir dans nos services publics ». Le premier ministre aura du mal à mobiliser l'enthousiasme des foules avec ce mot d'ordre. Mais la campagne ne fait que commencer. Elle sera rythmée par plusieurs grands discours que Tony Blair entend personnellement porter « dans tous les coins du pays ». L'essentiel, comme disait son porte-parole, est que les électeurs « ignorent les sondages car ce sera un combat beaucoup plus dur que les gens l'imaginent... ».

Patrice Claude

Menaces de représailles financières américaines contre l'ONU

WASHINGTON. Le Congrès américain a examiné, mardi 8 mai, la riposte à apporter après les votes « camouflés » évinçant les Etats-Unis de deux commissions clés des Nations unies, la commission des droits de l'homme et le bureau de contrôle du trafic de drogue de l'ONU. A la Chambre des représentants, les leaders républicains et démocrates de la commission des affaires internationales sont parvenus à un accord en vertu duquel les Etats-Unis s'acquitteraient comme prévu de la prochaine tranche de leurs arriérés à l'ONU (582 millions de dollars, soit 647 millions d'euros). En revanche, le paiement suivant (244 millions de dollars) serait suspendu aussi longtemps que les Etats-Unis n'auraient pas été réintégrés à la commission des droits de l'homme. L'accord devrait être soumis au vote de la Chambre basse cette semaine.

Le chef de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, Richard Armitage, a aussi indiqué que les parlementaires envisageaient éventuellement de supprimer du projet de loi une disposition adoptée la semaine dernière en commission, appelant l'administration Bush à œuvrer en faveur de la réintégration des Etats-Unis à l'Unesco, instance qu'ils avaient quittée en 1984. - (AFP.)

Les Etats-Unis créent

un commandement de l'espace

WASHINGTON. Le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a annoncé, mardi 8 mai, la création d'un commandement de l'espace (Air Force Space Command) qui sera chargé de la recherche, du développement, de l'équipement et des opérations en matière de protection des satellites militaires, voire commerciaux, mis sur orbite par les Etats-Unis. Au début de 2001, M. Rumsfeld avait évoqué la crainte d'un « Pearl Harbor » spatial, c'est-à-dire la destruction préventive, par une attaque soudaine et imprévue, des satellites de toutes sortes qui sont les « yeux », les « oreilles » et les moyens de communication des Etats-Unis. Il avait souligné que la sécurité nationale et économique des Etats-Unis dépendait de ce réseau de satellites.

La création d'un tel commandement suscite de nombreuses réserves de pays dans le monde, qui condamnent, par avance, toute militarisation de l'espace. - (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **IRAN/CUBA** : le président cubain Fidel Castro a commencé, mardi 8 mai à Téhéran, sa première visite officielle en Iran, s'affirmant « heureux parmi le peuple révolutionnaire » iranien, dont il a salué « la lutte anti-impérialiste » depuis la victoire de la révolution islamique de 1979. M. Castro a rendu hommage à « la lutte anti-impérialiste que mène depuis vingt-deux ans » l'Iran, pays « pionnier dans la voie de l'indépendance et de la liberté, aux yeux de Cuba » et d'autres pays en développement. - (AFP.)

■ **SOUDAN** : un tribunal de Khartoum a ordonné la prorogation de deux semaines de la garde à vue de l'opposant islamiste Hassan El Tourabi et de trois cadres de son parti, le Congrès national populaire (CNP), a annoncé, mardi 8 mai, un de leurs avocats. M. Tourabi avait été arrêté le 21 février, après la signature d'un mémorandum d'entente avec l'Armée de libération des peuples du Soudan (rébellion sudiste) prévoyant notamment « la nécessité d'une escalade de la résistance populaire pacifique, pour amener le régime à abandonner sa politique totalitaire ». - (AFP.)

■ **COLOMBIE** : un Français, condamné à la réclusion à perpétuité pour un assassinat commis le 30 décembre 1980 à Paris, a été arrêté mardi 8 mai à Bogota. Georges Kukuc avait été condamné par la justice française en 1994, à l'issue d'une affaire qui avait été considérée comme un règlement de comptes entre proxénètes. Installé à Bogota depuis 1984, il s'occupait de la publicité d'une entreprise de cosmétiques. - (AFP.)

Robin Cook, nouveau président des socialistes européens

BERLIN. Ministre britannique des affaires étrangères, le travailliste Robin Cook a été élu, mardi 8 mai, président du Parti socialiste européen (PSE), succédant au ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping. Pour la première fois, les délégations nationales pouvaient, si elles le voulaient, répartir leur vote, ce qu'ont autorisé les Français et les Belges. M. Cook a reçu 257 voix contre 3 et 13 abstentions. La procédure de choix du président a été contestée par un groupe de députés signataires d'une « contribution des gauches européennes ». En leur nom, Henri Emmanuelli (PS) a réclamé une réforme des modes de fonctionnement du PSE pour en faire un vrai formation politique.

L'élection a été précédée d'un débat sur le futur de l'Union européenne où François Hollande, le premier secrétaire du PS, a défendu l'idée d'une Constitution européenne « qui sera naturellement de caractère fédéral tout en respectant les nations ». Il s'est déclaré en faveur d'un renforcement du Parlement européen et d'une avant-garde qui permette d'accélérer le processus d'intégration. - (Corresp.)

Le Vatican récuse toute « instrumentalisation » par la Syrie

LA VALETTE (île de Malte)
de notre envoyé spécial

Le pape est arrivé, mardi 8 mai, à Malte où, avant de regagner Rome, mercredi soir, il devait béatifier trois grandes figures de l'Eglise locale. Malte est catholique à... 99 %. Autant dire que ce fut une étape de tout repos pour Jean Paul II à l'issue d'un voyage de cinq jours qui s'annonçait délicat - et le fut - en Grèce et en Syrie.

La délégation du Vatican a refusé de commenter les reproches adressés au pape d'avoir gardé silence après le discours, samedi à Damas, du président Bachar El Assad. Celui-ci avait accusé le peuple juif de prétendre que Dieu a créé « un peuple meilleur que les autres » et Israël de s'inspirer de l'exemple de ceux qui ont « lâché, puis torturé le Christ » (Le Monde daté 6 et 7 mai).

Jean Paul II et sa délégation n'ont pris connaissance qu'à Damas de ces déclarations. Les allocutions d'arrivée du pape et d'accueil du chef de l'Etat syrien n'avaient pas été échangées avant

le départ. Mais la surprise eût-elle été moins grande que, comme invitée de la Syrie, la délégation du Saint-Siège pouvait difficilement rompre les usages diplomatiques et riposter sur le champ. De retour à Rome, il n'est pas exclu qu'elle revienne sur l'affaire.

« UN MAUVAIS PROCÈS »

Mais l'absence de réaction sur le sol syrien s'explique surtout par des raisons de fond, ainsi commentées par Joaquin Navarro-Valls, porte-parole du Vatican. D'une part, c'est faire un mauvais procès à ce pape qui, depuis sa jeunesse polonaise, a toujours exprimé sa détestation de l'antisémitisme, reconnu Israël et demandé pardon pour l'« antijudaïsme » de l'Eglise de laisser sous-entendre son manque de vigilance sur un tel thème.

D'autre part, à chacun de ses voyages, le pape est l'objet de pressions politiques, de la part « des secteurs les plus variés des pays traversés », qu'il lui appartient de désamorcer. Après les critiques américaines et françaises du dis-

cours du président Assad (Le Monde du 9 mai), tous les commentateurs entendus dans la délégation vaticane font ainsi état de la préoccupation constante qui est celle de Jean Paul II, lors de ses voyages « pastoraux », de ne se prêter à aucune opération de récupération politique.

Ce voyage en Grèce et en Syrie était un « pèlerinage » sur les pas de saint Paul, premier missionnaire du christianisme. Toute tentative d'« instrumentalisation » politique d'une telle expérience spirituelle doit être condamnée, estime Joaquin Navarro-Valls. Le pape s'est voulu « pèlerin de la paix » et « personne n'a le droit d'interpréter cette visite dans un sens différent de celui qu'il a voulu lui donner ». On comprend donc mal, dans l'entourage du pape, que lui soit imputée aujourd'hui une absence de réaction au discours du président syrien.

Il reste que des voyages du pape au Proche-Orient ne peuvent jamais être de simples « pèlerinages », isolés de leur contexte politi-

que, et qu'il y a là une ambiguïté que le Vatican reconnaît volontiers et cherche à dépasser. En ce sens, le voyage en Grèce, en Syrie et à Malte aura été la confirmation d'une ligne traditionnelle qui, sans ignorer le droit d'Israël à la sécurité, est celle de la défense d'une paix « juste et globale », fondée sur les résolutions des Nations unies et des conventions de Genève. Le pape n'est pas allé plus loin.

Et soulignant une autre conviction ancienne que la paix au Proche-Orient commence par la paix entre les communautés religieuses, il a créé l'événement en se rendant dans la grande mosquée de Damas et en proposant un renforcement du dialogue avec les musulmans dans un pays d'Orient où la cohabitation confessionnelle est la moins problématique.

A cet égard, son principal motif de satisfaction aura d'ailleurs été le rapprochement avec les Eglises orthodoxes, probant en Grèce et spectaculaire en Syrie.

Henri Tincq

50 €uro

Actionnaires de SIDEL, Tetra Laval vous fait une bonne offre.

N° Vert 0 800 444 999

Cette offre fait l'objet d'une note d'information visée par la COB avec le visa n°01-364, en date du 11 avril 2001, disponible gratuitement auprès des intermédiaires financiers.

Offre publique d'achat amicale de Tetra Laval sur SIDEL. Clôture le 22 Mai 2001.



ANNIVERSAIRE Il y a vingt ans, le 10 mai 1981, François Mitterrand était élu président de la République, avec l'appui de toute la gauche au second tour, contre le

chef de l'Etat sortant, Valéry Giscard d'Estaing. Certains des dirigeants de la gauche d'aujourd'hui étaient déjà aux responsabilités. D'autres étaient simples militants. ● LA COMPARAI-

SON entre les députés de la « vague rose » qui allait suivre, en juin, et ceux qui ont été élus en 1997 montre que le groupe socialiste d'aujourd'hui est plus vieux et plus « cumu-

lard », mais aussi plus féminin. La proportion des enseignants y a diminué. ● EN VINGT ANS, dont quatorze au pouvoir, le PS a dû s'adapter à la pratique des gouvernements qu'il

a soutenus, mais sa doctrine reste marquée par son passé. ● LE PCF n'a pas pu enrayer un déclin électoral continu ni retrouver une pensée propre (lire page 7).

Le 10 mai 1981, la gauche sortait de vingt-trois ans d'opposition

La victoire de François Mitterrand a couronné un combat engagé depuis 1971 pour unifier les socialistes et obliger les communistes à les soutenir. Les futurs chefs de la majorité plurielle étaient pour la plupart déjà élus ou dirigeants. Dominique Voynet était encore étudiante

VINGT ANS APRÈS, la gauche, c'est eux. Ils dirigent ou animent la majorité plurielle. Premier ministre ou chefs de parti, certains ont déjà été candidats à l'élection présidentielle, d'autres le seront en 2002. En 1981, où étaient-ils ? Où ont-ils vécu ces heures historiques de la victoire de la gauche ? Au cœur, à côté, de près ou de loin ?

● **Lionel Jospin, gardien du parti.** Le 10 mai 1981, en fin d'après-midi, rue de Solferino, il est l'un des premiers alertés par les instituts de sondages, l'un des premiers à téléphoner à Château-Chinon pour prévenir François Mitterrand de sa victoire et à s'entendre répondre : « Quelle histoire, hein !... quelle histoire ! » Après 20 heures, une fois connus les résultats, c'est encore à lui que revient l'honneur de saluer ce « jour de joie » pour « les millions d'hommes et de femmes qui ne pouvaient plus continuer à vivre dans cette société ».

Depuis le congrès de Créteil, le 24 janvier, M. Jospin a reçu en gérance les clés du Parti socialiste. Selon la formule de Mitterrand, cet énarque de quarante-trois ans, entré au PS dix ans plus tôt, est alors « en situation » pour lui succéder. Sérieux, bosseur, combatif, il est l'un de ceux qui se sont le plus rapidement imposés durant les années 1970. Dès le 21 mai, passées les cérémonies d'investiture auxquelles il est convié sur la liste des « invités personnels » du président, il est, avec Pierre Mauroy, au

cœur du dispositif mitterrandien : invité le mardi matin aux petits déjeuners élyséens et chargé de négocier le ralliement des communistes. Dès l'été, *L'Express* s'interroge en couverture : « Est-ce Jospin qui gouverne ? »... Il lui faudra attendre seize ans.

● **François Hollande, petite main à l'Élysée.** « Le 10 mai 1981, j'ai pu être accueilli rue de Solferino, au siège du Parti socialiste. A 18 heures, j'ai pris connaissance des premières estimations qui donnaient François Mitterrand vainqueur. J'ai accédé au grand bureau où les militants étaient massés devant un poste de télévision, le bureau que j'occupe aujourd'hui, raconte le premier secrétaire du PS. Quand le portrait du nouveau président est apparu sur l'écran, j'ai vu Jacques Fournier [futur secrétaire général de la présidence de la République], à côté de moi, pleurer. »

A vingt-sept ans, jeune auditeur à la Cour des comptes, M. Hollande a sa carte du PS depuis deux ans. Le 24 janvier 1981, il assiste en invité au congrès extraordinaire du PS à Créteil qui investit François Mitterrand comme candidat à l'élection présidentielle. A la Cour des comptes, Jean Rosenwald, qui anime un groupe de socialistes, le met en rapport avec Jacques Attali pour représenter ce cercle au sein du comité de campagne. A ce poste militant, il rédige des argumentaires pour le candidat et se souvient notamment d'avoir préparé

une interview pour un journal professionnel de l'hôtellerie où, déjà, il plaiderait pour... une baisse des taux de TVA. Au lendemain de l'élection, M. Attali le fait venir à l'Élysée, pour reprendre ce rôle officieux de « petite main », comme Ségolène Royal, sa compagne, au service du président.

● **Jean-Pierre Chevènement, gardien du dogme.** Depuis deux ans, il est redevenu l'allié de François Mitterrand au PS. Michel

écrit, est d'établir une méthode (...) pour passer du système capitaliste, en France, à la société socialiste. Il ne s'agit pas pour nous d'améliorer le système capitaliste, mais de lui en substituer un autre. » Le 10 mai, M. Chevènement, qui est avec le premier secrétaire, M. Jospin, au siège du PS, salue l'entrée de Mitterrand « dans l'histoire de la France comme Gambetta effaçant Mac-Mahon ». La référence républicaine commence déjà à se substituer

« A 20 heures précises, une immense clameur est montée des chambres.

On a eu une soirée incroyablement calme, sans un coup de sonnette ! »

Dominique Voynet, vingt-deux ans, de garde dans une clinique

Rocard et Pierre Mauroy ayant quitté la majorité du parti au congrès de Metz, en avril 1979, le futur président de la République a eu besoin de l'appoint du député de Belfort et de son courant, le Ceres, qu'il avait mis à l'écart en 1975. C'est ainsi que M. Chevènement, âgé alors de quarante et un ans, a été chargé de rédiger le « projet » socialiste pour 1981, qu'il qualifiera lui-même, bien des années plus tard, d'« excellent projet pour l'opposition ». « Notre volonté, y est-il

au mythe de la « rupture avec le capitalisme ».

● **Jean-Michel Baylet, sans regret.** A trente-quatre ans, il est déjà maire de Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne), député, directeur général de *La Dépêche du Midi* et vice-président du Mouvement des radicaux de gauche (MRG). Seul député de son parti qui ne souhaitait pas soutenir François Mitterrand dès le premier tour, il « ne regrette pas » que le MRG ait investi le candidat Michel

Crépeau, président du parti, même si celui-ci n'a réalisé qu'un maigre 2,2 %. « J'étais dans ma mairie, comme à chaque élection. On a fêté ça, sans plus, ça n'a pas été l'explosion », témoigne vingt ans plus tard le président du Parti radical de gauche (PRG), aujourd'hui satellisé par le PS.

● **Dominique Voynet, militante.** Etudiante en sixième année de médecine, elle a pris sa garde, à 19 heures, le 10 mai 1981, dans une clinique de Besançon. « A 20 heures précises une immense clameur est montée des chambres. On a eu une soirée incroyablement calme, sans un coup de sonnette ! », se souvient M^{me} Voynet, aujourd'hui ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Militante écologiste locale, elle a été désignée au titre du « troisième collège », avec les Amis de la Terre et le Mouvement d'écologie politique, pour choisir, lors de primaires, le candidat des écoles. Ce fut Brice Lalonde. Elle soutient activement sa campagne, appuyée par René Dumont et par le commandant Cousteau. « J'avais vingt-deux ans », souligne la chef de file des Verts.

● **Robert Hue, maire et maladroït.** En 1981, Robert Hue a, comme M. Baylet, trente-quatre ans et beaucoup moins de casquettes. En février, il devient pourtant en quelques semaines l'abonné des médias, après avoir organisé dans sa commune, Montigny-lès-Corbeilles, une croisade antidrogue,

en désignant à la vindicte populaire une famille de Marocains. « Il n'y a ni à regretter ni à dire que c'était bien. Il y avait des problèmes majeurs de drogue, et j'ai tenu mon rôle de maire », estime le secrétaire national du PCF. « L'affaire a été largement extrapolée par les médias. C'était fait pour gêner le candidat Marchais, il y avait beaucoup de tensions dans la gauche à cette époque », ajoute-t-il. Il fait tout de même sauter les bouchons le 10 mai et la mairie offre une réception « en l'honneur de la victoire de la gauche ».

● **Marie-George Buffet, militante.** « Dans ma fédération, on était partagés entre l'espoir formidable du changement et le goût amer du premier tour. On ne comprenait pas ce qui s'était passé, les 15 % de Marchais... », se souvient la ministre de la jeunesse et des sports, devenue adjointe au maire socialiste de Châtenay-Malabry en 1977. Le 11 mai, accompagnant ses enfants à l'école, la militante de trente-deux ans croise les instituteurs, qui flottent sur un petit nuage rose. En juin, quatre communistes entrent au gouvernement. « On avait une profonde admiration pour nos ministres, mais on se demandait si l'on pourrait mener une politique de gauche. C'est une période dont nous n'avons peut-être pas su tirer les leçons. Nous avions alors le temps qui nous manque tellement aujourd'hui », regrette M^{me} Buffet.

Service France

Un électoral moins populaire

C'est peu dire que le profil des électeurs de gauche s'est métamorphosé en vingt ans. Au premier tour de la présidentielle de 1981, 30 % des professions libérales et cadres supérieurs ont voté pour l'un des candidats de gauche (dont 19 % pour M. Mitterrand et 7 % pour M. Marchais) ; 54 % des employés ont fait de même (29 % pour le PS et 18 % pour le PCF), tout comme 65 % des ouvriers (33 % et 30 %). Les « classes populaires » restent le socle du peuple de gauche.

Aux législatives de 1997, toujours selon les enquêtes post-électorales de la Sofres, le rééquilibrage est saisissant. 47 % des cadres et professions intellectuelles (29 % pour le PS, 9 % pour les Verts, 7 % pour le PCF, 2 % pour les divers gauches), pratiquement à égalité avec les employés (45 % ont voté à gauche, dont 32 % pour le PS) et les ouvriers (49 % ont voté à gauche, dont 28 % pour le PS et 15 % pour le PCF).

Au Palais-Bourbon, ils sont loin les « barbus » en « forum permanent »...

ILS RÉVAIENT de donner le droit de vote aux étrangers, ils voulaient supprimer les conseils généraux, ils étaient là, croyaient-ils, pour « changer la vie ». C'était en juin 1981. Dans la foulée de l'élection présidentielle, la vague rose déferlait au Palais-Bourbon : avec 285 élus, sur un total de 491 sièges, le groupe socialiste et apparentés détenait la majorité à lui seul. « Après vingt-trois ans de pouvoir gaulliste et d'élections perdues, on était fous de joie. En même temps, j'étais inquiet. On avait fait tellement de promesses... C'était le rêve au pouvoir », se souvient Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), qui fut l'un des 153 « nouveaux » du crû 1981.

Vingt ans plus tard, les socialistes disent avoir toujours les mêmes rêves mais, plus réalistes, ils les taisent. Entre 1981 et 2001, ce n'est pas tant le profil du groupe PS, que son état d'esprit, qui a changé. Sa structure socio-professionnelle n'a, en effet, guère été bouleversée. Parmi les 250 élus du groupe PS actuel, présidé par Jean-Marc Ayrault (Loire-Atlantique), environ 45 siégeaient déjà en 1981, comme Maurice Adevah-Poëuf, Paul Dhaille, Raymond Forni, Marius Masse ou Yvette Roudy. La proportion d'enseignants, surnommés les « barbus », a dimi-

nué mais elle reste significative : ils étaient 137 instituteurs et professeurs au sein du groupe socialiste en 1981, contre 73 aujourd'hui, selon les statistiques de l'Assemblée nationale. Au-delà des « profs », ce sont les juristes de la commission des lois qui avaient le vent en poupe en 1981, alors que la gauche s'appretait à abolir la peine de mort et à supprimer la discrimination pénale à l'encontre des homosexuels. « Il faut le reconnaître, on avait un sentiment de supériorité par rapport aux collègues profs », note Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin) qui, âgé de trente et un ans en 1981, était l'un des plus jeunes élus. « On était diplômés, on se sentait pros. On n'avait pas de complexe », confirme Françoise Gaspard (PS), sociologue, ancienne députée et ex-maire de Dreux.

PLUS VIEUX MAIS PLUS FÉMININ

C'était l'époque où les aînés ne faisaient pas trop d'ombre. Les nouveaux étaient suffisamment nombreux pour s'affirmer. Finalement, le renouvellement de 1997 a été de moindre ampleur puisque, parmi les nouveaux élus, il faut compter les « battus de 1993 ». La moyenne d'âge du groupe, qui était de quarante-six ans et cinq mois en

1981, est montée à quarante-neuf ans en 1986, et s'élève aujourd'hui à cinquante-quatre ans et deux mois. Avec le temps, certains ont accumulé les mandats. Le groupe s'est féminisé et compte, en 2001, 34 femmes dans ses rangs, contre une petite vingtaine en 1981.

« RÉFORMER SANS PERDRE UNE MINUTE »

Les personnes restent mais les discours évoluent. « Aujourd'hui, je ne dirais plus « changer la vie » mais « réconcilier les citoyens avec la politique », résume M. Bockel, qui se rappelle, un brin nostalgique, qu'« en 1981, le député avait une bonne image ». Le groupe PS était un « forum permanent » : « Mes souvenirs, c'est presque plus la salle Colbert [où se réunissent chaque semaine les députés du PS] que l'hémicycle. On avait le sentiment étrange que l'on ne resterait pas longtemps. Alors, il fallait réformer sans perdre une minute ! », explique M^{me} Gaspard, qui se souvient de séances de nuit qui duraient « jusqu'à 4 heures du matin », suivies d'« un café-croissant à la buvette » où l'on « refaisait le monde ».

Soudé, discipliné, à quelques exceptions près, le groupe PS était pourtant divisé en courants : 135 mitterrandistes, 47 rocardiens, 47 « courant Mauroy », 36 membres du Ceres de Jean-Pierre Chevènement et

20 apparentés, lit-on dans *Le Nouveau Pouvoir*, de Bernard Villeneuve et François-Henri de Virieu (Lattès, 1981). Pierre Joxe, alors président de groupe, menait ses troupes à la baguette et rendait la vie dure au... premier ministre, Pierre Mauroy ! Pierre Joxe, c'était l'« inverse d'Ayrault », assurent les témoins de l'époque. Nouveau député, Lionel Jospin était surtout premier secrétaire du PS. « Il avait les cheveux plus longs et plus bouclés, il était moins blanc. Il avait l'image du jeune premier brillant », se souvient M^{me} Gaspard. Il était déjà expert en mots. « En 1983, il a qualifié le tournant de la rigueur de « parenthèse ». C'était avant le réalisme de gauche... », sourit M. Gouzes, qui note qu'aujourd'hui, le PS souffre de l'excès inverse : « Mitterrand a montré que la gauche pouvait gouverner et rester au pouvoir. A présent, on est devenu trop gestionnaire, trop sérieux. Jospin ne fait plus rêver. Au même moment, Chirac s'empare de l'écologie et s'intéresse au succès du « fabuleux destin d'Amélie Poulain », le dernier film de Jean-Pierre Jeunet. Alors, récemment, l'élu de Marmande a pris sa plume et a écrit au premier ministre : « Il faut faire davantage rêver... »

Clarisse Fabre

50
€uro

Actionnaires de **SIDEL**,
vous avez de bonnes raisons
d'apporter vos actions.

N° Vert 0 800 444 999

Cette offre fait l'objet d'une note d'information visée par la COB avec le visa n°01-364, en date du 11 avril 2001, disponible gratuitement auprès des intermédiaires financiers.

Offre publique d'achat amicale de Tetra Laval sur SIDEL. Clôture le 22 Mai 2001.

Tetra Laval



Le Parti socialiste maintient l'ambiguïté de son rapport au « capitalisme »

SI LES SOCIALISTES appliquaient encore aujourd'hui les critères définis par François Mitterrand au congrès unificateur d'Épinay, en juin 1971, nul doute que le PS ne pourrait plus se dire... socialiste. « Celui qui n'accepte pas la rupture (...) avec l'ordre établi, (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ! », proclamait alors celui qui allait devenir premier secrétaire du PS quelques jours seulement après y avoir adhéré. Trente ans plus tard, le PS se définit encore dans sa déclaration de principes, comme « un parti de transformation sociale », qui met « le réformisme au service des espérances révolutionnaires ». Mais ses références « révolutionnaires » n'ont pas plus de traduction dans sa pratique que l'obligation statutaire, pour ses membres, d'« appartenir à une organisation syndicale ».

Le PS est devenu, sans l'assumer totalement, un authentique parti social-démocrate, même s'il ne peut s'appuyer, comme dans le modèle allemand ou britannique, sur une organisation syndicale de masse. Même si son premier secrétaire, François Hollande, récuse clairement, comme opposant à tout « libéralisme social », la « troisième voie » défendue en Europe par Tony Blair et Gerhard Schröder. Alors que le Parti socialiste a commencé à travailler sur son « projet » pour les élections législatives de 2002, dont la coordination a été confiée à Martine Aubry, son programme a été arrêté par son congrès de Grenoble, fin novembre 2000. Le titre originel de la motion majoritaire de M. Hollande, « Pour une société plus humaine », abandonné à Grenoble, semble en voie d'être repris par... le président de l'UDF, François Bayrou, pour son programme présidentiel (*Le Monde* du 2 mai).

Un réformisme humaniste ? Le PS se fixe trois objectifs essentiels : « le plein-emploi », à partir de la perspective décennale tracée par Lionel Jospin, en septembre 1999 à La Rochelle ; « la pleine citoyenneté », avec un « président citoyen », le renforcement des droits du Parlement, l'acte II de la décentralisation et le droit de vote aux immigrés aux élections locales ; « la pleine égalité ». A travers ce troisième objectif, il prône une « réhabilitation des services collectifs, que la dynamique aveugle des marchés rend encore plus nécessaire », et plaide même pour une timide réhabilitation

de la planification, afin de « programmer les moyens financiers, humains, matériels à allouer dans le temps aux services publics de l'égalité ». Le PS de 2001 ne se veut plus le « parti du salariat », mais cherche à bâtir une « nouvelle alliance » entre les classes moyennes, les classes populaires et les exclus, selon le vœu exprimé par M. Jospin à La Rochelle en septembre 1999.

L'idéologie du PS a évolué par glissements successifs, qui lui ont presque tous été imposés par les différents gouvernements socialistes. En 1983, c'est la rigueur économique, après les réformes sociales davantage marquées par la « rupture » des années 1981 et 1982. M. Jospin, alors premier secrétaire, parle d'une simple « parenthèse », qu'il assurera avoir refermée lui-même en 1997. Au congrès de Bourg-en-Bresse, en octo-

« Celui qui n'accepte pas la rupture (...) avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ! »

François Mitterrand

bre 1983, la motion majoritaire affirme d'emblée : « Nous n'avons pas, bien sûr, changé de politique. » Pourtant, deux ans auparavant, au fameux congrès de Valence passé dans l'histoire à cause de l'admonestation de Paul Quilès sur les têtes à couper, le PS oublie déjà la « rupture avec le capitalisme » et fait entrer dans son discours les nécessaires « compromis » à établir entre « le pouvoir économique et le pouvoir socialiste », comme entre « les forces du changement et les forces de conservation ».

Bon gré, mal gré, le PS s'adapte à la pratique du pouvoir, mais toujours à contre-temps. En avril 1987, lors de la première cohabitation, le congrès de Lille fustige toute « dérive centriste ». Un an après, François Mitterrand est réélu sur le thème de la « France unie » et pratique, par débauchages

individuels, l'ouverture au centre dans le gouvernement de Michel Rocard. Le président n'a pas davantage demandé à son parti de débattre du nouveau dogme énoncé dans sa « Lettre à tous les Français » : le « ni-ni », ni nationalisations ni privatisations. Il faudra attendre novembre 1998 et la convention sur l'entreprise organisée par M. Hollande pour qu'un débat s'esquisse sur les contours du secteur public. Alors que M. Jospin est soupçonné d'avoir davantage privilégié qu'Edouard Balladur et Alain Juppé réunis – le premier ministre dit procéder à des « ouvertures de capital » justifiées par des raisons industrielles et non idéologiques –, le PS souhaite une loi-cadre sur ledit secteur public qui n'a jamais vu le jour.

Au fil des ans, le PS se social-démocratise de plus en plus, mais se garde bien de l'afficher. Il n'a pas fait, à la différence du SPD allemand à Bad Godesberg, en 1959, un acte officiel de conversion au réalisme économique. En décembre 1991, pourtant, avant que Pierre Mauroy n'abandonne son poste de premier secrétaire, il a amorcé un *aggiornamento*. Sous la houlette d'un ancien chevènementiste, Michel Charzat, les rocardiens, les mauroyistes, les fabiusiens et les jospinistes ont fait adopter à la quasi-unanimité un texte affirmant : « Le capitalisme borne désormais notre horizon historique. » Mais il s'agissait alors, surtout, de faire oublier le congrès de Rennes de mars 1990 et la guerre ouverte entre les « courants ».

Après la défaite cinglante de 1993, le PS a tenté de reprendre le contrôle de sa mutation idéologique. Les Assises de la transformation sociale ont fait naître le concept de « gauche plurielle ». Reprenant la direction du PS, en octobre 1995, M. Jospin s'est essayé à une refondation programmatique. En 1996, trois conventions sur l'Europe, la démocratie et l'économie ont jeté les bases du programme législatif de 1997 autour de quelques idées-forces : la limitation du cumul des mandats et la réduction de leur durée à cinq ans, la parité, l'indépendance de la justice, la semaine de 35 heures, les emplois-jeunes, etc.

Au total, le travail de rénovation idéologique est loin d'avoir été mené à son terme. Et l'identité social-démocrate du PS reste en pointillés.

Michel Noblecourt

Marc Lazar, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris
« Chaque expérience gouvernementale met le PCF dans les affres : rester au gouvernement l'use, en sortir le condamne »

« Le Parti communiste s'est-il jamais remis de la victoire de François Mitterrand en 1981 ?

– L'élection de 1981 est une humiliation et un traumatisme pour le Parti communiste français. Traumatisme parce que le résultat des élections est évidemment inférieur à ce que représentaient le capital électoral du PCF et, surtout, aux espérances du candidat Marchais. L'humiliation, ce sont les 15 % de voix qu'il a recueillis, 8 points derrière le leader socialiste. Le PCF est véritablement vaincu par son rival socialiste.

« Il ne s'en est effectivement pas remis. L'habileté tactique de François Mitterrand y a évidemment contribué : revendiquant sans cesse sa politique d'union de la gauche, alors que le Programme commun est rompu depuis 1977, il apparaît comme l'homme qui a uni la gauche contre l'opposition, alors que Georges Marchais fait figure de sectaire, servant, du coup, la droite.

« Plus profondément, le PCF ne comprend pas, à ce moment-là, que l'image de l'URSS est en train de basculer. L'opinion, notamment de gauche, se convertit à l'idée qu'elle est un régime totalitaire au moment même où le PCF revient dans le giron de Moscou. Enfin, le Parti communiste ne mesure pas le déclin de sa base ouvrière, le cœur de son identité. Avec les grandes restructurations industrielles de Giscard, les bastions ouvriers commencent à s'effondrer. C'est un bouleversement que le PCF va nier, à contre-courant de l'évolution sociologique de la France.

– Pourquoi refuse-t-il à ce moment-là la mutation qu'il entreprendra des années plus tard ?

– Ce refus renvoie à la culture d'un parti persuadé que le monde est et sera industriel. Ce véritable blocage se combine avec son expérience de l'histoire qui a montré qu'il lui fallait toujours préserver l'appareil. C'est ainsi que l'on « sauvera les meubles », dans les périodes de basses eaux de lutte des classes, pense le PC. Tout le monde leur dit « Changez ! », mais la direction refuse pour ces raisons.

– Quelle stratégie de rechange le parti aurait-il pu conduire ?

– A peu près à la même époque, le Parti communiste italien (PCI),

connaît des difficultés comparables. Il enclenche alors un long processus de remise en cause de sa culture, de sa stratégie et de son identité. Dans un premier temps, le PCI propose de dépasser la culture révolutionnaire pour passer à un « réformisme fort » ; c'est la même idée qu'emploie aujourd'hui le PCF pour se distinguer des socialistes. A partir des années 90, le PCI glisse vers la social-démocratie. C'est ce que veut éviter à tout prix le PCF. Il veut rester un parti révolutionnaire, dans un pays où prévaut encore l'idée que la transformation se fait sous le signe du conflit.

– L'exemple du PCI est-il plus convaincant que celui du PCF ?

– C'est un exemple de sortie du communisme. Donc il n'est pas convaincant pour le PCF. Ce que croient Robert Hue et la majorité des communistes, c'est que l'on peut rester communiste en chan-

« Le PCF peut être toujours plus présent dans les luttes. Mais comment faire fructifier cela politiquement et même électoralement ? »

geant le contenu du communisme. Mais jusqu'ici toutes les tentatives de réformer le communisme ont échoué, que les partis soient au pouvoir ou dans l'opposition.

– Quel rôle a joué la chute du mur de Berlin en 1989 ?

– C'est évidemment un phénomène supplémentaire qui accélère la crise du PCF. Elle est déjà patente pendant l'expérience gouvernementale de 1981 à 1984, où le PCF se retrouve dans une situation très inconfortable, à la fois dedans et dehors. Il a quatre ministres au gouvernement, mais très rapidement ceux-ci n'ont plus de contacts avec la direction du PCF. Cette expérience n'est d'ailleurs jamais revendiquée.

« Après sa sortie du gouvernement, au lendemain des européennes de 1984, il apparaît alors comme un traître à la gauche. Puis survient l'effondrement du mur de Berlin : le PCF ne voit pas venir le coup. Moins que quiconque. C'est une nouvelle humiliation. Ses quatre piliers s'affaissent : son pilier sociologique avec la classe ouvrière et la CGT, puis l'URSS et ses satellites. Il ne manque plus que les deux dernières étapes : l'appareil et, enfin, les municipalités.

– Est-il trop tard pour changer de cap ?

– Robert Hue a véritablement tenté de changer le style et la stratégie du parti, notamment avec la majorité plurielle. Mais c'est un peu une tentative désespérée avant la mort. Il le dit lui-même : « Si nous ne faisons rien, nous mourrons. » C'est difficile, car il veut éviter la scission. Rien n'est plus complexe que de changer une culture. La vraie question, à laquelle la personne n'a répondu pour l'instant, c'est : « Qu'est-ce qu'être communiste au XXI^e siècle ? »

« Le PCF peut être toujours plus présent dans les luttes – cela lui pose d'ailleurs quelques problèmes avec la CGT. Mais comment faire fructifier cela politiquement et même électoralement ? Le PCF a beaucoup de mal à faire de la politique dans une démocratie représentative. Il a peur d'être un parti comme les autres. Chaque expérience gouvernementale le met dans les affres : rester au gouvernement l'use, en sortir le condamne. C'est de cela que profite actuellement l'extrême gauche.

– Lionel Jospin est-il le meilleur défenseur du PCF ?

– Jospin a fait un choix idéologique et politique très clair : la vieille union de la gauche, plus les Verts. Il aurait pu avoir une autre stratégie, mettre du sel sur les plaies du PCF, sur son rapport au stalinisme, au réformisme, à l'économie de marché. Il aurait pu le contraindre à un débat idéologique. Mais il a choisi l'alliance, payante électoralement, en occultant le débat. En ce sens, il est profondément mitterrandien. Qu'est-ce que la gauche moderne ? Cette question reste l'impensé culturel de la gauche française. »

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

Une gauche aux effectifs en baisse et vieillissants

Trois enquêtes ont été menées, en 1998, par des chercheurs du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), sur les adhérents du Parti socialiste, du Parti communiste et des Verts (*Le Monde* daté 15 janvier 2000). Elles témoignent de l'affaiblissement des partis de la gauche plurielle et du décalage croissant de leurs militants avec la société française.

● **Des effectifs en baisse.** Le PS, qui revendiquait 214 000 adhérents au lendemain de la victoire de 1981, n'en affichait plus que 120 000 en 1998. Le PCF en revendiquait 520 000 en 1978, 380 000 en 1984 et 204 000 en 1998. Créés en 1984, les Verts affichaient

8 500 adhérents en 1998.

● **Des militants de moins en moins jeunes.** En vingt ans, les moins de trente ans ont fondu de plus de moitié au PCF : ils comptaient pour 25 % des adhérents en 1979, ils ne sont plus que 10 % aujourd'hui. Au PS, ils ne sont que 5 %. Les moins de quarante ans représentaient encore le tiers des socialistes en 1985, contre 14 % aujourd'hui. Quant aux Verts, ils ne comptent que 1 % d'adhérents de moins de vingt-cinq ans parmi leurs adhérents.

● **Des milieux populaires de plus en plus absents.** Les ouvriers ne représentent plus que 6 % des

adhérents actifs du PS, au lieu de 10 % treize ans plus tôt. La base du PS est aujourd'hui principalement composée de retraités et de fonctionnaires (plus de la moitié des militants actifs). Parti de la classe ouvrière, le PCF voit s'éroder régulièrement sa base ouvrière : 31 % aujourd'hui, contre 47 % vingt ans tôt. Enfin, les ouvriers et les employés ne représentent que 15 % des militants Verts, soit moins encore qu'au PS (21 %).

● **Une lente féminisation.** De 1979 à 1998, la part des femmes est passée de 35 % à 40 % au PCF. Entre 1985 et 1998, elle progresse de 20 % à 26 % au PS, bien loin de la parité. Quant aux adhérents Verts, ils sont pour plus des deux tiers (69 %) des hommes.

50

€uro

Actionnaires de SIDEL, dites oui à notre offre.

Contactez votre intermédiaire financier.

N° Vert 0 800 444 999

Cette offre fait l'objet d'une note d'information visée par la COB avec le visa n°01-364, en date du 11 avril 2001, disponible gratuitement auprès des intermédiaires financiers.

Offre publique d'achat amicale de Tetra Laval sur SIDEL. Clôture le 22 Mai 2001.

Tetra Laval

Nos routes et nos ponts en manque d'entretien

Les pouvoirs publics sont confrontés à l'usure des infrastructures dénoncée par la Cour des comptes. En cause : la diminution des moyens humains et financiers depuis vingt ans. Illustration dans le Val-d'Oise

VAL-D'OISE

de notre envoyé spécial

C'est un ouvrage en béton comme il en existe des centaines en France. Le pont d'Épinay, à l'entrée nord d'Argenteuil (Val-d'Oise), enjambe une voie communale sur une portée d'une dizaine de mètres, mais est large de plus du double pour supporter la nationale 311, configurée ici en 2 x 2 voies. Edifiée au début des années 1970, en partie sur une ancienne carrière de gypse remblayée, la construction est aujourd'hui de guingois, position qu'illustrent les nombreuses fissures. Le degré de dangerosité est tel que la direction départementale de l'équipement (DDE) a procédé à l'enlèvement des corniches qui l'ornaient.

Le poids du béton et du remblaiement sur le sol de pierre à plâtre a enfoncé de 10 centimètres un des deux supports sur lesquels repose l'ouvrage. « Le maximum de tolérance est de 20 centimètres », précise Grégoire Nicolle, l'ingénieur de la DDE responsable du contrôle des ponts dans le Val-d'Oise. Autrement dit, il est grand temps de procéder au rééquilibrage du pont d'Épinay, sur lequel passent 50 000 voitures particulières par jour – le trafic de poids lourds est marginal –, dont nombre rejoignent l'A 15.

Les travaux, inscrits dans les priorités de la DDE, vont commencer au début de l'été, en deux étapes afin de ne pas couper la circulation, qui continuera, de façon alternée, sur deux voies pendant les cinq mois de la rénovation. Cette fois, la terre des remblais sera mélangée à du polystyrène afin de limiter le poids et, donc, de réduire, voire d'éliminer, le phénomène d'affais-

sement, visiblement sous-estimé il y a trente ans. Toujours sur la RN 311, mais 400 mètres en aval, le viaduc d'Orgement, lui aussi construit voilà une trentaine d'années, nécessite une intervention, ou plutôt une rampe d'accès, longue de 220 mètres.

Les fissures sur la chaussée sont les signes extérieurs de la détérioration des joints reliant les blocs de béton coulés tous les 30 mètres. Encore une fois, le vieillissement

Le poids du béton et du remblaiement sur le sol de pierre à plâtre a enfoncé de dix centimètres un des deux supports sur lesquels repose le pont d'Épinay

précoce de l'ouvrage peut surprendre. Les experts de la DDE ne s'aventurent pas à donner d'explications. Bruno Verdon, lui, directeur de l'équipement du Val-d'Oise, sait qu'il faut réaliser les deux chantiers simultanément, pour un coût de 15 millions de francs. Son autre priorité est la réfection de la Nationale 1, elle aussi en 2 x 2 voies, mais seulement dans la direction sud-nord – entre Maffliers et L'Isle-Adam : le sens inverse a été rénové au moment de la construction de l'autoroute A 16, qui joint l'Île-de-France à Beauvais, en Picardie.

Un chantier de 5 millions de francs pour moins de 4 kilomètres, qui seront aussi rénovés pendant l'été. Et encore s'agit-il de s'occuper simplement de la couche de roulement, des accotements et de la glissière de sécurité métallique, qui sera remplacée par une protection en béton au centre de la chaussée.

A première vue, la bande de roulement est en bon état, mais Philippe Perrais, chargé du contrôle des routes à la DDE, fait remarquer que les « rustines » de bitume, effectuées sur les fissures longitudinales et les nids de poule et destinées à assurer l'étanchéité de la route, représentent 50 % du revêtement. Ce qui est dangereux, puisque le bitume, contrairement à l'asphalte, est un matériau glissant.

La chaussée est d'autant plus glissante que la surface de roulement, vieille de treize ou quatorze ans, a perdu de son adhérence en libérant ses granulats (cailloux qui entrent dans la composition de l'asphalte) sur la chaussée. « Du coup, ses coefficients de sécurité sont moins bons et lui donnent une note inférieure à 13 dans notre nomenclature, ce qui est une mauvaise note », commente M. Perrais. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'une route de cette importance – 50 000 véhicules, dont 10 % de camions, par jour – devrait être refaite « normalement » tous les dix ans au maximum ?

A l'inverse, le piteux état des accotements est visible à l'œil nu, tant les trous remplis d'eau sont fréquents. Dans de nombreux endroits, la différence de niveau entre la chaussée et le bas-côté est importante, avoisinant parfois les 10 centimètres, ce qui représente, selon la nomenclature routière, le

seuil de tolérance. L'idée est de refaire les accotements sur une largeur de 2 mètres afin de faciliter les arrêts d'urgence. Quant à la glissière, rouillée et déformée, il faut la changer. « C'est le minimum que l'on puisse faire », commente Jean-Dominique Gillis, adjoint au maire de L'Isle-Adam.

Si les élus locaux se réjouissent de l'engagement des travaux au début de l'été, ils déploient ceux-ci se limitent à ces trois volets. M. Gillis fait remarquer que les voies d'accès devraient faire l'objet de bretelles et non pas de stops à hauts risques.

Philippe Kildjian, maire de Maffliers, renchérit en affirmant que cette portion de route est très dangereuse : « Il ne se passe pas une semaine sans accident. » Sa dangerosité est encore plus grande lorsqu'il s'agit des enfants et des adolescents qui se rendent à l'école, au collège de Montsout ou au lycée de Domont. « Il n'y a pas de protection entre la chaussée et le passage le long de la nationale que les piétons sont obligés d'emprunter pour se déplacer », explique M. Kildjian. L' élu souhaite la construction d'une déviation sur la N 1 en attendant la prolongation de l'A 16, promise depuis longtemps.

Ce type de décisions dépasse les compétences de M. Verdon. Mais comme il aimerait en faire plus si l'Etat lui en donnait les moyens ! « On pourrait mieux nettoyer les routes ou, plus important, généraliser les panneaux de signalisation réfléchissants, gage de sécurité supplémentaire », se met à rêver le représentant départemental du ministère de l'équipement et des transports.

Marcel Scotto

Les crédits font cruellement défaut

« LORSQU'ON méprise trop longtemps une route, elle finit par se venger. » C'est sans doute pour que cette prédiction de Patrick Gandil, directeur des routes au ministère de l'équipement et des transports, ne se réalise pas que la Cour des comptes a tiré la sonnette d'alarme.

En affirmant, dans son dernier rapport, que l'entretien des routes nationales est arrivé à « un seuil critique », les magistrats de la Rue Cambon ont jeté le trouble dans les milieux gouvernementaux même s'ils relèvent « une inflexion positive » depuis l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1997 (Le Monde du 25 janvier). Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement et des transports, a aussitôt saisi la perche tendue en faisant valoir l'action du gouvernement de Lionel Jospin, dans un communiqué en réponse au rapport de la Cour des comptes : « Les moyens consacrés à l'entretien et à la réhabilitation du réseau routier national ont augmenté de 22 % entre 1997 et 2000, passant de 1 948 millions de francs à 2 380 millions. »

En réalité, le problème ne se résume pas à un changement de majorité à l'Assemblée nationale. Le mal est plus profond. Il faut remonter au terrible hiver de 1962-1963 pour expliquer la situation d'aujourd'hui. La catastrophe avait été d'autant plus grave que les barrières de dégel

n'existaient pas à l'époque. Le bilan fut très lourd : un quart du réseau national à refaire. Les travaux pour le reconstruire et le renforcer durèrent jusqu'à la fin des années 1980. Ensuite, l'Etat a d'autant plus réduit les investissements pour les routes nationales que la priorité était à la construction d'autoroutes : 8 600 kilomètres en quarante ans. Parallèlement, le réseau autoroutier faisant l'objet de concessions à des sociétés d'économie mixte, le ministère de l'équipement s'est engagé dans une baisse des effectifs responsables de l'entretien et de l'exploitation des routes : 20 000 emplois ont ainsi été supprimés au cours des deux dernières décennies. Ce « dégraissage » a été stoppé par M. Gayssot, qui a prévu l'embauche de 70 agents en 2001.

« FAIRE FACE AUX CYCLES D'ENTRETIEN »

Néanmoins, la situation n'est pas satisfaisante pour le directeur des routes. Selon M. Gandil, « les crédits sont insuffisants de 20 % pour faire face aux cycles d'entretien », dont la durée varie selon le trafic et les intempéries. Pour faire comprendre l'ampleur de la tâche des services de l'Etat, le haut fonctionnaire explique que la norme pour une route nationale est de 10 000 véhicules par jour (1 000 pour une route départemen-

tales), mais que ce critère peut enregistrer des différences importantes selon les voies : « Même s'il n'existe pas de nids de poules sur nos routes, elles ne sont pas toutes en bon état ; et les restaurer tardivement c'est prendre le risque de dépenser plus au bout du compte. »

Ce qui est grave pour les routes l'est encore plus pour les ouvrages d'art. Le déficit de crédits pour les ponts et les tunnels (hors fonds destinés à la mise en sécurité du tunnel du Mont-Blanc) est estimé à la moitié des besoins. Dans ce cas aussi, M. Gayssot défend son bilan : « La dotation pour l'entretien courant de ces ouvrages a augmenté de 50 % depuis 1997. » La situation est telle que l'administration est conduite à fermer des ouvrages à la circulation et à entreprendre des travaux en urgence. Ce fut le cas du pont Wilson, sur la Loire, à Tours, à la fin des années 1970. Le pont de Richemont, sur l'autoroute A 31, près de Thionville, lui, est fermé depuis septembre 2000. Mais l'exemple le plus parlant est celui du pont d'Aquitaine, à Bordeaux, dont les travaux de réfection sont en voie d'achèvement : leur coût – 360 millions – équivaut aux crédits annuels pour l'entretien de tous les ponts de France.

M. S.

Première manifestation contre la route de l'Airbus A380 à Toulouse

TOULOUSE

de notre correspondant

Pour la première fois, un millier de personnes ont manifesté, mardi 8 mai, dans la forêt de Bouconne, aux portes de Toulouse, contre l'itinéraire routier prévu pour acheminer les tronçons du futur Airbus géant A380. « Oui à l'avion, non aux camions », pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants. Le collectif NAPA380 (Non au passage d'un axe routier), à l'origine de la manifestation, tenait beaucoup à ne pas apparaître contre l'A380, unanimement présenté comme une chance pour le développement de Toulouse.

Les salariés d'Airbus et des entreprises de sous-traitance sont d'ailleurs nombreux à résider dans les tranquilles petites communes de l'Ouest toulousain, où l'annonce de cette route « à grand gabarit » a semé le trouble. De Mondouville (Haute-Garonne) à Ségoufielle (Gers), tous les villages touchés ont vu apparaître des associations de riverains et des pancartes hostiles. Différentes pétitions

dénoncent pêle-mêle le bruit, la circulation et la pollution générés, selon les signataires, par ce nouvel axe routier qui abordera le département de la Haute-Garonne par la vallée de la Save pour éviter les ouvrages d'art de la RN124 (Toulouse-Auch), trop bas pour laisser passer les convois exceptionnels. Les manifestants entendent également défendre la forêt de Bouconne, véritable poumon vert de l'agglomération toulousaine, érigée en symbole de leur lutte. Les associations dénoncent enfin « le manque de concertation ».

Le préfet de région, Hubert Fournier, est intervenu le soir même sur France 3 pour tenter de dissiper les craintes de la population, en assurant que cette route « à grand gabarit » ne sera pas un axe à grande circulation. La veille, il annonçait dans La Dépêche du Midi qu'il s'était « personnellement » opposé au passage de la route au milieu de la forêt de Bouconne.

Stéphane Thépot

Dans le Centre, un nouveau pic de crue du Cher est attendu

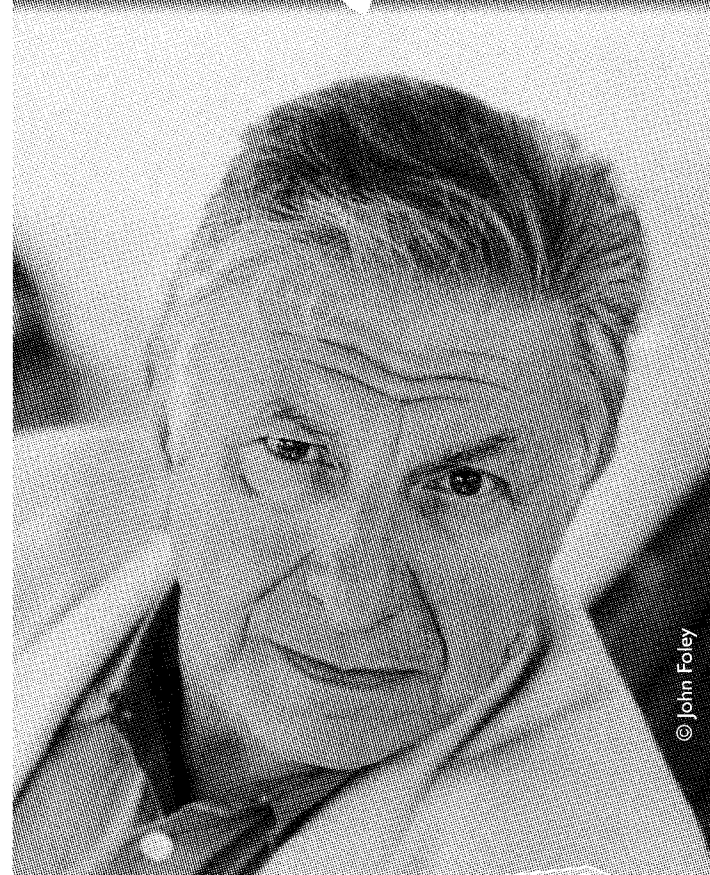
LE CHER devrait connaître, mercredi 9 mai, un nouveau pic de crue, après quelques heures d'accalmie. Le point le plus critique est en Indre-et-Loire, où la rivière se jette dans la Loire en aval de Tours, en particulier autour de Savonnières. Le haut niveau de la Loire (Le Monde du 9 mai) empêche l'écoulement du Cher, selon les spécialistes. En revanche, la nuit du 8 au 9 mai s'est bien passée, indiquait mercredi matin la préfecture de l'Indre, à Chabris (Indre), où l'on redoutait que le Cher ne submerge la ville, protégée par une digue. Celle-ci avait été renforcée tout au long de la journée de mardi. La continuité de monter le 8 mai, notamment à Orléans où elle a atteint le débit de 2 500 m³/s, mais la décrue devrait s'amorcer. – (Corresp. rég.)

DÉPÊCHES

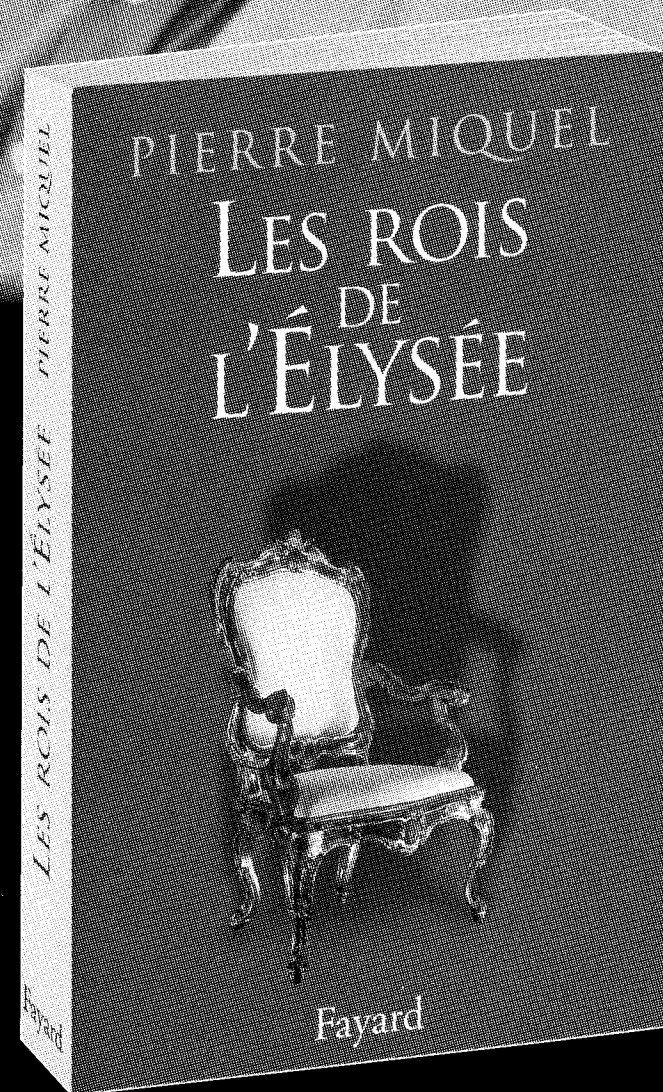
■ **ENVIRONNEMENT** : le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) a demandé, lundi 7 mai, l'arbitrage de Lionel Jospin dans le conflit qui oppose les éleveurs d'ovins aux écologistes à propos de la présence d'ours slovènes dans les Pyrénées. Dans une lettre au premier ministre, le ROC indique : « Notre Ligue pourrait vous suggérer de recevoir notre président afin que vous puissiez prendre la mesure de nos attentes en matière de protection du vivant. »

■ **BRETAGNE** : environ 350 personnes ont manifesté, mardi 8 mai, près de la commune de Plounéour-Menez, dans les monts d'Arrée, pour protester contre les plans d'épandage qui menacent, selon eux, la qualité de l'eau de cette région du centre du Finistère. Les manifestants, réunis à l'appel de l'association Vivre dans les monts d'Arrée, s'opposent notamment à l'épandage des eaux de lavage et des résidus provenant d'une usine d'abattage de volailles à Guerlesquin, à une quinzaine de kilomètres. La veille, une centaine de personnes avaient déjà manifesté au même endroit.

Pierre Miquel



© John Foley



Les présidents, ces hommes qui valent plus que leur pouvoir.

FAYARD
www.editions-fayard.fr

VGE raconte la fin des années Giscard

MAI 1981

6 IL ETAIT UNE FOIS LA GAUCHE

Dans un entretien avec Jean-Marie Colombani, l'ancien président de la République brosse le portrait de la France de l'avant-Mitterrand. Il confie, entre autres, qu'il s'était longtemps cru assuré de sa réélection, qu'il avait songé à Jacques Chaban-Delmas pour Matignon, et qu'il avait discerné un complot et une tentative d'assassinat dans l'attentat commis, en avril 1981, à l'aéroport d'Ajaccio

« Avant de parler de l'élection de 1981, peut-être faut-il d'abord dire ce qu'était la France de 1981. Peut-on dire qu'il y avait déjà deux France : l'une engagée dans ce qui allait devenir la mondialisation et l'autre plus traditionaliste ?

– Elle était en train de bouger. Elle oscillait entre un schéma étatique et corporatiste, qui était encore la culture dominante, et une poussée économique, faite d'une volonté de desserrer les rigidités, le carcan des prix et des réglementations, sur fond d'ouverture progressive des frontières européennes. Il y avait donc une France qui essayait de se débarrasser des rigidités et une France qui était attachée aux sécurités antérieures.

» Les tensions avaient été accentuées par le deuxième choc pétrolier. Le premier choc pétrolier avait été vécu comme un accident de conjonction, et n'avait pas alarmé en profondeur la société française ; alors que sa répétition, et son impact en matière d'emplois, venait de créer un vrai sentiment d'insécurité. Il existait donc un fossé psychologique et culturel entre ceux qui disaient : "Il faut une économie sécurisée par l'administration corporatiste" et ceux qui disaient : "Il faut une économie ouverte et compétitive."

– A l'époque, aviez-vous conscience d'entrer dans un cycle long, une crise qui durera en fait un quart de siècle ? Ou votre vision était-elle plus optimiste ?

– Dans les années 1960 et 1970, on imaginait encore un secteur sidérurgique très prospère, une survie assez longue de nos bassins miniers : on construisait encore des aciéries de grande taille. Dans les années 1977-1978, on a vu apparaître dans le monde le fait que ces grands secteurs de la première industrialisation allaient, pour certains, être transformés et, pour d'autres, disparaître. Nous avons rencontré, si vous vous rappelez, des problèmes avec un plan de restructuration sidérurgique qui a été très contesté. On voyait déjà que c'était une crise dans laquelle l'aspect structurel allait jouer pendant longtemps. Mais je n'imaginai pas que cette crise serait aussi longue.

– Arrive alors la campagne électorale. Comment l'avez-vous abordée ? Plaçons-nous au début de l'année 1981.

– Jusqu'au début du mois de février 1981, j'étais convaincu de l'emporter, parce que les sondages le disaient. J'ai conservé jusque-là un avantage supérieur à 6 points sur François Mitterrand. Pour moi le problème était de conduire une bonne campagne, mais ce n'était pas une campagne dont le principal objet était de gagner. Si bien que je me suis mal préparé à ce qu'allait devenir la campagne, qui en fait (c'est d'ailleurs une

leçon qu'on peut retenir) ne s'est enclenchée que dans les deux derniers mois, mars et avril 1981, au cours desquels on a assisté à l'inversion des sondages. Si bien que la campagne que j'avais imaginée n'était pas adaptée à la situation, et je n'ai pas eu le temps, ni pris l'initiative, de transformer ma campagne en une compétition contre mon adversaire.

– Vous le connaissiez bien sûr,



Jusqu'au début du mois de février 1981, j'étais convaincu de l'emporter parce que les sondages le disaient

cet adversaire, puisque vous l'aviez battu en 1974. Quelle idée vous en faisiez-vous ?

– Je l'avais en fait battu deux fois : en 1974 directement et en 1978, par élections législatives interposées. Puisque, à la différence de ce qui s'est passé depuis, j'ai gagné les élections législatives en milieu de mandat. Il avait donc été battu deux fois. La première fois, on m'avait raconté qu'il était très démoralisé, déçu, car il était persuadé de gagner en 1974 (il me l'a confirmé par la suite) alors qu'il pensait perdre en 1981. Après 1978, et après un deuxième échec, j'ai cru que son système allait se défaire et que la coalition qu'il avait bâtie s'effriterait vers le centre. C'était, en fait, une coalition anti-de Gaulle dans laquelle il avait choisi de faire entrer les communistes, parce que c'était, pour lui, le seul moyen de devenir un challenger de De Gaulle. Les temps ayant changé, les esprits ayant évolué, la situation sociale n'étant plus la même, la présence des communistes dans son système l'affaiblissait sur son centre.

» Je le considérais comme un homme particulièrement habile, éloquent et ondoyant, mais je pensais qu'il avait peu de connaissances économiques, au moment où l'essentiel du sujet et du débat était économique. Cette carence, en réalité, n'avait pas beaucoup d'importance, car l'opinion française était en phase avec lui. Il a pu dire durant la campagne présidentielle qu'il s'engageait à créer, dans l'année qui venait, un million d'emplois pour les jeunes. Quelqu'un qui prétendrait cela aujourd'hui serait salué par un éclat de rire universel ! A l'époque, on pouvait encore l'affirmer avec un certain degré de vraisemblance.

– Aujourd'hui on a tendance à

penser que le levier essentiel de la victoire de François Mitterrand, c'est l'aspiration à l'alternance. A l'époque, vous aviez vous-même fait scandale dans une partie de votre majorité en parlant de la nécessaire "décrispation". L'aviez-vous perçue, cette volonté d'alternance ?

– Le besoin d'alternance, c'était quelque chose que je comprenais et, dans une certaine mesure, que je ressentais. Mais alternance ne voulait pas dire nécessairement changement politique. Cela voulait dire la recherche de quelque chose de nouveau. A la suite de l'effondrement de la IV^e Républi-

tés locales détenaient un pouvoir institutionnel légitime, et, ce faisant, qu'on devait avoir des rapports normaux avec eux. J'ai également essayé de nouer des rapports personnels avec des dirigeants connus ou reconnus du Parti socialiste. Par exemple, Gaston Defferre, que j'ai invité à plusieurs reprises à l'Elysée. Je l'invitais en dehors des circuits officiels. Cela va vous faire sourire, mais je l'invitais aux chasses présidentielles, et il venait avec plaisir. Nous passions la matinée et le déjeuner ensemble. Quand j'ai reçu à titre privé à l'Elysée la reine d'Angleterre, je l'ai invité et je l'ai placé à côté d'elle. Enfin, dans les derniers mois, de 1980 à 1981, j'ai eu par l'intermédiaire de mes collaborateurs à l'Elysée des contacts avec des élus socialistes de l'aile modérée, ceux qui récusaient le concept du programme commun. Ils sont venus à plusieurs reprises à l'Elysée et je les ai reçus. Je ne les nommerai pas car certains d'entre eux exercent encore des fonctions. Ils venaient, non pas dans un esprit de ralliement, mais pour voir, pour explorer.

» J'avais donc des contacts avec ceux qui, à gauche, ne se considéraient pas comme marxistes. Quant à François Mitterrand, c'était plus complexe. J'avais souhaité qu'il y eût des rapports avec lui, ne serait-ce que parce que c'était normal, dans un pays républicain, de ne pas ignorer le leader de l'opposition. J'avais donc chargé Michel Poniatowski, alors ministre de l'intérieur, d'entrer en contact avec François Mitterrand. Ce qu'il a fait, et ce dont il me rendait compte. J'ai les comptes rendus des conversations qu'ils ont eues à plusieurs reprises dans des lieux que François Mitterrand souhaitait discrets. Les entretiens étaient assez ouverts sur la situation politique, et en même temps sur les griefs que François Mitterrand pouvait avoir sur notre manière d'agir, ou de nous conduire.

J'ai été choqué, non par la tentative d'attentat contre moi en avril 1981, mais par le comportement des responsables politiques de l'époque, et de ceux qui ont suivi. Tel que je l'ai vécu, j'ai senti qu'il y avait complot, tentative organisée, puisque c'est une bombe qui a explosé au moment où mon avion atterrissait

– Il est clair aujourd'hui pour tout le monde que Jacques Chirac a fait la courte échelle à François Mitterrand en 1981. En aviez-vous conscience ? Ou avez-vous été surpris ?

– Je ne souhaite pas m'exprimer sur l'action de Jacques Chirac à cette époque. Je rappellerai simplement, car beaucoup de commentateurs paraissent l'avoir

oublié, que j'ai soutenu sa candidature à l'élection présidentielle de 1995 !

– Je respecte votre réserve, mais peut-être accepterez-vous de répondre à la seconde partie de ma question : quelle a été votre réaction lorsque vous avez découvert cette stratégie ?

– Ses intentions ont été rendues publiques à partir du mois de novembre 1980 par un article paru dans l'hebdomadaire *Le Point*, où sa stratégie était explicitée : celle-ci consistait à perdre l'élection présidentielle avec l'idée que l'opinion publique serait tellement traumatisée par l'arrivée au pouvoir du programme commun, et notamment des ministres communistes au gouvernement, que les élections législatives qui suivraient donneraient lieu inévitablement à un raz de marée en sens inverse.

» J'ai pris moi-même l'initiative de demander à Jacques Chirac de venir me voir en janvier 1981 pour lui en parler, et lui dire que ce calcul me paraissait très risqué ! Je lui ai demandé s'il serait candidat. Il m'a répondu que sa décision n'était pas encore prise. Et il l'a annoncée quelques jours plus tard, le 5 février, je crois. Mais sur ces événements je ne veux pas aller plus loin.

– Il y a un point d'histoire sur lequel on peut tout de même s'arrêter, car il a été gravissime : c'est l'attentat qui a eu lieu contre vous, en pleine campagne électorale, à l'aéroport d'Ajaccio. Quand on regarde les événements comme on aurait dû les regarder à l'époque, il y a bel et bien une tentative d'attentat à la vie du président de la République sans que cet événement ait de suites judiciaires.

– J'ai été choqué, non pas par cette tentative, car je savais bien que, dans la vie d'un président de la République, c'est un événement qui pouvait se produire, et auquel j'étais préparé, mais par le comportement des responsables politi-



Lille, le 9 octobre 1980. Valéry Giscard d'Estaing s'entretient avec le maire, Pierre Mauroy.



Le 5 mai 1981. Le débat télévisé entre Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand.



Le 21 mai 1981. Valéry Giscard d'Estaing repart à pied du palais de l'Élysée après la cérémonie de passation des pouvoirs avec le nouveau président, François Mitterrand.

insisté auprès de moi pour que j'arrive à l'heure, en me disant que c'était très important, et qu'il fallait y être à la minute près. Je n'ai réalisé que plus tard à quel point cette insistance était troublante.

» Au moment où l'avion s'est posé, une bombe a explosé dans l'aéroport d'Ajaccio en faisant malheureusement des victimes, que je suis allé voir le soir à l'hôpital d'Ajaccio. J'ai été frappé de voir qu'en pleine campagne électorale le milieu politique avait éprouvé peu d'émotion, voire même pas d'émotion du tout si vous prenez les commentaires des principaux candidats, et qu'il n'y a eu par la suite pratiquement aucune poursuite judiciaire. Une enquête a été ouverte. J'ai reçu, après mon échec de mai, une seule visite du juge d'instruction, et n'en ai plus jamais entendu parler depuis. Cette indifférence, par rapport à un attentat contre un président de la République en exercice, était une chose alarmante et ses tenants et aboutissants restent, à ce jour, non élucidés.

– **Venons-en au contexte international de guerre froide qui se caractérise par un assez grand désordre dans l'univers occidental à cause de la décision, qui remontait à Nixon, de laisser flotter les monnaies, un début sérieux de construction européenne et une relation assez construite entre vous-même et Brejnev. Quelles sont les attentes des uns et des autres ?**

– Nous sommes dans l'hiver et le printemps 1980-1981. Il faut se souvenir que, pendant ma présidence, j'ai connu quatre présidents des Etats-Unis : Nixon, Ford, Carter et Reagan. En 1981, Reagan a été élu président et Margaret Thatcher est premier ministre de la Grande-Bretagne. Une partie de l'Occident a pris une option de droite très tranchée. En même temps, le camp communiste est ébranlé sans qu'on sache jusqu'où va aller la fissure. Ebranlé par la crise polonaise qui est engagée, avec, pendant l'été 1980, le risque d'une intervention militaire soviétique, et avec l'entrée en Afghanistan des forces soviétiques. En même temps, les Soviétiques avaient engagé le déploiement de leurs missiles SS20, qui permettaient de tirer sur l'Europe de l'Ouest, et en particulier sur l'Allemagne, en découpant la sécurité de l'Allemagne et des Etats-Unis.

» Quelle était l'attitude des acteurs vis-à-vis de notre débat ? Les Américains n'avaient pas d'attitude très définie par rapport à l'Europe. Ils étaient évidemment très hostiles à l'arrivée des communistes au pouvoir en France, mais se limitaient à une mise en garde, et leur diplomatie était très ambiguë, car elle voyait en nous les continuateurs de la politique de De Gaulle, et elle caressait l'espoir que nos adversaires reviendraient à un comportement plus proche de la ligne de la IV^e République. C'était la thèse.

» Les Russes avaient vu que nous étions des adversaires responsables, ce qui constituait, de leur point de vue, un moindre mal. Dans la période d'incertitude où ils étaient entrés, ils ne souhaitaient pas de changement. Ils l'ont expri-

te et que son parti était normalement plus proche de François Mitterrand que de moi. Après mon échec, il est venu me voir à titre privé pour me manifester le regret qu'il avait de ce rendez-vous manqué.

Ce qui a le plus frappé les gens, c'est la mise en scène télévisée de mon départ. Au lieu que l'image s'arrête sur moi, j'ai eu l'idée de montrer aux Français l'image de mon départ. J'ai sans doute sous-estimé l'impact de la société médiatique où nous étions entrés

me. En fait, mon plus grand regret c'est de n'avoir pu réaliser l'achèvement de la construction politique européenne. Nous l'aurions fait, je crois, dès 1982-1983, car, avec Helmut Schmidt, nous avions mis au point le calendrier : mise en place du Système monétaire européen puis, deux ans plus tard, création du Fonds monétaire européen, qui était l'équivalent de la banque centrale, et ensuite le chapeau politique : la Fédération européenne.

– **Donc vous aviez un accord politique avec Helmut Schmidt, avant votre défaite ?**

– Oui. Et il souhaitait ma réélection, bien qu'il fût social-démocra-

– **Il faudra attendre 1983 pour que le fil conducteur de cette action européenne de la France soit repris.**

– Oh non ! Plus longtemps que cela. Il n'a été repris en fait que lorsque le Conseil européen de Madrid a décidé de créer le comité Delors, qui reprenait notre proposition du Comité sur l'union monétaire de l'Europe. C'est-à-dire avec le second septennat de François Mitterrand. Beaucoup de temps avait passé.

– **Puisque nous sommes au chapitre des regrets, comment envisagez-vous un second septennat ? Etiez-vous tenté par ce qui s'installait dans l'univers occidental, cette vague ultralibérale incarnée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan ? Quelle configuration politique auriez-vous imaginée ?**

– D'abord, j'étais décidé à proposer un référendum sur le quinquennat très vite, c'est-à-dire dans les deux mois suivant ma réélection. Il n'y avait aucune raison de dissoudre l'Assemblée nationale puisque nous y disposions d'une majorité qui remontait à 1978. J'estimais en effet que la dissolution doit être utilisée dans une lecture stricte de la Constitution française, c'est-à-dire pour sanctionner les égarements éventuels du Parlement, et non pour répondre à un choix personnel du président de la République.

» Pourquoi faire un référendum sur le quinquennat avant l'été ? D'abord, pour mettre une borne à la durée de la fonction, et ensuite en imaginant que ce référendum aurait un assez large succès, et qu'il donnerait une assise politique nouvelle à la majorité. Je souhaitais que cette majorité évolue en direction d'une structure parente des grandes formations européennes,

c'est-à-dire un PPE français : un Parti populaire du centre droit, à la fois pro-européen, et en même temps distinct des tendances ultralibérales de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, dont je pensais qu'elles étaient inadaptées à la France et dangereuses pour elle, parce qu'elles apparaîtraient comme une doctrine de combat de nature à redonner vie à l'alternative marxiste.

» Mon idée était au contraire de pratiquer une gestion assez proche de ce qu'était la gestion allemande à l'époque, c'est-à-dire une gestion libérale (libéralisation des prix, refus des nationalisations, privatisations conduites à un rythme mesuré), avec une grande attention portée au problème social, et particulièrement à celui de l'emploi. Ce n'était pas l'option Reagan-Thatcher, mais c'était une option qui, à mon avis, serait apparue comme l'option de l'Europe continentale, parce que je pensais que c'était celle que les Allemands et les Italiens choisiraient.

– **Aviez-vous une idée d'un futur gouvernement Giscard 2 ?**

– J'avais réfléchi au choix du premier ministre suivant. Je souhaitais prendre quelqu'un de culture gaulliste, ou en tout cas qui avait été associé à cette culture, mais qui soit en même temps de culture libérale. J'avais pensé par exemple à quelqu'un comme Joël Le Theule, qui avait ce profil. Malheureusement, il a disparu quelques mois auparavant, malgré son jeune âge. Je m'étais interrogé, à l'automne 1980, sur le point de savoir si je reprenais Jacques Chaban-Delmas comme premier ministre. Je n'ai pas retenu cette solution, car lui-même, à qui j'en avais parlé, ne se sentait pas prêt psychologiquement à l'accepter vis-à-vis de lui-même. Il n'avait pas complètement éliminé sa déception de 1974, bien qu'il ait été élu président de l'Assemblée nationale en 1978.

» Je souhaitais aussi que des membres de la société civile participent au gouvernement, et je vous rappelle que les ministres les plus connus de mon époque provenaient de la société civile. Je souhaitais enfin qu'elle comprenne également les sociaux-démocrates détachés du programme commun.

– **Ce qu'on appelait à l'époque la "deuxième gauche", "la gauche rocardienne" ?**

– Rocard lui-même n'était pas dans cette tendance. Il s'agissait plutôt des députés de la base, des maires de ville, qui avaient refusé l'alliance avec les communistes dans leur conseil municipal, ou dans leur département.

– **Pensiez-vous que la France**

était allée au bout des réformes qu'elle pouvait accepter ou désirez-vous, au contraire, reprendre le fil de la réforme, qui paraissait avoir été interrompu ?

– J'avais trois idées de réformes en tête. L'une que je considérais comme fondamentale et qui était la poursuite de la réforme de l'éducation. Elle avait été entamée par Christian Beullac, mais rendue difficile par le blocage des personnels qui, à l'époque, étaient très réticents sur l'ouverture du système éducatif sur la vie professionnelle. Après le collège unique, je voulais réaliser l'égalité entre les lycées, qui était l'étape suivante, et une assez large décentralisation du système éducatif.

» Il y avait aussi la poursuite de la réforme judiciaire. J'avais demandé à Alain Peyrefitte d'en étudier la modernisation. Enfin, il y avait ce que j'avais annoncé, mais que je n'avais pas pu réaliser, la réforme des collectivités locales, et une forte régionalisation. Un peu ce qu'a accompli Gaston Defferre (la loi qu'il a fait adopter en 1982-1983 est d'ailleurs assez voisine de celle que j'aurais souhaité faire moi-même), mais je serais allé plus loin au bénéfice des régions. J'avais aussi prévu la limitation du cumul des mandats, et je pensais faire appel à un référendum après que le texte aurait été débattu par les Assemblées.

– **Pour clore cet entretien, vous nous avez parlé de décripation, de votre souhait que l'alternance se passe bien (l'alternance s'est bien passée, à la surprise générale d'ailleurs), mais, tout de même, la mise en scène télévisée de votre départ ne contredisait-elle pas tout ce qui avait été votre action précédente ? N'était-ce pas une ultime réticence à devoir céder la place ?**

– Sans doute, à cause de l'impact de l'image. Si vous voulez bien relire le texte de mon allocution, vous verrez que je souhaite à mon successeur de réussir et que je remercie celles et ceux qui m'ont soutenu. Ce texte est dans la ligne de l'alternance réussie. Ce qui a le plus frappé les gens, c'est la mise en scène de mon départ. Au lieu que l'image s'arrête sur moi, j'ai eu l'idée de montrer aux Français l'image de mon départ.

» J'ai sans doute sous-estimé l'impact de la société médiatique où nous étions entrés. Cette démarche a été traumatisante pour les uns, qui ont ressenti une forte émotion, et ressentie par les autres comme une personnalisation excessive de l'exercice de la fonction. Je vous dirai franchement que si c'était à refaire j'agirais différemment. Mais je dirais quand même au revoir ! »

Propos recueillis par Jean-Marie Colombani

Biographie

- Valéry Giscard d'Estaing est né le 2 février 1926 à Coblenze.
- Il est le fils d'Edmond Giscard d'Estaing, inspecteur des finances et membre de l'Institut, et de May Bardoux.
- Après des études aux lycées Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand, à l'École Gerson et à Jeanson-de-Sailly et Louis-le-Grand à Paris, il est élève de l'École Polytechnique puis de l'École nationale d'administration (ENA).
- Sa carrière ministérielle commence en 1959 comme secrétaire d'Etat aux finances. En 1962, Valéry Giscard d'Estaing devient ministre des finances. Il occupe le poste de ministre des finances et des affaires économiques jusqu'en 1966. Il redevient ministre, avec le portefeuille de ministre, puis ministre d'Etat, de l'économie et des finances de 1969 à 1974.
- Parallèlement à son mandat de député du Puy-de-Dôme, il devient président de la Fédération nationale des républicains indépendants en 1966.
- Il est élu président de la République en mai 1974 (19 mai 1974 - 19 mai 1981). Il devient membre de droit du Conseil constitutionnel en quittant l'Élysée.
- Président de l'UDF de 1988 à 1996, président du conseil régional d'Auvergne depuis 1986 et député du Puy-de-Dôme.



Le 21 mai 1981. Investiture de François Mitterrand sur le perron de l'Élysée.

Les convictions sans faille de Pierre Mauroy

L'ancien premier ministre de François Mitterrand, social-démocrate convaincu, esquisse ici la genèse politique de la victoire de la gauche en 1981. Petite leçon d'histoire à l'usage des jeunes générations et récit des premières batailles du gouvernement Mauroy



J. CUNIERES/ROGER-VIOLETTE/AFAP

Mai 1981. Le premier ministre, Pierre Mauroy, sort de l'Élysée avec Georges Fillioud (à droite).

« Que diriez-vous à un jeune homme ou à une jeune femme, nés en 1981, qui vous demanderaient pourquoi la date du 10 mai a une telle importance ?

— La gauche française n'était presque jamais venue au pouvoir. C'est un fait historique qui m'a toujours marqué, heurté ; qui m'a toujours motivé, aussi. La grande Révolution de 1789, c'était la gauche, mais elle fut suivie par l'Empire et la Restauration. En 1848, les républicains de l'époque — les intellectuels, les savants, les artistes —, dont on peut dire qu'ils représentaient la gauche, ne sont restés que trois mois au pouvoir, et l'on sait dans quelles conditions ils en ont été expulsés. La Commune, en 1871, c'était la gauche révolutionnaire, celle qui ne supportait plus la misère du Second Empire, qui se révoltait. Et cela ne dura de nouveau que trois mois, pour se terminer tragiquement, avec vingt-cinq mille personnes tuées dans des conditions tellement atroces que, décimée, la gauche n'osera plus parler de la Commune. J'ai été le premier

chef de gouvernement de la République à me rendre au Mur des fédérés pour déposer une gerbe de roses en l'honneur des morts de la Commune !

» Jaurès, l'un des inventeurs du socialisme moderne, n'a jamais été ministre ni même secrétaire d'Etat. Et puis la gauche en 1936, ce n'est qu'un an, ne l'oublions pas ! La Libération ? Certes, les communistes et les socialistes sont au pouvoir avec le MRP sous la direction du général de Gaulle, et le programme du Conseil national de la Résistance est mis en œuvre, mais c'est l'échec économique. De Gaulle a préféré la politique de Plevin à celle de Mendès France ! 1956 aussi, c'est dans une certaine mesure la gauche, mais avec les centristes, et cela ne dure que dix-sept mois.

» Ensuite, pendant vingt-trois ans, c'est la France "du dessus" qui régnait sur une France "du dessous", souvent piétinée. Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République. La droite n'en revient pas, tant elle est habituée à voir la gauche exclue des palais de la République. Jacques Chirac déclare : "Ça ne durera pas deux ans, ça ne peut pas dépasser deux ans !" Et François Mitterrand va accomplir un premier septennat, puis sera réélu pour un second septennat. Et voilà Lionel Jospin premier ministre depuis quatre ans. La gauche est ainsi devenue un mouvement qui a prouvé qu'il pouvait accéder et demeurer au pouvoir. Si la gauche ne gardait pas le pouvoir plus longtemps depuis le début du siècle dernier, c'est parce qu'elle était divisée par le grand schisme entre les communistes et les socialistes, né de la Révolution russe de 1917. Le Parti communiste, je l'ai combattu toute ma jeunesse, avec conviction. J'ai toujours pensé que notre socialisme était la seule voie possible. Au lendemain de la guerre, cela n'allait pas de soi. Le communisme était dominant et le Parti socialiste n'était que second. Ce n'était pas seulement un rapport de forces politique, c'était aussi culturel. Quand j'ai commencé à fréquenter les salles de cinéma, vers l'âge de quinze-seize ans, les acteurs ou les actrices qui sortaient du lot, ceux qui jouaient dans les plus beaux films, eh bien ils étaient le plus souvent communistes.

» Moi, j'étais déjà social-démocrate. Ceux qui sont arrivés au Parti socialiste dans les années 1970, rejettent les errements de la SFIO, n'ont jamais été des communistes moscoutaires, bien sûr. Cependant, la doctrine communiste sur

le tiers-monde, les guerres de libération, la Chine de Mao Zedong, etc., ils s'en accommodaient plutôt. Il a fallu que nous réussissions à remonter ce courant pour parvenir à la victoire du 10 mai 1981.

— **Le prix à payer pour obtenir cette double victoire — celle de la gauche sur la droite, celle du PS sur le PCF — n'a-t-il pas été de créer une illusion ?**

— Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? Nous étions fondamentalement un parti d'opposition, qui, faute d'être venu au pouvoir, devait faire vivre une espérance, une utopie. C'est comme cela que nous avons conçu des propositions maximalistes et un programme qui, en réalité, n'était pas un véritable programme de gouvernement. Cela aurait pu durer longtemps tellement le marxisme imprégnait les partis de gauche et leur mode de fonctionnement. Il a fallu que les socialistes arrivent au pouvoir pour que l'on en sorte. Grâce à François Mitterrand, qui avait, lui, une liberté que personne d'entre nous n'aurait osé afficher.

« Sur les cent dix propositions de François Mitterrand, nous en avons appliqué quatre-vingt-seize. C'est ainsi que nous avons suscité un formidable "état de grâce" »

» Première question : veut-on venir au pouvoir ? Oui. Le peuple le voulait, les socialistes le voulaient, les communistes le voulaient. Dans ce cas, il fallait un programme qui soit un compromis entre le programme communiste et le programme socialiste. "Quand vous aurez ce programme, ajoutait François Mitterrand, il faudra le présenter au peuple." Ce raisonnement était, pour nous, surprenant. Mais il simplifiait le problème et il tapait juste. Ça a marché comme ça !

— **Vous adhérez à cette démarche, mais vous êtes aussi celui qui fait venir au PS, en 1976, Michel Rocard et ses amis, hostiles jusque-là au programme commun. Trois ans plus tard, au congrès de Metz, vous n'êtes plus avec François Mitterrand. Vous semblez donc partagé entre l'efficacité politique de la stratégie du programme commun et le réalisme économique...**

— François Mitterrand a appli-

qué cette stratégie, devenue la nôtre, avec une détermination totale ; son genre à lui, c'était d'aller d'un point à un autre, en faisant des lacets, mais l'axe était clair. Au congrès d'Épinay, en 1971, Mitterrand choisit comme alliées les grosses fédérations, le Nord, les Bouches-du-Rhône, c'est-à-dire Mauroy et Defferre, supposés être les moins favorables à un accord avec les communistes. Et c'est ainsi que cette ligne l'a emporté. Après le congrès, d'ailleurs, François Mitterrand ne voulait pas être premier secrétaire du parti. S'asseoir dans le fauteuil de Guy Mollet, cela ne lui convenait pas ! C'est moi qui l'ai convaincu de prendre cette responsabilité. Autrement dit, il voulait l'union avec les communistes, mais sans perdre de vue une perspective sociale-démocrate. Quant à moi, je suis devenu le secrétaire à la coordination.

» En 1974, j'ai œuvré, avec d'autres, pour accueillir au PS Michel Rocard et la "deuxième gauche" et faire l'unité des socialis-

terrand pour inverser la tendance. Il a toujours eu cet avantage d'être devenu vraiment un socialiste et, en même temps, de conserver un œil extérieur, un regard nouveau sur le parti.

— **Vous êtes quand même arrivés au pouvoir, lui et vous, avec un programme qui vous imposait de lourdes contraintes...**

— Il a fallu faire un compromis ! Dans notre programme initial, par exemple, il n'était pas question de procéder à des nationalisations dans l'industrie, mais on ne pouvait pas arriver à un accord avec les communistes sans cela.

» A Metz, on dira que c'était de l'ambivalence, mais, pendant tout le congrès, Mitterrand est resté en contact avec moi. Ce n'est que lorsque l'excitation a été à son comble que la rupture a été consommée, Rocard allant dans son opposition, moi dans la mienneté. Mais, une fois le congrès terminé, tous les mois, je voyais François Mitterrand. Ses amis n'ont jamais imaginé, à ce moment-là, la suite qui les attendait : Pierre Mauroy premier ministre !

— **Lorsque vous arrivez à Mâtignon, pensez-vous que la politique que vous menez est le tribut à payer pour la victoire, mais qu'il faudra ensuite en changer, ou bien pensez-vous que cette politique peut effectivement réussir ?**

— Tout est dans mon discours de politique générale, le 8 juillet 1981, à l'Assemblée nationale : rester dans le Système monétaire européen, envisager un possible changement de politique si celle-là ne réussit pas... Il fallait nationaliser ; on n'aurait pas pu gagner sans cela. Et nous nous étions engagés à nationaliser à 100 %.

» Les nationalisations, nous y croyions vraiment devant l'incapacité du capitalisme français à faire face aux conséquences des deux chocs pétroliers. Quand on voyait l'état de la sidérurgie, quand on voyait ce qu'étaient devenues nos industries principales, nous étions vraiment habités par l'idée — et, pour ma part, je regrette que cela n'ait pas marché — qu'il fallait à tout prix une présence de l'Etat pour remettre la situation en place. Ces nationalisations ont été finalement bien faites.

— **En juin 1982, pourtant, vous êtes obligés de bloquer les prix et les salaires. Ne donniez-vous pas raison à Raymond Barre ?**

— Nous étions arrivés au pouvoir dans une conjoncture mondiale épouvantable. Les économistes pensaient que la croissance allait

reprendre en 1983. Nous avons fait les réformes. Sur nos cent dix propositions, nous en avons appliqué quatre-vingt-seize. C'est ainsi que nous avons suscité un formidable "état de grâce", jusqu'aux élections municipales de mars 1983. Si nous n'avions pas fait ces réformes, les gens nous auraient abandonnés. Nous aurions reproduit le schéma de 1936.

» Nous nous sommes aperçus d'abord que la crise s'aggravait et, ensuite, que la relance par la consommation — c'est-à-dire une tout autre politique que celle de Raymond Barre — servait les Allemands, mais pas l'économie française. Il était donc nécessaire de réduire la voilure. François Mitterrand s'y est résolu difficilement. Il voulait attendre le sommet des pays industrialisés à Versailles. Car il pensait convaincre Reagan, Schmidt, M^{me} Thatcher de mener une politique de relance généralisée ! Bien sûr, ce fut un échec ; mais il fallait laisser passer cette étape.

» Nous devions monter une côte de plus en plus raide. Il fallait donc rétrograder, repasser en première. J'ai alors proposé le blocage des prix et des salaires pendant trois mois. Rocard était contre, Delors partagé ; bref, je n'avais pas la majorité au gouvernement. Quant à François Mitterrand, premièrement, il m'a fait confiance ; deuxièmement, le doute commençait à l'habiter ; troisièmement, en tant que président, il cherchait d'autres solutions. Mais je lui demandais trois mois de blocage, et il m'en a donné quatre !

» A la fin de l'année, commença le ballet des "visiteurs du soir" venus lui assurer qu'on pouvait parfaitement adoucir notre politique, à condition de sortir du Système monétaire européen. François Mitterrand me tint informé, tout en continuant à m'accorder sa confiance. Pourtant, après les municipales de 1983, il me proposa de sortir du SME. Je refusais d'être le premier ministre d'une telle politique et je lui dis qu'en choisissant cette voie il s'interdirait de mener une grande politique européenne. Au bout d'une semaine il constata que les tenants de "l'autre politique" étaient incapables de la formuler concrètement. "Il n'y a pas d'autre politique, me dit-il alors. Il n'y en a qu'une, la vôtre." »

Propos recueillis par Patrick Jarreau

A suivre

VALEURS EUROPÉENNES

L'action British Telecom a terminé, mardi 8 mai, en repli de 6 %, à 5,64 pence. L'ensemble du secteur des télécommunications affiche un repli de 0,86 %.

bas de la fourchette des prévisions des analystes.

L'action du groupe de bancassurance belgo-néerlandais Fortis a été la plus remarquée sur le marché belge, avec 1,2 million de titres échangés, pour un montant de l'ordre de 33,441 millions d'euros.

Le titre Dresdner Bank a terminé en hausse de 0,49 %, à 51 euros, mardi. La Bourse de Francfort a indiqué qu'aucune décision n'avait encore été prise quant au remplacement de la Dresdner Bank - en passe d'être absorbée par Allianz - par le groupe de conseil financier allemand MLP.

08/05 18h27

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

BANQUES

Table of stock prices for the Banking sector, including companies like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, etc.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for conglomerates, including companies like D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications, including companies like ATLANTIC TELECOM, BRITISH TELECOM, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction, including companies like ACCIONA, AGGREGATE IND, AKTOR SA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products, including companies like ACERIALIA, ACERINOX R, ALUMINIUM GREEK, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemicals, including companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, BASF AG, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage, including companies like RICHEMONT UNITS, ROY.PHILIPS ELE, RYANAIR HLDGS, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceuticals, including companies like ACTELION N, ALTANA AG, ASTRAZENACA, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment, including companies like ABB N, ADECCO N, AEROPORT DI RO, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy, including companies like BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services, including companies like 3I GROUP, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for collective services, including companies like ACEA, AEM, ANGLIAN WATER, etc.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Table of stock prices for cyclical consumption, including companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVAERT, etc.



Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including RICHEMONT UNITS, ROY.PHILIPS ELE, RYANAIR HLDGS, etc.

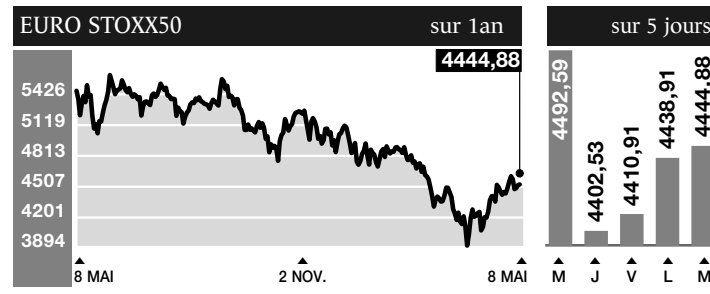


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX50 index, including SINGULUS TECHNO, SKF -B, SMITHS GROUP, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage, including companies like ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRU F, BBAG OE BRAU-BE, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceuticals, including companies like ACTELION N, ALTANA AG, ASTRAZENACA, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment, including companies like ABB N, ADECCO N, AEROPORT DI RO, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy, including companies like BG GROUP, BP, CEPSA, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services, including companies like 3I GROUP, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for collective services, including companies like ACEA, AEM, ANGLIAN WATER, etc.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Table of stock prices for cyclical consumption, including companies like ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVAERT, etc.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance, including companies like AEGIS GROUP, AEGON NV, AGF, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment, including companies like ABB N, ADECCO N, AEROPORT DI RO, etc.

MÉDIAS

Table of stock prices for media, including companies like B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including companies like AHOLD, ALTADIS, AMADEUS GLOBAL, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for distribution, including companies like ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HAND.G, BOOTS CO PLC, etc.



Cons. CE 93/116 (l/100 km) de la Golf Comfort TDI 150, cycle urbain/extra-urbain/mixte : 7,1/4,3/5,3. Emissions CO2 (g/km) : 143. 36.15 volkswagen (0,12 franc l'accès, 1,28 franc la minute), 0 226 620 000 (0,98 franc la minute).

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for the Euro New Market, including companies like AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/AC, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices for Brussels, including companies like ARTHUR, ENVIPCO HLD CT, FARDIS B, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.
CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède
GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

L'action Aventis était en hausse de 2,83 %, mercredi 9 mai dans les premiers échanges, à 87,2 euros. Le groupe pharmaceutique franco-allemand, né de la fusion entre Hoechst et Rhône-Poulenc, a annoncé un bénéfice net de 317 millions d'euros au premier trimestre, contre 258 millions un an plus tôt.

Le titre Havas Advertising perdait 2,40 %, à 14,64 euros, mercredi matin. Le groupe de publicité a annoncé un chiffre d'affaires consolidé en hausse de 63,8% au premier trimestre, à 3,6 milliards d'euros. La marge brute a progressé de 60,2% à 545,2 millions.

L'action Bouygues cédait 1,55 % mercredi matin, à 47,15 euros, et le titre Accor reculait de 0,79 %, à 47,62 euros. Les deux groupes vont publier, après la clôture du marché, leur chiffre d'affaires du premier trimestre.

L'action Valeo perdait 1,37 % mercredi matin, à 50,30 euros, et le titre Axa cédait 0,29 %, à 135,7 euros. Les deux groupes devaient tenir leur assemblée générale dans la journée.

PREMIER MARCHÉ

MARDI 8 MAI Cours à 18 h 11
Demier jour de négociation des OSRD : 25 mai

Table of stock market data for France, including ACCOR, AGF, AFFINE(XIMM), AIR FRANCE G., and AIR LIQUIDE.

Large table of stock market data for various companies, including ALCATEL, ALCASTEL O., ALSTOM, ALTRAN TECHN., and ATOS ORIGIN.

Large table of stock market data for various companies, including EURO DISNEY, EURO TUNNEL, FAURECIA, and FIMALAC SA.

Table of stock market data for international companies, including ADECCO, AMERICAN EXP., ANVESCOP EXP., and ANGELCOLD LT.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 8 MAI
Une sélection. Cours relevés à 18 h 11

Table of stock market data for the Nouveau Marché, including ABEL GUILLEM, AB SOFT PROV., ACCESS COMME., and ADL PARTNER.

Large table of stock market data for various companies, including COALA #, COHERIS ATIX, COIL, CION ET SYS., and CONSODATA #.

Large table of stock market data for various companies, including MULTIMANIA, NATUREX, NETZS #, and NETGEM.

Table of stock market data for various companies, including GFI INDUSTRI, GRAND MARNIE, GROUPE BOURB., and GROUPE CRIT.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 7 mai

Table of SICAV and FCP data, including AGIPI, BNP PARIBAS, BANQUE POPULAIRE ASSET MANAGEMENT, and CDC IXIS.

Table of SICAV and FCP data, including ÉCUR. OBLIG. INTERNAT., ÉCUR. TECHNOLOGIES, ÉCUR. TRIMESTRIEL D., and ÉPARCOURT-SICAV D.

Table of SICAV and FCP data, including FOND COMMUNS DE PLACEMENTS, CREDIT LYONNAIS, and www.damdirect.com.

Table of SICAV and FCP data, including FOND COMMUNS DE PLACEMENTS, www.lapostefinance.fr, and www.cdciis-am.fr.

LÉGENDE

* Hors frais. ** A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

Les bouddhas de Nara

Capitale impériale du Japon au VIII^e siècle, la ville afficha un art précoce et abouti. Voyage dans ses sanctuaires grandioses et secrets

MONT YOSHINO

de notre envoyée spéciale

Les vraies beautés sont secrètes. Comme on peut le constater dans les sanctuaires de Nara, première véritable capitale impériale du Japon, au VIII^e siècle. Car si Kyoto, qui prit la relève pour mille ans, a vu s'épanouir l'art des jardins, Nara, en quatre-vingts courtes années de règne, porta à des sommets une statuaire bouddhique parfaitement aboutie.

De prime abord, Nara, aujourd'hui bonne petite ville provinciale que l'on atteint en une heure de bus au départ d'Osaka, n'impressionne guère. De la fenêtre de sa chambre d'hôtel, on cherche en vain du regard ces toits prêts à s'envoler qui séduisent tant sur les livres d'images. Puis, déambulant dans ses rues, le plan en damier hérité d'un urbanisme à la chinoise n'a pas toujours la rigueur de celui, notamment, des villes américaines taillées au cordeau. Difficile, enfin, de s'informer, le Japonais n'étant pas spontanément polyglotte. Et pourtant, les beautés de cette ville, qui compta, de 710 à 794, jusqu'à 200 000 habitants, sont bien ici. Et, depuis plus d'un siècle que l'on ausculte ses temples, ses monastères, que l'on scrute les chroniques, on a beaucoup appris sur elle. Et notamment sur ses affinités avec le bouddhisme et, plus ancien encore, avec le shintoïsme.

Un sanctuaire shinto est une étrange chose : imaginez un torii (portique), de jolis toits couverts d'une bonne épaisseur d'écorce de cyprès japonais, des lanternes suspendues à l'auvent, des portes coulissantes, des piliers peints d'un orange éclatant, partiellement habillés de cuivre ajouré. Vous saurez que vous êtes dans un temple shinto aux claquements de mains des fidèles. A l'extérieur, notez les lanternes de pierre moussue. Celles du sanctuaire Kasuga, dans le parc aux daims de Nara, sont une



C. BOISVIEUX/HOAOQUI

Un hôtel à la japonaise

Le Nara Hotel, ouvert en 1914, brille par sa simplicité et quelques idiosyncrasies toutes nippones : cheminées dans les chambres bien que le chauffage central ait été installé en 1914, vasistas au-dessus des portes pour les courants d'air d'été et, dans les couloirs, pics devant briser les portes en cas d'incendie. La suite impériale, intime, lampes anciennes, dentelle blanche sur les fauteuils, paravent de soie, a gardé un symbole tonitruant : à l'entrée du salon, une sorte d'écran à claire-voie, car on ne devait pas regarder le souverain dans les yeux. Dans le salon, petites tables pour le shogi, le jeu d'échec japonais. Quant à la salle à manger, elle ne manque pas de volume avec ses 6 mètres de hauteur sous plafond. Parmi les hôtes fameux, Lindberg et Einstein, qui s'assit devant le piano et joua du Mozart. L'établissement compte 132 chambres, dont 67 dans l'aile ancienne. Les Japonais sont des ascètes et les chambres reflètent cet esprit, avec un charme que l'on ne trouvera pas ailleurs.

introduction en fanfare que la suite ne démentira pas. Du temple, parvient une récitation monotone : incantation aux récoltes et danse lente des prêtresses sur le seuil. Jeunes, hiératiques, grappe de glycine et frange brillante sur le front, longs cheveux noirs tombant sur une robe de soie.

Avec le Tanzan-jinja, « le sanctuaire du complot sur la monta-

gne », la grande histoire fait son apparition. Le complot, ce fut l'alliance de deux familles, celle des Fujiwara et celle de l'empereur, contre le clan Soga. Résultat : le bouddhisme fut introduit au Japon, ce sanctuaire construit, et le fils du souverain contraint, jusqu'au XI^e siècle, d'épouser une fille Fujiwara. Ici non plus, pas de statues. La double courbette du fidèle s'adresse à la nature, au vide plein dont les murs lumineux de ce temple sont l'habit. Le jouteur, dans un écrin d'érables flamboyants à l'automne, une pagode de treize étages qui devait être le mausolée de Kamatari Fujiwara, le fondateur de cette aristocratie influente.

Le bouddhisme vint au Japon par la Corée, au VI^e siècle. Et l'épisode qu'illustre le Tanzan-jinja rappelle la persécution que subit toute nouvelle doctrine à ses débuts et en consolida l'emprise. En ces temps de ferveur, les souverains bâtissaient. Le plus fervent, peut-être, est l'empereur Shomu, qui décide la construction du Todaiji et lui consacre, pendant sept ans, un cinquième du budget de l'Etat. Inauguré en 752, il brûla et fut reconstruit au XII^e siècle.

BOUDDHAS AUX YEUX ÉTONNÉS

On y vient pour son grand bouddha de bronze. Et pour son temple le plus ancien — le VIII^e siècle toujours —, le Sangatsudo ou temple de Mars, qui abrite des statues de même époque : la déesse Kannon (Avalokiteçvara sous une forme féminisée), flanquée de Nikko bosatsu, la lune, reconnaissable au ruban sur sa tunique, et Gakko bosatsu, le soleil, deux bodhisattvas admirables, fins et purs, debout, les yeux baissés. Ces statues sont des laques séchés, dus à une technique venue de la Chine des Tang, si influente alors, et consistant à recouvrir le support, en bois ou en argile, de tissu de chanvre et de plusieurs couches de laque. Comme toujours au Japon, on se déchausse avant d'entrer, et, comme toujours, un joli autel avec des offrandes de fruits, de lumière et de fleurs honore les statues.

On découvre très vite que ce que nous appelons temples était, en fait, une ville avec des sanctuaires disséminés dans la nature, le plus

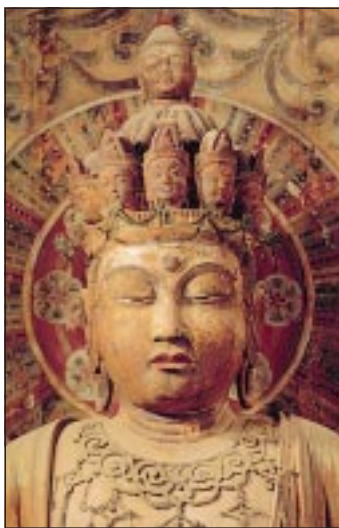
souvent sur la montagne en raison d'une topographie accidentée et par volonté de s'éloigner du monde ordinaire considéré comme impur. Ainsi en va-t-il au Todaiji et, plus encore, au Horyuji, immense. Une ville, oui, vraiment, qui ne compte pas moins de cinquante édifices importants. Construite, comme Kyoto, en damier, sur le modèle chinois. Son fondateur, le prince Shotoku (544-622), s'allie aux Fujiwara pour introduire le bouddhisme et se libère de la tutelle de la Chine. Il aurait envoyé à l'empereur une missive ainsi libellée : « Lettre du Pays où le soleil se lève au Pays où le soleil se couche... »

A l'opposé de ces temples d'Etat, les temples-atmosphère, nés par et pour la dévotion. Le Muroji, éparpillé au bord de la rivière et sur les pentes de la colline, et le Joruriji, petit paradis bouddhique reflété dans un lac. Beaux au-dehors comme

au-dedans, et noyés sous les frondaisons. L'intériorité de leurs bouddhas aux yeux légèrement étonnés, un autel fleuri devant chacun d'eux dans ces petits temples bien entretenus, est indicible. Aucun musée, fut-ce celui de Nara, le plus riche du Japon en art bouddhique, ou le Kofukuji, qui fit l'objet d'une grande exposition à Paris en 1996, n'atteindra le charme de ces temples épars dans la nature, qui contribue à leur ornement. Déchaussé, on avance sur le plancher poli par les milliers de chaussettes, on fait glisser la porte coulissante, et l'on reste silencieux : neuf bouddhas en bois doré brillent dans la pénombre. Amita-bha, le bouddha de la Terre pure, le bouddha de l'Ouest, du paradis bouddhique. Exactement en face, sur l'autre rive du lac, une pagode à trois étages dédiée à Bhai-sajyaguru, le Yakushi Nyorai des Japonais, le bouddha thérapeute.

L'un des temples du Todaiji.

De gauche à droite : au Sangatsudo, Kannon bosatsu, le bodhisattva le plus populaire du Japon, couronné de 11 têtes ; au Kofukuji, le gardien Ashura ; au Joruriji, Yakushi Nyorai, le Bouddha médecin et, au Sangatsudo, le bodhisattva Nikko Bosatsu.



TRAVELLING
A TRAVERS LES COULISSES DE CANNES

cine 1 mas
cine 2 mas
cine 3 mas

partenaire de la

cinémas vous propose des magazines quotidiens, cinécinécanes : 26" d'interviews de stars, de réalisateurs et d'actualité sur le festival. 1 2 3 Cannes : chaque jour, 15 rendez-vous ciné d'été pour vivre toute l'ambiance de la Croisette. cinécinémas vous offre également 8 films primés : La vie est belle, Soleil trompeur, Trop belle pour toi, Les ailes du désir, Mission, Yol, Tambour, Un homme et une femme.

Malte 2690F^{TTC*}
Vol Air Malta + 7 nuits en hôtel 2* avec petits déjeuners.

Sicile 3410F^{TTC*}
Vol + 7 nuits en hôtel 3* en pension complète.

Egypte 3975F^{TTC*}
Vol + croisière sur le Nil 7 nuits en bateau 5* en pension complète.

Chypre 4325F^{TTC*}
Vol régulier + 7 nuits en hôtel 3* en demi-pension.

degriftour.com

En partenariat avec lastminute.com

www.degriftour.com - 3615 DT**

08 36 68 28 27
2 211 TTC/min

Lic.095960001* Prix à partir de, au départ de Paris, à certaines dates et selon disponibilité. **de 0,99 à 2,21F/min



Le Horyuji, le plus ancien et le plus étendu des sept grands temples de Nara, siège des bouddhistes Shotoku.

Dans la même veine, mais moins isolé, le Taimadera, où un bonze, pantalon gris et kimono court serré à la taille par un lien, allume de l'encens, frappe un coup de gong, fait une courte prière et commence : « Le temple fut construit, il y a 1 250 ans, par un frère cadet du prince Shotoku. » Admiratif, on y contemple le mandala, tissé en fil de soie et de tige de lotus, en 763, par la princesse Chujo, devenue non-

ne à seize ans, et, dans le musée, le défilé de cette même princesse : les statues de trois bouddhas et vingt-cinq bodhisattvas, le corps légèrement incliné en avant avec tant de grâce.

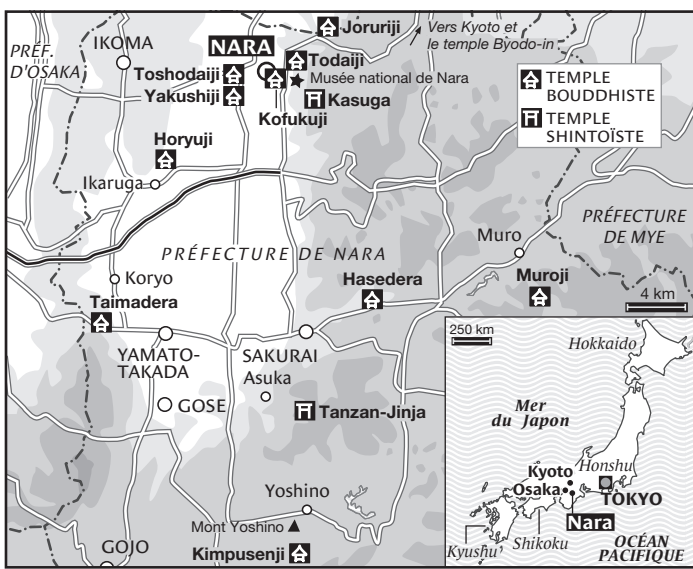
Puis on peut participer à une cérémonie du thé - il s'agit toujours d'un thé vert crémeux, le maccha -, ce qui permet de contempler un jardin traditionnel de Katagiri Sekishu (XVII^e), qui dessina également celui du Jiko-in, pré-lude aux jardins de Kyoto.

On ne saurait quitter Nara sans aller sur le mont Yoshino, célèbre car il fut le siège temporaire d'une branche de la famille impériale et entièrement couvert de cerisiers. L'amour des cerisiers en fleur est avant tout esthétique et lié au dogme bouddhiste de la réincarnation : tout est éphémère. Qu'un orage éclate, et les pétales tourbillonnent et jonchent le sol. Ce qui plaît infiniment à l'âme japonaise.

Danielle Tramard



Au Joruriji : neuf statues d'Amitabha, le Bouddha du paradis bouddhique.



Carnet de route

● **Repères.** Appréciés, le printemps et l'automne mais on n'est pas seul. En hiver, climat très sec, ciel pur, temples quasi désertés. Pluies de mi-juin à mi-juillet, typhons en septembre. Décalage horaire : + 7 heures.

● **Vols.** Air France (tél. : 0820-820-820) relie en 12 heures Paris à Osaka par un ou deux vols quotidiens directs. En classe économique (à partir de 6 915 F, 1 054 €) : repose-tête réglable, repose-pieds, champagne. A l'aéroport, car pour Nara et train pour Kyoto.

● **Voyagistes.** Cette découverte a été préparée sur les conseils de Françoise Chappuis, chargée de mission au Musée Guimet, qui conduit les voyages au Japon de l'Association française des Amis de l'Orient (tél. : 01-47-23-64-85). Itinéraire : Nara, Kyoto, Koyasan, Tokyo. Du 6 au 18 novembre, 13 jours, 38 500 F (5 869 €), prix élevé mais voyage exceptionnel.

● **Hôtels.** Nara Hotel, de juin à septembre, 12 000 yens par personne en chambre double, petit déjeuner et taxes inclus. Dans un ryokan, l'auberge traditionnelle japonaise : tatamis, futon et oreiller contenant des graines de sarrasin. Le Chikurin in Gumpo-en (tél. : 00-81-7463-28081), à Yoshino, a reçu l'empereur et, hors saison, accueille les étudiants. Il est proche

d'un onsen, ces sources chaudes et bienfaitantes (voir l'article de Philippe Pons, *Le Monde* du 30 mars 2000).

● **Tables.** Le Teiji Nishikami, derrière le Jakushi-ji. Le Hashimoto-ya, végétarien, à l'entrée du Muroji. Le Hanayashiki Ukibuneeon, au bord de la rivière, à Uji. Cérémonie du thé au temple du Tamaidera, à Nara (400 Y), et à Uji, haut lieu de production de thé vert, au Taiho-An, au bord de la rivière (500 Y).

● **Lectures.** *Japan, the New Official Guide* (Japan Travel Bureau, 1991), la référence absolue, plus de 1 000 pages mais... 12 000 yens. *Tokyo et Kyoto* (Hachette), *Le Grand Guide du Japon* (Gallimard). *Eloge de l'ombre*, de Junichirô Tanizaki (POF) et *Le Maître de thé*, de Yasushi Inoue (Stock) : subtilité et grandeur d'âme. Au Musée Guimet : *Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien* (Réunion des musées nationaux, 1996) et *Amour, colère, couleur, essais sur le bouddhisme au Japon*, de Bernard Frank (Collège de France, Institut des hautes études japonaises, 2000), savant et familier. *L'Art japonais*, de Christine Shimizu (Flammarion), une valeur sûre. *Les Chemins du Bouddha*, de Jean-Luc Toula-Breyse (Hachette).

● **Renseignements.** Office national du tourisme japonais, au 1^{er} étage, 4, rue de Ventadour, 75001 Paris, tél. : 01-42-96-20-29, Internet : www.jnto.go.jp (en anglais).

A tous prix

■ **990 F (151 €) : une nuit dans la paille en Auvergne**, dans le cadre d'un week-end au cœur du Sancy. Au programme : visite d'une fabrique de saint-nectaire, pique-nique au lac Chambon et randonnée d'un jour et demi avec nuit dans un buron (ferme d'alpage au confort restreint) et dîner traditionnel au feu de bois. Prix par personne avec l'hébergement, les repas et l'assistance d'un accompagnateur de montagne. Renseignements auprès de Puy-de-Dôme Tourisme (tél. : 04-73-90-00-15) ou de la Maison de l'Auvergne à Paris (tél. : 01-44-55-33-33).

■ **1 500 F (229 €) : les randonnées botaniques**, programmées en mai sous la conduite d'Alain Tardif, naturopathe, pour découvrir vertus et saveurs des plantes et champignons, et admirer des fleurs rares telles les orchidées sauvages et les plantes carnivores. La première, dans le Vercors, du 14 au 20 mai, où plantes sauvages, morilles et mousserons seront cuisinés le soir même. La seconde, du 26 mai au 1^{er} juin, dans le Haut Verdon. Prix par personne pour 7 jours/6 nuits en gîte tout confort. Non inclus, le transport et la nourriture. Transfert collectif de Paris pour 500 F (76 €) par personne (réservation obligatoire). D'autres safaris nature sont proposés en Bretagne et dans les Alpes, en juillet, et en Auvergne, en août. Ainsi que des sorties botaniques et mycologiques d'une journée en région parisienne. Nature et Bio (32, rue Titon, 75011 Paris, tél. : 01-43-56-89-00, et internet www.nature-bio.com).

■ **4 180 F (637 €) TTC : une balade entre Montréal et New York, proposée par Vacances Air Canada.** Pour vivre le printemps québécois avant d'aller croquer la « grosse pomme » via le Vermont, le Massachusetts et le Connecticut. Prix par personne (base double) avec l'avion de Paris (ajouter 400 F, 61 €, de Strasbourg, Mulhouse, Nice, Marseille et Toulouse) et une voiture en kilométrage illimité (CDW incluses) pour une semaine. Renseignements au 01-40-15-15-15 et sur vacancescanada.com.

■ **4 450 F (678 €) : un week-end au Cap, en Afrique du Sud, en**

juin, proposé par Comptoir d'Afrique. A deux pas de cette ville, Colona Castle est une élégante maison d'hôte, point de départ idéal pour aller à la découverte du cap de Bonne-Espérance, de Robben Island (la prison de Nelson Mandela), de la route des vins et des divers quartiers d'une ville cosmopolite. Prix par personne avec les vols via Johannesburg, 3 nuits en chambre double et petits déjeuners, et une voiture en kilométrage illimité pour 4 jours. Renseignements au 01-53-10-21-80.

■ **A partir de 15 300 F (2 333 €) : un hôtel flottant pour le Grand Prix de F1 de Monaco.** Une formule inédite proposée par Montecarlo Club Prestige qui, ayant constaté que les hôtels affichaient complets d'une année sur l'autre, a affrété un bateau de croisière. Ancré au large du 23 au 28 mai, le *Sapphire* sera relié par navette au port de Fontvieille. A bord, outre la pension complète, les passagers bénéficieront d'une piscine, de spectacles et de défilés de mode. Au choix des forfaits de 3, 4 ou 5 nuits en pension complète, de 7 400 F à 15 400 F (1 128 € à 2 348 €) par personne, en cabine double, en fonction de la durée et du type de cabine. Pour assister aux épreuves depuis un appartement, il en coûtera de 7 900 F à 11 900 F (1 204 € à 1 814 €) par personne, selon le site choisi, avec service traiteur et open bar. Rens. : 00-377-92-05-92-81 et sur le site internet www.evenements-monaco.com.

■ **A partir de 18 600 F (2 836 €) : le circuit spécial « Eclipse solaire » à Madagascار.** Programmé par Nosylis (Tél. : 01-53-30-73-00), du 11 au 24 juin. Au programme, outre l'éclipse du 21 juin observée du massif de l'Isalo, Andasibe et l'île de Sainte-Marie. Prix par personne, pour 12 nuits en chambre double et pension complète, avec l'avion de Paris et les vols intérieurs. L'éclipse est également programmée par Explorator (Tél. : 01-53-45-85-85) dans le cadre d'un circuit de 9 jours au Zimbabwe (18 au 26 juin, 14 750 F, 2 249 €) et par Club Adventure (Tél. : 0803-306-032), du 9 au 24 juin (autour de 17 000 F, 2 592 €), en Zambie/Zimbabwe.

EVA SION
Publicités

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.
MALTE 5 jours/4 nuits
Départ de Paris les Dimanches, retour les Jeudis sur vols réguliers AIR MALTA + 4 nuits hôtels 2^e Sup./3^e Sup. à St Julian's, petit-déjeuner inclus.
● Hôtel MIRAMARE 2^e Sup. : 1995 F TTC. Enfant -12 ans : 1480 F TTC.
● Hôtel BERNARD 3^e Sup. : 2395 F TTC. Enfant -12 ans : 1935 F TTC.
Hôtels de catégorie sup. et nuits suppl. : nous consulter. Départ de Lyon et Marseille : + 350 F. Valable du 13 mai (1^{er} dépt.) au 24 juin (dernier dépt.).
www.directours.com
3615 Directours (21 Fri) et 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

Marche & re-mise en forme¹ en Ardèche, 7 j., ça requinque et ça coûte 3 450 F (seulement !)
Marcher 8 j. en Cappadoce ça développe l'imaginaire et ça coûte 4 350 F (seulement !)
Marcher 10 j. au Vietnam ça met du vert dans la vie et ça coûte 7 950 F (seulement !)
... et il y a 200 autres randonnées-découvertes comme cela !!!
BROCHURE : 01 46 33 71 71 www.nomade-aventure.com

CUBA
Nous saurons vous rendre amoureux de la Grande Ile
Programmes à thèmes, circuits à la carte, séjours balnéaires
Pour plus d'informations, brochure sur demande "CUBA TROPICAL"
Tél. : 01 41 16 92 65 / Fax : 01 41 16 92 12
info@cubatropical.com

Delta Vacations
LE SPÉCIALISTE DES ETATS UNIS
Aller retour TTC à partir de :
New York 2 370 F
Miami 2 570 F
Los Angeles 3 050 F
San Francisco 3 050 F
Circuits, autotours, hôtels, locations de voiture demandez notre brochure
Tél. 01 42 77 50 50
34 bd Sébastopol, 75004 PARIS
www.maisonamericques.com

Islande
Version nature ou culture
A vous de choisir !
Forfaits 3 nuits à partir de **2990** FTTC*
* détails et disponibilités, nous consulter.
ICELANDAIR
01 44 51 60 51 - www.icelandair.fr

Compagnie Italienne de Tourisme
PROMOTION SARDAIGNE "SPECIAL COUPLES"
départ le Dimanche 27 Mai
Séjour Club Eurovillage - 50% pour la 2^e personne
4 051 F TTC pour la 1^{ère} personne + 2 025 F TTC pour la 2^e personne
Vol le dimanche Paris/Olbia/Paris + transferts A/R au village club + 7 nuits base chambre double en pension complète.
Rens. et inscript. n° Azur 08 10 00 70 70 ou dans toutes les agences de voyages
www.citvoyages.com - Email : citvd@citvoyages.com

0 820 05 15 15^{**}
www.kuoni.fr
et agences de voyages
CELTICTOURS
L'Irlande à tout Prix
Vous allez apprécier la différence
Légende de l'Ouest
Autotour 8 jours en petit déjeuner, Avion + loc. voiture cat. B + hébergement (Base 4) départs du 01/05 au 30/09/01
3 805 F* TTC
L Kerry, Killarney, Connemara
Circuit 8 jours, en pension complète, exclusivité Celtictours départs sur vol spécial les vendredis du 18/05 au 31/08/01
7 131 F* TTC
The Kuoni Travel Group

caractère
recommandé par Johansens
le guide des plus beaux hôtels d'Europe
www.johansens.com/104B
JOHANSSENS
ANNUELLEMENT INSPECTÉS POUR LE VOYAGEUR INDÉPENDANT

NOUVELLES FRONTIERES
nouvelles-frontieres.fr
Les premiers **Prix**
LA CORSE 1181 F
PISE 1 076 F
LISBONNE 1 288 F
LARNACA 1 742 F
ISTANBUL 1 765 F
MONTREAL 2 462 F
DAKAR 2 745 F
FORT DE FRANCE 2 914 F
POINTE A PITRE 2 914 F
LA REUNION 3 794 F
PRIX TTC PAR PERSONNE
TOUTES TAXES ET REDEVANCES COMPRISES
PAYABLES EN FRANCE, SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS SANS PREAVIS
SOUS RESERVE DE DISPONIBILITE
VOLS ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A CERTAINES DATES
C'est l'affaire d'un coup de fil
N° Indigo 0 825 000 825
0.98 FTTC/MN

"EVASION" renseign. publicité : 01.42.17.39.63



CINÉMA Le cinquante-quatrième Festival de Cannes, présidé cette année par Liv Ullmann, s'ouvre le mercredi 9 mai avec la projection de *Moulin Rouge*, un film australien de

Baz Luhrmann. ● CETTE COMÉDIE MUSICALE, produite par la 20th Century Fox, tournée à Sydney pour un budget dépassant les 200 millions de francs, tentera de séduire les festi-

valiers dans un exercice de style risqué. ● GILLES JACOB, ancien délégué général et désormais président de l'équipe dirigeante, a composé une programmation internationale

faite de films d'auteurs et de productions issues des majors. Vingt-deux œuvres ont été retenues dans la Sélection officielle, dont le palmarès sera annoncé le dimanche 20 mai.

Le Festival de Cannes s'ouvre avec la projection de « Moulin Rouge »

Tournée en studio à Sydney, par un réalisateur perfectionniste, l'Australien Baz Luhrmann, cette comédie musicale, où Nicole Kidman tient la vedette, inaugure la cinquante-quatrième édition de la manifestation, désormais dirigée par Gilles Jacob, et présidée cette année par l'actrice norvégienne Liv Ullmann

SYDNEY

de notre correspondant

Les bulldozers ont mis moins de deux jours à tout réduire en miettes. Les décors somptueux tapissés de velours rouge, la scène du cabaret où les danseuses de cancan faisaient virevolter leurs froufrous entourées d'une galerie de miroirs..., tout a été cassé à la va-vite au mois de mai 2000, afin de laisser la place à George Lucas qui arrivait la semaine suivante pour filmer le deuxième épisode de *La Guerre des étoiles*. Le tournage aux studios de la Twentieth Century Fox, à Sydney, de la comédie musicale *Moulin Rouge* a été épique. « *Quelle aventure, se souvient un des membres de l'équipe présente sur les cinq plateaux loués pour l'occasion. Certains jours, plus de quatre cents figurants en costume étaient réunis dans les studios. Des dizaines de danseurs, des chanteurs, des acrobates..., la présence de tous ces artistes a créé une ambiance extraordinaire. Mais Dieu ! que ce film a été compliqué à réaliser.* »

Le tournage a très mal commencé. Les premiers tours de manivelle ont été donnés avec quelques jours de retard afin de permettre au réalisateur australien, Baz Luhrmann, de se rendre aux obsèques de son père. Ensuite, la vedette principale du film, Nicole Kidman, s'est cassé deux côtes au cours des répétitions, interrompant le tournage pendant un mois. L'actrice australienne gardera aussi comme souvenir de cette comédie musicale une vilaine blessure au genou qui l'a empêchée de jouer le rôle principal du prochain film de David Fincher, *The Panic Room*, un rôle repris par Jodie Foster. C'est d'ailleurs pour apparaître dans ce long métrage que l'actrice du *Silence des agneaux* a refusé à la dernière minute la présidence du jury du 54^e Festival de Cannes.

Les blessures à répétition de Nicole Kidman montrent à quel point l'ex-épouse de Tom Cruise n'a pas ménagé ses efforts pour interpréter le rôle de Satine, une danseuse dont tombera éperdument amoureux le jeune poète Christian, incarné par Ewan McGregor, révélé par *Trainspotting* et *La Guerre des étoiles*, la menace fantôme. Le réalisateur australien aime travailler avec des gens motivés. Pour leur montrer la

confiance qu'il leur porte, il a distribué à son équipe une copie du scénario, initiative très rare dans une industrie où la moindre information est gardée secrète. « *Luhrmann nous a donné l'envie de nous impliquer à fond dans son projet, résume un technicien. C'est pour cette raison que nous avons été nombreux à accepter de travailler sept jours sur sept pendant près de cinq mois.* »

Malgré ces cadences infernales, le tournage de *Moulin Rouge* a accumulé les retards. Perfectionniste obsessionnel, le réalisateur, qui s'est fait connaître du grand public avec son film *Romeo + Juliet*, a vite dépassé les délais fixés par les producteurs. Certaines scènes réunissant plusieurs dizaines de danseurs, dont Caroline O'Connor qui a travaillé dans les comédies musicales de Broadway, ont été particulièrement difficiles à filmer. Baz Luhrmann cherchait toujours des angles de cadrage originaux, compliquant la vie de ses cameramen. Chaque détail devait être aussi proche de la réalité que possible.

Avant d'écrire le scénario, le réalisateur et son compère, Craig Pearce, ont passé deux mois à Paris pour visiter plusieurs musées, le quartier de Pigalle, et se procurer des journaux d'époque décrivant la soirée d'ouverture du Moulin-Rouge. De retour aux antipodes, les deux hommes ont demandé à Catherine



Ewan McGregor, au centre, en compagnie de Nicole Kidman.

Martin, responsable des effets visuels, de recréer au bibelot près le cabaret parisien tel qu'il était en 1899. Des meubles d'époque ont été loués chez des antiquaires et des boîtes d'allumettes datant de la fin du XIX^e siècle ont été posées à côté de verres remplis d'absinthe sur les tables de la salle de spectacle, dans les studios de la Fox. Catherine Martin a aussi insisté pour que les rideaux de scène soient imprimés, et non pas peints à la va-vite comme c'est souvent le cas au cinéma. Un collier comportant 1 308 diamants a même été fabriqué pour une scène du film. Cette pièce de joaillerie de 134 carats, qui a demandé trois mois de travail, sera vendue

aux enchères au mois d'octobre pour un prix estimé à 3,5 millions de francs (0,53 million d'euros). Ce souci du détail a fait perdre beaucoup de temps au réalisateur. Le gros du tournage a finalement duré 192 jours, soit sept semaines de plus que prévu. Et le budget total a dépassé 200 millions de francs (30,5 millions d'euros), au lieu des 170 millions de francs (26 millions d'euros) annoncés. La décision de détruire au bulldozer l'ensemble des décors a attristé de nombreux techniciens. Mais les producteurs n'ont pas eu le choix.

George Lucas avait en effet réservé de longue date les six plateaux de tournage de la Fox pour filmer le

deuxième épisode de *La Guerre des étoiles*. Ewan McGregor, qui incarne un Jedi, n'a pas apprécié de devoir passer directement d'un film à l'autre. Empêché par les producteurs de *Moulin Rouge* de rendre visite à sa famille en Grande-Bretagne afin de terminer certaines scènes en retard, l'acteur écossais juché sur le toit d'un mobile home a un jour hurlé publiquement sa colère dans des termes très crus.

Contraint de laisser le champ libre à son aîné américain, Baz Luhrmann (trente-huit ans) est tout de même parvenu à convaincre ses producteurs de lui permettre de tourner quelques scènes supplémentaires à Madrid. Le réalisateur est un peu le chouchou des dirigeants de Fox. Le propriétaire du studio, Rupert Murdoch, et son fils Lachlan semblent avoir un faible pour leur compatriote avec qui ils ont signé, après le succès en salle de *Romeo + Juliet*, un accord d'exclusivité pour ses six prochains longs métrages. Rupert Murdoch et sa nouvelle épouse, Wendi Deng, se sont même rendus en personne sur le tournage de *Moulin Rouge*. Reste à séduire aussi le Festival, puis le grand public, un objectif auquel doit concourir la bande originale de cette comédie musicale.

Elle comporte des reprises de chansons contemporaines comme *Diamonds Are a Girl's Best Friend* de

Marilyn Monroe, *Like a Virgin*, de Madonna ou *The Show Must Go On*, de Queen, réarrangées et interprétées par des artistes tels que David Bowie, Bono, Massive Attack, Beck et Fat Boy Slim. Ewan McGregor chante en duo avec Plácido Domingo une version retravaillée de *Your Song* d'Elton John et il reprend le fameux *Roxanne* du groupe Police

Venise et Berlin prennent date

A la veille de l'ouverture du Festival de Cannes, les autres grandes manifestations donnent de la voix. Pour sa 58^e édition, du 29 août au 8 septembre, Venise annonce la création d'une deuxième compétition et d'un deuxième Lion d'or, consacrés aux films les plus novateurs. Le directeur de la Mostra, Alberto Barbera, affirme que cette formule « *n'affaiblira pas l'ancienne compétition mais permettra d'attirer davantage l'attention sur des films insuffisamment suivis par les médias* » lorsqu'ils figuraient dans les sections parallèles.

Le nouveau directeur du Festival de Berlin, Dieter Kosslick, a affirmé devant la presse allemande qu'il entendait s'opposer à la prééminence de Cannes comme festival prioritaire pour les cinéastes, et qu'il réagirait à la concurrence de la Croisette : « *Si Cannes nous pique un film, je leur en piquerai deux.* » Il annonce également la refonte des relations entre la manifestation officielle et le Forum, et la mise à l'étude d'un « *festival permanent, durant toute l'année* ».

sur un rythme de tango. Même avec pareil renfort, le risque pris par le réalisateur n'est pas mince. Deux de ses confrères les plus fameux, Francis Ford Coppola avec *One From The Heart* (Coup de cœur, 1982) et Martin Scorsese avec *New York, New York* (1977), ont bien failli briser leur carrière en s'essayant à la comédie musicale.

Une nouvelle équipe, de nouveaux choix

AVEC LES FLONFLONS ET CANCANS de *Moulin Rouge*, le Festival de Cannes, cinquante-quatrième du nom, s'ouvre le mercredi 9 mai et tiendra l'affiche jusqu'au 20 mai. La plus grande manifestation au monde est l'occasion de dresser un état des lieux de la planète cinématographique (notre supplément), mais aussi le rendez-vous d'œuvres singulières.

Leur présence sur la Croisette est le fruit du hasard des productions et de la subjectivité des sélectionneurs. Avant de leur faire grief de n'avoir pas pris tel ou tel film, nous attendrons au moins d'avoir vu ceux qu'ils ont choisis. Et, en cette année de renouvellement de l'équipe dirigeante du Festival, nous nous souviendrons que ce n'est pas en « *ratissant large* », comme l'ont tenté les responsables de Venise et de Berlin aujourd'hui à la retraite, mais en composant une programmation exigeante et pleine de sens, que

Gilles Jacob a porté loin devant ses concurrents la manifestation dont il est désormais le président. Ce qui n'a jamais empêché les *blockbusters* hollywoodiens ni les Amélie Poulain de vivre fort bien leur vie de leur côté.

Parmi les centaines de films présents à Cannes (outre les fameuses « *sections parallèles* », le Marché du film du monde accueille d'innombrables titres venus du monde entier), le jury, présidé par Liv Ullmann, aura à choisir entre 22 films en compétition. Parmi eux, beaucoup sont signés des grands artistes contemporains appartenant à plusieurs générations, mais aussi des représentants d'un renouveau prometteur (Cédric Kahn, Marc Recha, François Dupeyron, Catherine Corsini, Danis Tanovic, Sean Penn, Hirokazu Kore-Eda...).

Tandis que les organisateurs se félicitent du retour, timide, mais réel, de productions issues

des majors, il faudra aussi guetter les marges du programme, avec en particulier, hors compétition, trois figures centrales du cinéma contemporain, chacun à un titre particulier : Claude Lanzmann, Abbas Kiarostami et Martin Scorsese.

Au jury officiel et aux récompenses qu'il décerne, se sont au fil des ans ajoutées de nombreuses autres récompenses. Parmi celles-ci, la Caméra d'or, attribuée à un premier long métrage présent dans l'une ou l'autre sélection, a conquis une place enviée, au point d'être parfois considérée comme la deuxième plus haute récompense, après la Palme d'or. C'est pourquoi *Le Monde*, qui augmente par ailleurs cette année sa « *couverture* » du Festival avec trois pages quotidiennes, a souhaité s'y associer en offrant des espaces publicitaires au lauréat de la Caméra d'or.

Jean-Michel Frodon

Frédéric Therin



la photographie de FRANÇOISE-MARIE BANIER

Actrice dans de nombreux films d'Ingmar Bergman à partir de « *Persona* » (1966), puis réalisatrice, Liv Ullmann, soixante et un ans, préside, du 9 au 20 mai, le jury du Festival de Cannes.

La double aubaine

par Pierre Georges

IL Y A CE MATIN, dans la presse, une pépite d'intelligence. A ne pas manquer, comme une aubaine. Jean-Luc Godard parle longuement dans *L'Equipe* du sport, de la télévision, du cinéma, et cela vaut le détour au kiosque.

Cette interview est magnifique. De l'oral comme écrit, c'est dire sa qualité. C'est dire aussi l'impossibilité en laquelle on est raisonnablement de résumer sans trahir ou de citer sans tronquer. Un tout, à prendre ou à laisser. Et pour notre part évidemment, à prendre et à méditer, comme une vraie réflexion, une vraie pensée aussi sur les rapports du sport, du corps, du théâtre tragique des stades avec l'image et la vie.

Jean-Luc Godard aime le sport et ne le regarde pas autrement qu'à la Godard. En cinéaste, en esthète bien sûr, en polémiste évidemment, mais aussi en passionné, artiste ayant volontiers et longuement bivouaqué chez les artistes sportifs. Bref, lisez cela. Ne serait-ce que pour le plaisir de découvrir une autre et bien belle façon de parler de cette geste insoupçonnée et méprisée par trop.

D'ailleurs, à la réflexion, on n'y résiste pas. Citons malgré tout, c'est bien le moins qu'on puisse faire, en cet exercice admiratif de bout de gondole kiosquier. De l'urgence télévisuelle par exemple : « *Ce que j'aimais bien, c'était comment certains caméraman s'intéressaient aux sauteuses en hauteur. Ils passaient quinze secondes, vingt secondes sur un bras ballant, une tête penchée... Ils n'hésitaient pas à filmer le saut avant le saut. Aujourd'hui, c'est fini. Tout s'est accéléré. C'est le saut et rien d'autre. Surtout pas l'attente. Sur-*

tout pas la patience. » Ou alors du décalage entre la réalité et sa représentation : « *A la télévision, Thomas Muster (un tennisman) est un bûcheron, alors que, de visu, c'est un loup sauvage, efflanqué, un peu perdu... La télévision filme la vedette et sa gloire, pas l'homme et sa misère.* »

Simple exemple parmi d'autres. Ah ! la description de Marie-Jo Pérec : « *J'étais content qu'elle soit allée à Rostock, dans ce tunnel, avec ce drôle de docteur Mabuse. Ce côté "Allemagne de l'Est, porteuse de tous les péchés du monde" me plaisait bien.* » Ah ! ce rêve de cinéaste : « *J'aimerais bien ne voir une fois qu'un seul joueur qu'on filmerait un peu comme Stendhal montre Fabrice à Waterloo, qui ne sait où il est, ou si peu que rien...* » Ah, enfin ! ce pied de nez ultime, un rêve encore : « *Jouer Roland-Garros, en manteau, avec des gros souliers, en fumant et en lisant, peut-être, ce texte de Frédéric Prokosh sur Bill Tilden...* » Et suit ce texte effectivement magnifique.

A lire donc. Comme à lire aussi, évidemment, nécessairement, les deux *Monde* du jour. Car dans la presse, ce jour, il y a comme un un séduisant bégaiement de l'Histoire. Façon « Vingt ans après ». *Le Monde* du 10 mai 1981. Et *Le Monde* du 9 mai 2001. Si l'on œuvrait à la SNCF, on serait assez près de brandir un avertissement. Attention, un *Monde* peut en cacher un autre, une locomotive à informatique masquer la locomotive à plomb ! Mais ce serait esquiver le comparatif, hier, aujourd'hui. C'est bien le même journal, et un journal différent. A vous de juger. Mais comme mécano de l'un et de l'autre, à la relecture, il n'y a pas de quoi culpabiliser. Ni de jadis. Ni de maintenant !

La veuve de Maurice Audin, torturé en Algérie, va déposer plainte pour crimes contre l'humanité

Après les déclarations du général Aussaresses, 56 % des Français souhaitent que la France demande pardon

LA PREMIÈRE PLAINTÉ d'une victime des exactions de l'armée française pendant la guerre d'Algérie liée aux récentes déclarations du général Aussaresses, devrait être déposée, d'ici à quelques jours, devant le doyen des juges d'instruction de Paris. Elle émane de Josette Audin, veuve de l'enseignant communiste à l'université d'Alger qui a disparu le 21 juin 1957, en pleine bataille d'Alger, torturé à mort par l'armée française. Cette plainte devrait viser non seulement le « crimes contre l'humanité » mais aussi la « provocation au crime » ainsi que la « séquestration ». Ce dernier chef, lié au fait que le corps de Maurice Audin n'a jamais été retrouvé, pourrait permettre de contourner l'obstacle de la prescription, selon M^{me} Nicole Dreyfus, avocate de Josette Audin. « C'est presque un devoir de déposer plainte, de se manifester après la publication du livre scandaleux du général Aussaresses », explique M^{me} Dreyfus, qui fut, à l'époque l'avocate de plusieurs militants du FLN et du parti communiste algérien. Rencontrant sa cliente, mer-

credi 9 mai, elle devait mettre au point la rédaction de la plainte.

Josette Audin, comme M^{me} Dreyfus, fait partie des douze personnalités ayant signé, en octobre, un texte appelant les autorités françaises à condamner la torture et les nombreuses exécutions sommaires commises en Algérie entre 1954 et 1962. Cet appel ne faisait pas mention de la volonté d'engager des poursuites judiciaires, ses signataires étant partagés sur ce point. Mais la publication du livre du général Aussaresses, *Services spéciaux Algérie 1955-57* (Perrin), et le nouvel entretien accordé au *Monde* par son auteur (*Le Monde* du 3 mai) ont conduit M^{me} Audin à franchir le pas. « Ce ne sont pas les propos d'Aussaresses qui sont seulement en cause, indique-t-elle. Ce sont les faits. Il faudrait que la réprobation dépasse sa personne et englobe tous les responsables, qu'ils soient civils ou militaires. Au-delà de la procédure judiciaire, il faut que une reconnaissance officielle et une condamnation. C'est facile de condamner Pinochet ou les auteurs du génocide arménien, il faut aussi

le faire quand les crimes ont été commis par des Français. »

La démarche annoncée par M^{me} Audin, suit le dépôt de deux plaintes devant le parquet de Paris, l'une pour « apologie de crimes » déposée vendredi dernier par la Ligue des droits de l'homme, l'autre pour « crimes contre l'humanité » déposée, lundi, par la Fédération internationale des droits de l'homme. Une autre procédure visant le même chef est annoncée par le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

Si l'avenir judiciaire de ces différentes actions est loin d'être assuré, en raison notamment des règles de la prescription et de la loi d'amnistie concernant la guerre d'Algérie, la perspective de rendre justice dans ce domaine rencontre un accueil de plus en plus favorable dans l'opinion. Ainsi, 56 % des personnes interrogées par BVA pour un sondage publié, mercredi 9 mai par Libération, disent souhaiter « que l'on puisse engager des poursuites judiciaires contre les officiers » ayant ordonné les tortures.

En novembre 2000, 47 % seulement des personnes interrogées avait répondu dans le même sens. Selon la même enquête, un même pourcentage – 56 % – de l'opinion serait « tout à fait » ou « plutôt favorable » à ce que « Jacques Chirac et Lionel Jospin demandent officiellement pardon au peuple algérien au nom de la France ». Le débat atteint désormais publiquement l'armée elle-même. L'amiral Jacques Lanxade s'est déclaré « choqué par l'apologie de la torture » faite par le général Aussaresses. Intervenant mardi 8 mai sur LCI, l'amiral, chef d'état-major des armées de 1991 à 1995, est aussi préoccupé par les répercussions des déclarations du général Aussaresses sur l'ensemble de l'armée. Il redoute que le comportement « de petites équipes » comme celle d'Aussaresses en Algérie, qui pratiquaient la torture, soit imputé à « l'ensemble de l'armée française ».

Philippe Bernard

► www.lemonde.fr/algérie-torture

Le Maroc veut accueillir dix millions de touristes en 2010

RABAT

de notre envoyée spéciale

C'est avec une certaine fierté que les Marocains jusqu'ici se flattaient de n'avoir pas cédé, comme la Tunisie ou l'Espagne de la Costa Brava, au tourisme bétonné et défigurant, de masse et lucratif. Ils s'en vantent toujours, mais le discours sur le tourisme a complètement changé depuis quelques mois, les autorités ayant décidé de mieux exploiter les atouts exceptionnels du pays et de faire de ce secteur une « locomotive » de son développement.

Recevant le mois dernier à Rabat Michelle Demessine, secrétaire d'Etat française au tourisme, Fathallah Oualalou, le ministre marocain de l'économie et du tourisme, avait confirmé l'ambition que s'est donnée son pays d'accueillir 10 millions de visiteurs en 2010, contre 2,5 millions l'année dernière. Un tel objectif suppose une forte augmentation des capacités hôtelières (80 000 chambres supplémentaires) pour laquelle le Maroc se tourne vers les investisseurs étrangers, notamment français. Des représentants des marques françaises les mieux implantées au Maroc et qui ont déjà des projets d'expansion dans ce pays (Accor, FRAM, le Club Méditerranée notamment) étaient parmi la vingtaine de professionnels qui avaient accompagné M^{me} Demessine.

Rompant avec une politique presque exclusivement orientée jusqu'ici

sur le patrimoine culturel (hormis Agadir), les autorités marocaines entendent miser sur le balnéaire. La directrice générale de l'Office marocain du tourisme, M^{me} Fathia Bennis, a confirmé il y a quelques jours que son pays est à la recherche d'investisseurs en vue de construire six stations balnéaires, pour un total de 5,2 milliards de dollars, l'Etat prenant en charge 50 % du prix des terrains et les infrastructures. Le programme porte sur six sites : Larache, Taghazout, Saïda, Essaouira, Plage Blanche et El Jadida. Les investisseurs bénéficieront d'abattements fiscaux et une réforme de la législation foncière est promise par les autorités.

L'objectif des « 10 millions » suppose aussi, outre des investissements publics et privés, des mesures d'accompagnement pour lesquelles le Maroc s'est tourné vers la France et qui avaient fait l'objet de la visite de M^{me} Demessine. La coopération portera essentiellement sur la réforme de l'administration du tourisme – le Maroc souhaitant profiter, pour la restructuration du ministère et de l'Office du tourisme, de l'expérience française, en particulier celle de la régionalisation –, sur la formation des personnels, à laquelle la France devrait contribuer notamment par des échanges et des stages, et sur l'éco-tourisme, pour lequel Rabat sollicite une assistance technique.

C. T.

DÉPÊCHES

■ **DROGUE** : gendarmes et policiers ont renforcé leurs patrouilles sur les plages des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, où plus de soixante paquets en plastique étanche, contenant chacun un kilogramme de cocaïne, se sont échoués depuis une quinzaine de jours (*Le Monde* du 9 mai). Mardi 8 mai, de nouveaux paquets ont été découverts sur le littoral landais, ont indiqué les gendarmes sans toutefois en préciser la quantité.

■ **CALENDRIER 2002** : l'ancien premier ministre Edouard Balladur propose de faire coïncider en toutes circonstances les élections présidentielle et législatives, dans une tribune publiée par *Libération*, mercredi 9 mai. Selon M. Balladur, l'inversion du calendrier électoral de 2002, qui doit permettre d'organiser l'élection présidentielle avant les législatives, « ne remédie en rien aux défauts désormais évidents de nos institutions ». Pour réduire les risques de cohabitation, il suggère qu'« élections législatives et élection présidentielle, les unes et l'autre pour un mandat d'une durée de cinq ans, aient lieu le même jour pour le premier comme pour le second tour ».

“Les indépendants ont trop à faire pour s'occuper en plus de leur téléphone.”

France Télécom Pro, on s'occupe de tout.

Vous avez besoin d'être organisé et réactif dans votre activité d'indépendant ? Avec les lignes Numéris de France Télécom Pro, vous pouvez simultanément téléphoner, naviguer sur Internet ou recevoir un fax. De plus, pour réduire votre facture, l'offre Avantage Partenaires* vous permet de bénéficier d'une réduction de 20 % sur les 6 numéros que vous appelez le plus souvent. Pour obtenir un diagnostic gratuit ou un conseil sur votre installation, appelez-nous au 10 16.

France Télécom, ce sera toujours à nous d'en faire plus.

france telecom



CANNES 2001



DERNIÈRES NOUVELLES DE LA PLANÈTE FILMS

A l'ère des fusions entre grands groupes d'images mondialisés, Cannes devient la capitale d'un pays virtuel, celui dont les citoyens sont les auteurs de films et ceux qui, sous toutes les latitudes, les aident à créer et à être projetés (p. II à IV).

AU-DELÀ DU RÉEL

Sur Internet, en Afrique noire, dans les jeux vidéo, la nature même des films est remise en question, avec une prometteuse vitalité, par les évolutions techniques, les contraintes économiques et de nouvelles ambitions artistiques (p. VI à XI).

**CAHIERS
CINEMA**

50 ans

Depuis un demi-siècle, la revue fondée autour d'André Bazin a donné au cinéma nombre de ses plus grands artistes et beaucoup de ses meilleures idées (p. XII à XIV).

Nicole Kidman est la vedette de Moulin-Rouge, de Baz Luhrman. En courtisane et meneuse de revue dans un univers inspiré de Toulouse-Lautrec, Jean Renoir et John Huston, elle ouvre le bal de la compétition, et est la première des nombreuses stars attendues sur la Croisette.

Photo : François-Marie Banier



2600 chercheurs,
rien que pour vos yeux.
PARCE QUE VOUS LE VALEZ BIEN.

L'ORÉAL
PARIS

CANNES 54^e ÉDITION

Du 9 au 20 mai, le 54^e Festival international du film de Cannes déploie ses fastes et ses fêtes. On saura, au soir du palmarès, si la première sélection signée du nouveau directeur artistique, Thierry Frémaux, aura tenu ses promesses. On parlera peu des films sélectionnés dans ces pages, préférant prudemment attendre de les avoir vus ; rien n'empêche, en revanche, de s'interroger sur l'état actuel du cinéma tel que le Festival invite à le percevoir. Trois approches complémentaires, au présent, au futur et selon une perspective historique, composent ce numéro spécial. La première explique, à partir des œuvres projetées sur la Croisette et à la lumière des évolutions récentes, les modifications du paysage cinématographique : une certaine perte d'inscription des films dans les réalités territoriales – reflet de la mondialisation –, en même temps qu'apparaissent ou réapparaissent d'inespérés hauts lieux de cinéma. La seconde approche, éclairée elle aussi par les sélections et par les phénomènes nouveaux apparus dans le cadre du marché du film à Cannes et plusieurs reportages, concerne l'apparition d'un « métacinéma », susceptible de naître des technologies les plus pointues comme des conditions économiques extrêmes, au point, demain, de modifier peut-être l'esthétique des films. La troisième, enfin, se penche sur le passé, mais un passé moderne, extrêmement vivant, qui depuis cinquante ans construit un rapport inventif au cinéma : celui des Cahiers du cinéma – auxquels Le Monde est heureux d'être désormais associé –, qui célébrèrent à Cannes leur demi-siècle de jeunesse

Ce pays du cinéma dont Cannes est la capitale

Le monde des images change sous l'effet de ce qu'on nomme, justement, la mondialisation. Le Festival est, à sa place centrale, le miroir de cette évolution

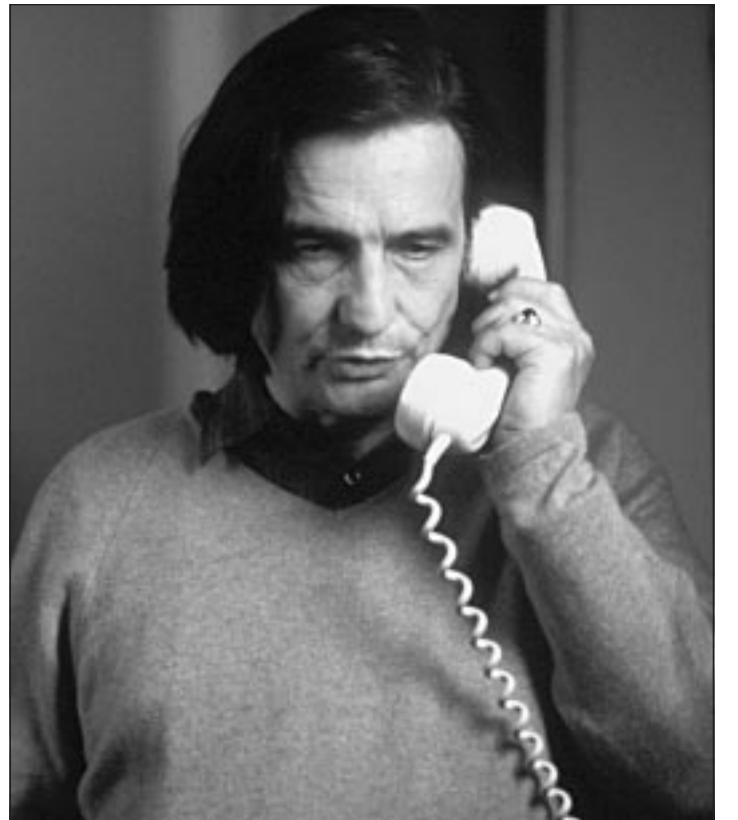
Jusqu'à une date récente, la situation était relativement simple : de par le monde, un certain nombre de films étaient produits et réalisés, puis distribués, dans le cadre de cinématographies nationales plus ou moins puissantes, plus ou moins fécondes. Ici ou là, un outsider parvenait à survivre, voire à prospérer un temps, hors des grandes cinématographies nationales et des nations émergentes du cinéma. Celles-ci et celles-là présentaient chaque année le meilleur de leur production dans les festivals internationaux, à commencer par le plus important d'entre eux, le Festival international du film de Cannes. Si on y a heureusement supprimé les bannières nationales qu'arboraient, jusqu'au début des années 1970, les œuvres qui défilaient sur la Croisette tels de braves soldats, la nature même du cinéma faisait de Cannes l'observatoire par excellence de la planète cinématographique, le lieu d'où il était le plus aisé de dessiner un atlas mondial des films.

Cannes est toujours cet observatoire, mais la nature même de l'atlas est devenu plus complexe. Parce que le cinéma, comme le reste, est en train de changer, sous l'effet de ce qu'on nomme justement la mondialisation. Dans le monde des images aussi, celle-ci a des effets massifs à l'échelle économique et idéologique, comme le déploiement d'entités définies moins par leur appartenance territoriale qu'à un modèle industriel qui a ses formes de narration et de représentation. C'est ce qu'illustre l'aventure Vivendi Universal, au-delà de l'imagerie un peu naïve d'Astérix prenant Rome d'assaut (lire page 3). Mais celle-ci a, aussi, des effets dans le domaine de l'art du cinéma, avec la mise en place de systèmes de production et de diffusion déconnectés d'une implantation géographique et d'une appartenance à des systèmes nationaux.

Il est d'autant plus logique que Cannes soit le miroir de cette évolution que la manifestation présidée par Gilles Jacob y a amplement contribué : personne ne fait de film seulement pour Cannes, mais la puis-



Deux comédiens « transnationaux » : Béatrice Dalle, ici, dans « H-Story », de Nobuhiro Suwa (mais aussi dans « Trouble Every Day », de Claire Denis), et Jean-Pierre Léaud dans « Le Pornographe », de Bertrand Bonello (mais aussi dans « Et là-bas, quelle est-il ? », de Tsai Ming-liang).



sance des échos répercutés par le Festival est telle qu'elle légitime internationalement des auteurs et des œuvres qui auraient le plus grand mal à exister dans leur propre pays, avec les seules ressources de leurs producteurs et la seule perspective de leur marché.

En nombre chaque année un peu plus élevé, des films – et souvent parmi les meilleurs – invités sur la Croisette ressortissent d'une autre logique que celle de leur origine nationale. Le cru 2001 est à cet égard abondant et significatif avec, en sélection officielle cette année, *La Pianiste*, de Michael Haneke, *Millennium Mambo*, de Hou Hsiao-hsien, *De l'eau tiède sous un pont rouge*, de Shohei Imamura, *Mullholand Drive*, de David Lynch, *Je rentre à la maison*, de Manoel de Oliveira, *Pau et son frère*, de Marc Recha, *Taurus*, d'Alexandre Sokourov, *No Man's Land*, de Danis Tanovic, *Et là-bas quelle heure est-il ?*, de Tsai Ming-liang, *Le Singe*, d'Akhan Abdykalikov, *La Route*, de Darejan Omirbaiev, ou *H-Story* de Nobuhiro Suwa, qui tous illustrent ce phénomène – tout comme *Ouvriers, paysans* des Straub ou *Queenie in Love* d'Amos Kolleck, sélectionnés par la Quinzaine des réalisateurs.

Si, logiquement, un nombre important parmi ces films provient de pays lointains – où la situation économique est difficile –, on en trouve aussi dans les pays occidentaux, y compris les vieux pays de cinéma disposant par ailleurs d'une industrie bien établie. Cette « deuxième planète » cinématogra-

phique, dont Cannes est également l'éphémère capitale, existe grâce à un réseau de festivals internationaux, évidemment, mais aussi de producteurs et d'organismes publics ou privés intervenant à tous les stades de la vie des films. Parmi ces organismes figurent les systèmes d'aide internationale comme le Fonds Sud français et ses équivalents dans certains pays d'Europe ou à Bruxelles, le Fonds Hubert Bals aux Pays-Bas, la Fondation Montecinemaverita en Suisse, le Pusan Production Project en Corée, le département cinéma de Fabrica, fondation culturelle de Benetton en Italie, des chaînes de télévision comme Arte, la BBC, ARD/ZDF, etc.

VISIONNAIRES

Parmi les producteurs, il était prévisible que beaucoup se trouvent en France : ils s'appellent Eric Heumann, Humbert Balsan, Fabienne Vonner, Philippe Avril, Frédérique Dumas, Joël Farges, Carol Scotta et Caroline Benjo, Paulo Branco, Catherine Dussart, Marin Karmitz, etc. Souvent, il ne s'agit plus de classiques coproductions internationales mais de montages financiers originaux, où parfois la totalité des fonds provient d'une autre région que celle du tournage. Et, de Shozo Ichijima et Kenzo Horikoshi au Japon à Marco Muller en Italie, les personnalités ne manquent pas dans le monde entier pour contribuer à ce mouvement créatif, qui engendre nombre des œuvres actuelles artistiquement les plus stimulantes.

Pour exister, ce cinéma doit aussi avoir un public. Jusqu'à présent, lorsqu'un cinéaste pouvait parler de « son » public, celui-ci était constitué d'abord de ses concitoyens, ou d'une partie d'entre eux. Ce n'est plus le cas pour nombre d'auteurs actuels. Il y a longtemps que des visionnaires comme Truffaut et Godard ont parlé d'un pays supplémentaire sur la carte du monde, le pays du cinéma – dont Henri Langlois fut pour eux naguère le souverain éclairé. Ce pays existe aujourd'hui, il possède un nombre d'habitants considérable mais difficile à cerner, puisque ne se définissant par aucune localisation. Comme tout pays, il compte des provinces, en fait il s'agit plutôt d'une fédération au sein de laquelle on trouve des godardiens à Helsinki et à Madras, des rossellino-kiarostamiens à Honolulu et à Reykjavik, des ozuistes en Allemagne et au Burkina Faso, des buñueliens à Sydney, des wongkarwayanais à Saint-Ouen.

Les Cahiers du cinéma, qui fêtent cette année leur cinquantième anniversaire, ont été depuis leur naissance l'organe officieux mais mondialement reconnu de ce « pays », avant même qu'il prenne la réalité qui est la sienne aujourd'hui. Mais, pour en demeurer de dignes citoyens, il est recommandé désormais de posséder magnétoscopes ou lecteurs de DVD, d'avoir accès à des chaînes câblées et à Internet. Hormis la jet-set festivalière, qui a le privilège de circuler de par le monde, et même en étant domiciliée à Rotterdam, à Toronto, à Yamagata, à Nantes, La Rochelle, Locarno,

Fribourg, Vienne, San Francisco ou Le Caire, l'accès aux œuvres en nombre significatif et régulier est – hors de la « zone cinéphilique spéciale » qu'est Paris – impossible par le seul truchement de la salle, alors même que l'entrée dans un cinéma demeure en principe l'acte fondateur de l'appartenance à cette « nation ».

D'où l'importance centrale du développement des nouvelles technologies pour la circulation de ce rapport-là au cinéma : rapport minoritaire sans aucun doute, mais d'une grande vivacité, qui passe par l'utilisation de nouveaux outils, de production comme de diffusion. Ces nouveaux outils à leur tour transforment et transformeront les œuvres. Avec des moyens sommaires lorsqu'aucun autre n'est accessible, avec des moyens si sophistiqués qu'on peut et doit s'interroger sur les dangers qu'ils représentent pour sa nature même, mais certainement pas leur tourner le dos (une imprudence qui fut jadis fatale à Wild Bill Hickock), le cinéma est travaillé, menacé, renfloué par ses limites – ce qu'on a appelé ici (pages 6 à 11) le « métacinéma ». Ce sont ces mutations, c'est-à-dire aussi la manière dont les héritages du passé sont repris et modifiés, qu'on peut observer au Festival de Cannes mieux que partout ailleurs. Le Festival a donc été particulièrement bien inspiré de placer son édition 2001 sous le signe de la transmission : celle-ci est au centre des transformations qui, en affectant le cinéma, attestent de sa vitalité.

Jean-Michel Frodon

Eric Heumann, producteur en quête de sensations

« Il existe un "Club" qui entretient une nébuleuse de curiosité »

« Avec votre société Paradis Films, vous avez produit des films qui ont fait l'événement à Cannes ces dernières années : *Le Regard d'Ulysse* (Prix spécial du jury 1995) et *L'Éternité et un jour* (Palme d'or 1998), de Théo Angelopoulos, et, en 2000, *In the Mood for Love*, de Wong Kar-wai, devenu un immense succès. Vous produisez *Millennium Mambo*, du plus grand réalisateur taïwanais, Hou Hsiao-hsien, en compétition cette année. Qu'est-ce qui vous pousse à vous lancer dans ces aventures lointaines ?

– La recherche de sensations éprouvées quand j'étais adolescent, et que je découvrais les films de Godard, de Wenders, du jeune cinéma américain ou italien des années 1960 et 1970. Je n'aime que les chemins de traverse, sur les-

quels on a une chance de croiser des personnalités aussi singulières qu'Angelopoulos, Wong Kar-wai ou Hou Hsiao-hsien. J'avais aimé leurs films, mais cela n'aurait pas suffi si le contact personnel avait été mauvais, ou seulement terne. Ces cinéastes, très différents par ailleurs, ont en commun d'être des hommes seuls.

– Ce sont des artistes qui cherchent à donner forme à une idée de la beauté dont chacun d'eux est porteur. Ils n'appartiennent à aucun système, ils ne sont pas intégrés à un milieu professionnel, financier, mondain, etc. Ce sont les auteurs avec lesquels j'ai envie de travailler : il existe de très bons réalisateurs travaillant au sein des divers systèmes de financement existants, et c'est tant mieux. Mais ce n'est pas pour moi.

– Comment faites-vous pour financer ces films dont chacun ne voit le jour que dans des conditions difficiles, souvent imprévisibles – *In the Mood for Love* était arrivé à Cannes après le début du Festival, Hou Hsiao-hsien était encore en tournage quand a été annoncée la sélection de son film, choisi sur quelques séquences en vidéo ?

– Il n'y a pas d'argent pour produire ces films. Je n'utilise aucune des sources classiques du financement du cinéma, qu'il s'agisse des chaînes de télévision, des alliances avec des groupes ou des demandes de subvention. Mon seul atout est le bilan de mes quinze années de présence dans le métier, il me permet d'aller à la banque pour emprunter. Il existe un système économique du cinéma commer-

cial, et aussi un système économique du film d'auteur subventionné. Je n'appartiens ni à l'un ni à l'autre. Les systèmes m'ennuient, ils sont toujours normatifs, quels que soient les types de réalisation qu'ils concernent.

– Contrairement aux productions classiques, ces films ne sont jamais économiquement viables dans leur seul pays d'origine, ils doivent trouver des spectateurs dans le monde entier. Comment trouvez-vous les relais internationaux qui permettent à ces œuvres singulières de rencontrer leur public, lui aussi singulier ?

– Il existe ce que j'appelle un « Club », informel évidemment, une cinquantaine de personnes dans le monde qui entretiennent une nébuleuse d'informations, de désir, de curiosité, d'exigence artis-

tique. On trouve dans ce « Club » des producteurs, des distributeurs, des financiers, des responsables de festivals, des critiques. Ils constituent un réseau sans lequel des films comme ceux que je produis ne pourraient pas vivre.

– Où sont situés les membres de ce « Club » ?

– En France, en Italie, en Suisse, en Allemagne, au Japon, en Corée... Mais pas aux États-Unis, là-bas la culture du *success business* est trop profondément ancrée pour avoir ce genre de relations. Même les plus attentifs aux films artistiquement ambitieux ne réagissent qu'après, quand les signes d'un possible succès commercial sont apparus. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

ERIC HEUMANN

Comme beaucoup des professionnels influents du cinéma en France, Eric Heumann a fait ses classes chez Marin Karmitz, qu'il quitte en 1985 pour créer sa société de production, Paradis Films. Il permettra ainsi l'existence de films d'auteur et de premiers films, mais aussi de projets commerciaux d'envergure, comme *Indochine*, de Régis Wargnier. Il est aussi devenu réalisateur en tournant *Port Djema* en 1997, et distributeur, en créant la société Océan en 1998, aujourd'hui l'une des principales sociétés indépendantes du secteur. Il réalise actuellement son deuxième long métrage, *Les Amants du Nil*.

A Los Angeles, Vivendi fait confiance aux patrons d'Universal

Y a-t-il une révolution de palais chez Universal depuis sa fusion avec Vivendi et Seagram ? « Le cinéma américain continue d'être fait par des Américains. Evidemment », répond du tac au tac Pierre Lescure, PDG de Canal+, devenu codirecteur général de Vivendi Universal, en charge du cinéma et de la télévision. Il n'y a aucune offensive du cinéma français sur le studio Universal. « Ce n'est ni mon boulot ni mon objectif », souligne-t-il.

L'arrivée de Vivendi s'effectue dans un contexte pacifié, qui n'a rien à voir avec la reprise d'Universal par le géant de l'électronique japonais, Matsushita, en 1990. Cinq ans plus tard, son nouveau repreneur, le canadien Seagram, rendait la position du studio encore plus délicate. Edgar Bronfman Jr., le président du groupe, privilégiait le développement de sa division musique. Aujourd'hui encore, le pôle musical d'Universal représente plus de 22 % du marché mondial. L'année 1998 se montrait désastreuse pour le secteur du cinéma avec les échecs de *Las Vegas Parano*, de Terry Gilliam, *Primary Colors*, de Mike Nichols, *Rencontre avec Joe Black*, de Martin Brest et *Babe*, le cochon dans la ville, de George Miller. A l'exception notable du président Ron Meyer, les principaux dirigeants des studios avaient été renvoyés ou contraints à la démission. Universal semblait ne jamais pouvoir se remettre d'une si mauvaise passe.

L'arrivée d'une nouvelle équipe, Stacey Snider dirigeant la production, conjuguée à une année 2000 exceptionnelle avec les succès de *Gladiator*, de Ridley Scott, *Le Grinch*, de Ron Howard et *Erin Brockovich*, de Steven Soderbergh, ont inversé la tendance. Universal a terminé l'année 2000 au second rang mondial, avec 14,5 % du marché des salles aux Etats-Unis, juste derrière Disney. Le résultat d'exploitation brut du premier trimestre 2001 s'est élevé à 879 millions de francs (134 millions d'euros), contre 19,5 millions de francs (3 millions d'euros) un an auparavant.

D'un point de vue technologique, Universal a consenti d'importants investissements pour moderniser ses installations. Son catalogue, déjà important, s'est enrichi de celui de StudioCanal et le place en position de force sur le marché émergent de la vidéo à la demande. Rarement le nouveau propriétaire d'un studio à Hollywood est arrivé dans des conditions aussi favorables. Ce qui explique que l'organigramme d'Universal soit resté inchangé. Ron Meyer a conservé ses fonctions de président d'Universal Studios, même s'il met un point d'honneur à présenter Pierre Lescure comme « son supérieur hiérarchique ». Ce dernier en est lui-même amusé.

Le codirecteur général passe désormais un tiers de son temps à Los Angeles. Les équipes de Vivendi, Universal et Seagram ont appris à se connaître, avant la fusion. « Nous avons passé du temps ensemble, à Los Angeles et à Deauville lors du Festival du film américain, si bien que toutes les équipes se connaissent déjà mi-décembre », dit-

Universal, après bien des déboires, est aujourd'hui en pleine forme. Au point que Pierre Lescure, naguère empêtré à Hollywood, désormais codirecteur général du groupe français, se dit décidé à laisser le pouvoir artistique aux Américains

il. Aujourd'hui encore, bon nombre de cadres de Vivendi sont envoyés à Los Angeles. Les salariés d'Universal font aussi leur « tour d'Europe ».

Vivendi n'a pas, contrairement aux craintes de la communauté hollywoodienne, de mainmise sur la stratégie de production d'Universal. « Personne n'est là pour manger le pain de l'autre », explique un Pierre Lescure pragmatique qui, à Los Angeles, vient « dialoguer, participer aux réunions de décisions sur le lancement, la fabrication, la promotion et la sortie des films ».

RÉSEAU SOLIDE

Son équipe française est extrêmement réduite. Il est assisté à Los Angeles par Vincent Grimond, financier de formation, ex-patron de StudioCanal, devenu vice-président exécutif d'Universal. Chargé des finances, il a la haute main sur tous les départements et joue un rôle clé dans la stratégie de Vivendi. « Le studio avait déjà été repris en main par Stacey Snider, qui travaille dans une optique de contrôle de gestion, estiment les analystes de Crédit Lyonnais Securities. Le rôle de Vincent Grimond, qui connaît bien l'industrie du cinéma, renforce le travail de Stacey Snider ».

Pierre Lescure estime avoir tiré les leçons de ses précédents échecs à Hollywood, dans Carolco - qui a coûté plus de 250 millions de francs (38,10 millions d'euros) à Canal+ - ou dans Regency. Vivendi ne devrait pas commettre l'erreur de Matsushita, qui ne gérait pas de façon rigoureuse Universal, mais surtout n'avait aucune expérience en matière de production cinématographique. Canal+ a déjà conclu des alliances avec les différentes majors d'Hollywood dès sa création en 1984. « Ça fait dix-huit ans qu'à Canal+, on fréquente la Californie », affirme le président de la chaîne.

Universal a tissé de nombreux accords de partenariat, tant au chapitre de la distribution (avec United International Pictures ou USA Networks) qu'à celui de la coproduction. Ces alliances sont devenues capitales à une époque où les studios ne produisent presque jamais plus en direct. Universal



« Mullholand Drive », de David Lynch, produit par StudioCanal.

possède un réseau très solide, avec Imagine Entertainment (*Le Grinch*), Beacon Pictures, Jersey Films (*Erin Brockovich*), StudioCanal (*lire ci-dessous*), Working Title (*Quatre mariages et un enterrement*, *Notting Hill*, *Billy Elliott*), une société codétenue avant la fusion par Universal et Canal+. Cet événement se retrouve dans la présence américaine en sélection officielle à Cannes avec *The Man Who Wasn't There*, de Joel Coen, *Mullholand Drive*, de David Lynch, *Human Nature*, de Michel Gondry, *R-Xmas*, d'Abel Ferrara et *Apocalyp-*

se Now Redux, de Francis Ford Coppola. Le rôle de Pierre Lescure sera de conserver cette diversité, et de coordonner une machine dont les ramifications, sur le plan de la distribution et de la production, couvrent le monde entier.

A cet ensemble s'ajoute DreamWorks (*Gladiator*, *Chicken Run*, *American Beauty* ou *Shrek*, en compétition à Cannes), qui vient de signer avec Universal un nouveau contrat de cinq ans. Cette négociation difficile - la société dirigée par Steven Spielberg, Jeffrey Katzenberg et David Geffen a sérieuse-

ment envisagé son départ chez Warner - constituait le premier test important pour la nouvelle équipe française. En terme d'image et de revenus, la perte d'une société aussi performante aurait été grave. « DreamWorks nous avait demandé d'entrer dans son capital explique Pierre Lescure. Ce n'est pas le rôle d'Universal. La première proposition était financièrement inacceptable. Après avoir effectué le tour des studios, ils sont revenus vers nous, convaincus qu'Universal possédait une équipe performante dans la distribution en salles et en vidéo. »

Si les termes de cet accord restent confidentiels, la presse professionnelle américaine avance un pourcentage de 10 % perçu par Universal sur la distribution des films DreamWorks. Elle évalue à 250 millions de dollars - un chiffre non démenti par Universal - le prêt consenti par le studio dirigé par Pierre Lescure à DreamWorks.

Pour anticiper la grève annoncée des acteurs et des scénaristes, Universal a accéléré son programme de production. Un analyste de Merrill Lynch redoute seulement des problèmes pour certaines séries télévisées. La saison d'été s'annonce tranquille, avec essentiellement des suites : *Le Retour de la momie*, *American Pie 2* et *Jurassic Park III*. Le programme de fin d'année semble plus audacieux avec *Spy Game* (Brad Pitt et Robert Redford), *The Bourne Identity* (d'après le roman de Robert Ludlum) et *A Beautiful Mind*, de Ron Howard (avec Russel Crowe). Ce n'est qu'une fois cet héritage épuisé que l'on pourra apprécier le savoir-faire du nouveau propriétaire d'Universal.

Face à la concurrence, au renchérissement des coûts de production, et au caractère aléatoire de chaque sortie, le studio aura du mal à renouveler les performances de l'exercice 2000. Ses défis sont multiples. Il doit éviter l'écueil d'un investissement très lourd sur un film qui se révélerait un échec, comme la Fox l'an dernier avec *Titan A.E.* Il lui faut aussi contenir les appétits de ses partenaires : Universal a cédé 20 % des recettes de *Jurassic Park III* à Steven Spielberg, et 34 % du *Grinch* à l'équipe dirigeante d'Imagine Entertainment. Cette inflation les oblige à s'appuyer sur de nouveaux talents. Paradoxalement, le succès actuel d'Universal condamne Vivendi à réinventer le studio.

Nicole Vulser
et Samuel Blumenfeld

StudioCanal à la recherche de son identité

Le sort du StudioCanal était l'une des principales interrogations soulevées par la fusion entre Vivendi, Seagram et Universal. On pouvait se demander si la maison de production de Canal+ n'allait pas être purement et simplement marginalisée par le nouveau numéro deux mondial des médias. La grande ambition dessinée pour StudioCanal en 1999 était de bâtir une major européenne, la seule depuis la faillite de Polygram, afin de rivaliser avec les Américains. Ces plans furent simplement remis au placard.

Aujourd'hui, StudioCanal semble en mesure d'occuper une place significative dans la stratégie de Vivendi Universal. « Warner et Disney possèdent des "minimajors", comme New Line ou Miramax, qui cohabitent avec les majors et réalisent des films différents », souligne Richard Lenormand, président de StudioCanal. La structure française reste toutefois beaucoup plus légère que New Line ou Miramax, habitués à

manier des budgets plus importants. Pour Pierre Lescure, le coût de la distribution de StudioCanal, estimé à 25 millions de francs, est peu élevé. « Il serait absurde de vouloir distribuer Nanni Moretti via une structure comme UIP », dit-il. Vis-à-vis des studios Universal, le groupe français joue la complémentarité géographique et culturelle. « Cela fait un moment que nous travaillons avec l'Asie. Nous avons été les premiers à distribuer Takeshi Kitano et Hayao Miyazaki (Princesse Mononoke). Aujourd'hui, avec nos moyens et ceux d'Universal, il y a beaucoup de choses à faire. A StudioCanal, on ne sait pas faire Mission : impossible 2, mais on peut apporter le nouveau John Woo », dit Brahim Chioua, directeur général de StudioCanal France.

Les catalogues d'Universal et de StudioCanal sont destinés à des marchés différents, l'un couvre les Etats-Unis, l'autre davantage l'Europe. La très grande variété de la production de StudioCanal se traduit par une présence importante

en Sélection officielle à Cannes (*Mullholand Drive* de David Lynch, *La Stanza del figlio* de Nanni Moretti, *Eloge de l'amour* de Jean-Luc Godard, *La Pianiste* de Michael Haneke, *Kandahar* de Mohsen Makhmalbaf, ou *Distance* de Hirokazu Kore-Eda).

UN CHANTIER DE RÉFLEXION

« Au quotidien, la fusion n'a rien changé », souligne Brahim Chioua. « On se couche simplement plus tard pour parler à nos interlocuteurs de Los Angeles », ajoute Richard Lenormand. Un chantier de réflexion est ouvert autour d'un rapprochement des catalogues, même si Vivendi et Canal+ se sont engagés à ce que le catalogue de StudioCanal reste entre ses mains. La mise en commun avec Universal de certains réseaux de distribution, et surtout la renégociation d'accords de coproductions (notamment celui conclu avec AMG, qui portait sur 17 films) restent à finaliser. « Un comité de pilotage constitué de Vincent Grimond, Rick Finkel-

stein - l'un des adjoints de Stacey Snider, Michel Schmidt, directeur marketing et distribution de StudioCanal, et moi-même, a été mis en place. L'objectif est de proposer un plan clés en main en juin afin de définir la façon dont Universal et StudioCanal travailleront ensemble. Une décision sera ensuite prise conjointement par Pierre Lescure et Ron Meyer, avant d'être validée par Jean-Marie Messier », explique le PDG de StudioCanal.

La première synergie entre StudioCanal et Universal se concrétise par la distribution aux Etats-Unis du *Pacte de loups* de Christophe Gans. « Universal travaille sur une version américaine, pour une sortie, sans doute en version française sous-titrée en anglais, prévue au dernier trimestre de cette année », affirme Brahim Chioua. Mécontent de la distribution d'*Une histoire vraie* de David Lynch par Disney aux Etats-Unis, StudioCanal envisagerait une collaboration plus soutenue avec Universal.

N.V. et S.Bd

Stacey Snider, cheville ouvrière d'Universal

Il y a une différence entre travailler à Hollywood et travailler avec Stacey Snider », affirme Pierre Lescure. Celle qui règne sur la production de Universal Pictures figure en deuxième position sur la liste des cinquante femmes les plus puissantes de Hollywood établie par le quotidien professionnel *The Hollywood Reporter*, après Sherry Lansing, la patronne des studios Paramount. Arrivée à Universal en 1996, Stacey Snider supervise, depuis novembre 1999, la production, le marketing et la distribution. Dans le même temps, le studio a vu ses parts de marché remonter, d'un très piteux 5,8 % en 1998 à 12,8 % en 1999, et jusqu'à 14,5 % en 2000. A Hollywood, la réputation de Stacey Snider n'est donc plus à faire.

Née à Philadelphie en 1961, Stacey Snider a fait des études

de lettres à l'université de Pennsylvanie, puis de droit à l'université de Californie à Los Angeles. Elle délaisse très vite le droit pour se consacrer au cinéma. Elle commence - comme cela a souvent été le cas à Hollywood pour nombre de futurs patrons - au service du courrier d'une petite agence de comédiens et de réalisateurs, Triad.

ÉVALUER UNE HISTOIRE

Elle devient ensuite assistante auprès du tandem Don Simpson et Jerry Bruckheimer, les producteurs de *Top Gun*. Mais c'est auprès de Peter Guber et de Jon Peters, un autre duo de producteurs hollywoodiens de choc, qu'elle fait ses armes dans le développement de projets. Après le rachat en 1990 par Sony de Guber Peters Entertainment, effectué peu après le rachat de Columbia, on la retrouve naturel-

lement chez Tri-Star, une des filiales du studio. Elle y supervise notamment *Nuits blanches à Seattle*, de Nora Ephron, avec Tom Hanks, ou encore *Philadelphia*, de Jonathan Demme.

« Stacey Snider a la réputation de savoir bien évaluer une histoire, et son style de développement consiste à suivre un projet de très près », affirme le *New York Times*. La jeune femme a orchestré une bonne partie du succès du studio Universal, qui, en 2000, a engrangé plus de 1 milliard de dollars au box-office américain, son record historique. En cinq ans, elle a recruté une équipe performante, avec Nikki Rocco à la distribution, Marc Schmuger au marketing, ou encore Mary Parent et Scott Stuber, responsables de la production d'Universal Pictures.

Claudine Mulard

■ STUDIOCANAL

Présidé par Richard Lenormand, StudioCanal, détenu à 82 % par Vivendi Universal, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 3,2 milliards de francs (483,4 millions d'euros) pour un résultat net de 76,7 millions de francs (11,7 millions d'euros). Le groupe, présent dans la production cinématographique de films et d'œuvres télévisuelles, comprend d'importants catalogues. Il est très présent dans la distribution et a récemment acquis Tobis en Allemagne, StudioCanal Espagne, Bac Films et sa filiale Mars Films. Il doit renforcer son pôle audiovisuel, en rachetant prochainement la totalité d'Expand (qui produit notamment *Fort Boyard*). Depuis son introduction en Bourse en mai 2000, StudioCanal a pâti de la chute des valeurs médias et perdu 20 % de sa valorisation.

■ VIVENDI UNIVERSAL

Le numéro deux mondial des médias après AOL Time Warner, issu de la fusion entre Vivendi, Universal et Seagram conclue le 8 décembre 2000, a réalisé un chiffre d'affaires de 344,4 milliards de francs (52,5 milliards d'euros) l'an dernier et 47,2 milliards de francs (7,2 milliards d'euros) de résultat brut d'exploitation. Le pôle communication (musique, édition, télévision, films, télécommunications et Internet) représente près de la moitié du volume d'affaires (159,4 milliards de francs - 24,3 milliards d'euros), l'autre moitié étant presque entièrement réalisée par le pôle environnement (173,8 milliards de francs - 26,5 milliards d'euros). Au premier trimestre 2001, le chiffre d'affaires du groupe, présidé par Jean-Marie Messier, a augmenté d'environ 10 % à 38,7 milliards de francs (5,9 milliards d'euros).

■ UNIVERSAL STUDIOS

Le groupe Universal Studios comprend quatre départements : les films, la vidéo, la télévision et les parcs à thèmes. Son chiffre d'affaires 2000 s'est établi à 31 milliards de francs (4,74 milliards d'euros) contre 25,25 milliards de francs (3,85 milliards d'euros) en 1999 et son résultat brut d'exploitation était de 1,58 milliard de francs (241 millions d'euros) l'an dernier, contre une perte de 630 millions de francs (96 millions d'euros) en 1999. 2000 a été pour Universal Pictures une seconde année exceptionnelle. Le studio a sorti cinq films : *Le Professeur foldingue*, *Les Klumps*, *Bring It On*, *The Watcher*, *Mes beaux-parents et moi* et *Le Grinch*, qui ont tous successivement occupé la première place du box-office américain. Son catalogue comprend notamment *E.T.*, *Jurassic Park* ou *Les Dents de la mer*.

La maturité nouvelle des jeunes réalisateurs japonais

La « nouvelle vague » nipponne prend cette année des allures de raz de marée : menés par Shohei Imamura, figure de proue d'une autre nouvelle vague, celle des années 1960, et doublement palmé, neuf cinéastes japonais, toutes sections confondues, présents à Cannes. Porte-drapeau de ce cinéma de bouts de ficelle qui a émergé dans les années 1990, ils ont été formés à l'école de la débrouille, celle du film de genre et du « V Cinéma » (films destinés au marché de la vidéo). La cuvée 2001 de ce « jeune » cinéma nippon, dont les chefs de file ont désormais plus de quarante ans, est placée sous le signe de la maturité : celle des moyens, des styles et même des histoires, rompant avec ce côté amateur, fourre-tout et autiste de la décennie précédente.

C'est *Eureka*, de Shinji Aoyama, qui, l'an dernier et à Cannes même, avait brillamment annoncé cette rupture, plaçant la barre très haut pour ses confrères, leur indiquant le chemin d'un cinéma beaucoup plus sûr de lui-même. Preuve que ce n'était pas un accident, Aoyama revient cette année, toujours en compétition, avec *Desert Moon*. Il y côtoie un réalisateur du documentaire, Hirokazu Kore-Eda, dont *Maboroshi* et *After Life* avaient démontré les ressources de mettre en scène.

La « nouvelle vague » nipponne a longtemps fait feu de tout bois : Kiyoshi Kurosawa a enchaîné jusqu'à quatre tournages par an, déclinant à satiété ces histoires de gangsters dont était censé raffoler le public des vidéo-clubs des années 1990. Dans *Kairo* (Un certain regard), il s'y livre avec plus de moyens qu'il n'en a jamais eu – tout en se pliant au genre cette fois imposé, mais en toute connaissance de cause, par ses commanditaires : le « *yurei eiga* » (films de fantômes), version fin de siècle, très en vogue depuis le succès du film *Ring*, de Hideo Nakata. Kurosawa met en scène de vrais fantômes, qui parlent avec des voix



« *Desert Moon* », de Shinji Aoyama.

d'outre-tombe et se déhanchent sur des vocalises, tout en se payant un voyage philosophique jusqu'aux rebords d'une planète dont les habitants se sont littéralement dissous d'angoisse de vivre.

Sur les traces de Kiyoshi Kurosawa, celles d'une cinéphilie pathologique qui pousse à faire du cinéma dans le cinéma, à sertir dans les codes d'un genre une histoire qui appartient à un autre, s'est aguerri un Shinji Aoyama, aventurier des supports et des traitements (16 mm, 35 mm, vidéo...) avant de découvrir sa voie dans *Eureka*. Comme Aoyama, le tout dernier venu de la « nouvelle vague », Kunitoshi Manda, qui signe avec *Unloved* (Semaine de la critique) un premier film, a été assistant de Kiyoshi Kurosawa.

Plus constant dans ses choix et son style, Nobuhiro Suwa a, lui, la vocation intimiste, celle d'un cinéaste voveur et chasseur, qui guette jusqu'au petit matin les moments de vérités d'acteurs plongés dans les limbes de l'improvisation. Pour l'occasion, il entreprend avec *H Story* (Un certain regard) de revisiter le tournage d'un remake fictif d'*Hiroshima mon amour*, aventure cinéphilique s'il en est. Si *MOther*, son deuxième film, était également présent à Can-

nes l'an dernier, *H-Story* montre un autre degré de maîtrise. Comme Aoyama et Manda, Suwa est produit par Takenori Sentoh, le jeune producteur de Suncent Cinemaworks dont le flair et l'obstination sont pour beaucoup dans la renaissance du cinéma nippon au début des années 1990.

Autre observateur des tressaillements de l'âme, Ryosuke Hashiguchi signe, avec *Hush* (Quinzaine des réalisateurs), un troisième film très authentique sur la jeunesse japonaise. Ce peintre des amours homosexuelles (*Petite Fièvre de vingt ans et Grains de sable*) quitte l'univers des premiers émois pour suivre, comme dans ces deux précédents films, un trio, mais cette fois de trentenaires, un couple de deux garçons et une fille qui veut qu'on lui fasse un enfant.

Mamoru Oshii, dont *Avalon* est en sélection officielle hors compétition, vient, lui, d'une autre école et d'une autre religion, non moins influente : celle du dessin animé. A quarante-neuf ans, Oshii est un *otaku* autoproclamé, amoureux du virtuel qui tâtonne sans cesse à la frontière qui le sépare du réel – ce monde dont il aime à dire qu'il n'est peut-être que « le rêve d'un papillon ». Réalisateur culte de *Ghost in The Shell* (dessin animé qui a servi d'inspiration à *Matrix*), il réalise, avec *Avalon*, son cinquième film de fiction, et le premier, dit-il, qui le satisfait pleinement : parce qu'il a disposé pour la première fois des moyens qu'il souhaitait, et parce qu'il a pu se livrer, sur ordinateur, à des retouches subtiles de la réalité filmée, au point de se croire sur un dessin animé. *Avalon*, dont Ash, l'héroïne aux cheveux de cendres, est un hommage direct à Andrzej Wajda, est un acte de liberté : le pari réussi d'un réalisateur de dessin animé japonais qui a voulu tourner dans la Pologne austère qui le fait rêver.

Brice Pedroletti
(Correspondance, Tokyo)

Le triomphe des orphelins argentins

Voilà vingt-trois ans que les généraux argentins ont quitté le pouvoir. De ce que le pays a vécu sous le régime militaire et depuis, le cinéma n'avait donné que des nouvelles fragmentaires, à travers des films un peu académiques comme *L'Histoire officielle*, présenté à Cannes en 1985. Depuis quatre ans, ces signaux sporadiques ont laissé la place à un flux continu de films réalisés par de très jeunes cinéastes, qui ont en commun la modestie des moyens mis à leur disposition et le souci de saisir la réalité quotidienne de leur pays.

Pablo Trapero a réalisé *Mundo Grua*, récemment sorti à Paris. Il est aussi le producteur de *La Libertad* de Lisandro Alonso, présenté à Cannes dans la sélection Un certain regard. Sa préoccupation première, lorsqu'il a réalisé *Mundo Grua*, fut « d'incorporer tout l'environnement à la fiction ». Suivant les mésaventures d'un chômeur quinquagénaire, Pablo Trapero a réalisé son film pendant les week-ends et l'été austral. Ce bricolage énergique sert de méthode à de nombreux jeunes cinéastes argentins. Tout comme la manière dont Pablo Trapero dessine en creux les tourments qu'a connus l'Argentine pendant le dernier quart de siècle. Musicien de rock pendant les années 1960, le personnage principal de *Mundo Grua* émerge au tournant du siècle

comme brisé par une histoire dont rien d'autre n'est montré que les conséquences dévastatrices sur le tissu social.

C'est un peu le propos politique de Lucrecia Martel, la réalisatrice de *La Cienaga*, présentée à Berlin, magnifique tragédie familiale, située et tournée loin de Buenos Aires, au pied des Andes, à la frontière avec la Bolivie. Trop intime pour être emblématique d'une génération, *La Cienaga* procède néanmoins « d'une cicatrice laissée par la terreur et la peur qui ont imprégné mon enfance », déclare Lucrecia Martel. Elevée en province dans une famille divisée entre démocrates et pro-militaires, elle rejette le cinéma militant, mais estime que « la complicité morale de la classe moyenne » avec les militaires n'a jamais été jugée et expiée. « Le cinéma me permet de m'impliquer dans la vie, c'est mon activité politique », dit-elle.

Fin 1999, on recensait déjà 22 films réalisés par la nouvelle génération, auxquels il faut d'ores et déjà ajouter *La Cienaga*, *La Libertad* ou *Bolivia*, l'autre film argentin présenté à Cannes (par la Semaine de la critique), second long métrage d'Israel Adrian Caetano, réalisateur en 1997 de *Pizza, birra, faso* (Pizza, bière, joint), l'un des tout premiers longs métrages du jeune cinéma argentin à connaître une diffusion

internationale. Cet épanouissement a correspondu au gouvernement Menem, auteur d'une loi sur le cinéma inspirée du système français, mais qui, selon le critique argentin Alejandro Recagno, « avait géré l'aide à la production selon des critères claniques ». Les jeunes cinéastes ont grandi sous la junte, et sont venus au cinéma sous Menem. « Ils ont rejeté le cinéma argentin de cette époque. Ils ne se reconnaissent pas dans leurs parents, ils sont orphelins », explique Recagno.

Cette floraison de nouveaux talents a pour origine les écoles de cinéma, qui ont fleuri en Argentine, à Buenos Aires bien sûr, qui en compte deux, mais aussi à Rosario. On estime à 7 000 le nombre d'étudiants en cinéma, et les écoles ont pris l'habitude de sortir en salles des compilations de courts métrages réalisés par leurs élèves, comme *Sale époque*, récemment présenté à Paris. Ce bouillonnement commence à recueillir quelques fruits commerciaux. *Mundo Grua* a été vu par 100 000 spectateurs. Dans les multiplexes, une salle est généralement consacrée aux productions nationales, et la part de marché du cinéma argentin a atteint, l'an passé, 20 %, un résultat qu'il faut naturellement attribuer pour l'essentiel aux productions commerciales.

T. S.

Un cinéma bosniaque né de la guerre

C'était la nuit, en août 1995, à Locarno, en Suisse. Des jeunes gens, le visage perdu dans l'obscurité, parlaient sans fin sur la terrasse de la maison du directeur du Festival qui alors battait son plein. Mais on ne parlait pas du Festival, on parlait de cinéma pourtant. Les jeunes gens – Miro, Izetta, Srdjan – racontaient la guerre, la mort, la folie du siège de leur ville d'où ils s'étaient échappés par le fameux tunnel souterrain, par lequel ils s'apprétaient à y retourner. Et ils parlaient de la possibilité d'y organiser, en plein conflit, un festival international de cinéma.

C'était en février 1996, les accords de Dayton venaient tout juste d'être signés. Dans la ville en ruine, Ademir Kenovic tournait *Le Cercle*, entouré de jeunes gens qui voulaient être cinéastes avant que les Serbes ne mettent la région à feu et à sang, qui n'avaient jamais cessé de vouloir l'être sous les bombes et les balles des snipers, et avaient filmé la guerre de Sarajevo en même temps qu'ils l'avait faite. Le long du fleuve, le Centre Obala organisait comme il pouvait expositions, concerts et projections ; près de la place du Marché, le Centre André-Malraux, animé par Francis

Bueb, continuait son immense travail de mise en circulation d'œuvres, d'artistes, d'idées. Ayant remis son uniforme et ses responsabilités militaires, le colonel Assaf faisait renaître de ses cendres la revue *Sineast*. La Bosnie est née de la guerre, son cinéma aussi.

Et c'est de la guerre que parle le premier long métrage bosniaque jamais sélectionné à Cannes, *No Man's Land*. Il est signé de Danis Tanovic, qui avait commencé à filmer des documentaires durant le siège – dont *Portraits d'artistes pendant la guerre* (1994) – et qui a été responsable des archives filmées de l'Armija. Situé entre les lignes serbes et bosniaques, son film existe grâce à la participation de nombreuses énergies internationales : en 1999, Noe Production, la société de Frédérique Dumas, Marc Baschet et Cedimir Kolar, acquiert les droits du scénario. Peu après, Marco Müller, le directeur du Festival de Locarno, devenu responsable du cinéma à Fabrica, la fondation de Benetton, et la productrice et réalisatrice belge Marion Hansel se rencontrent au Festival de Sao Paulo où ils sont tous deux membres du jury. Ils décident de s'associer au projet.

Simon Perry, alors responsable de l'organe public (aujourd'hui disparu) de financement du cinéma en Grande-Bretagne, British Screen, favorise l'intervention de soutiens européens et l'entrée en piste de partenaires anglais, Cat Villiers et Judy Counihan (la plupart de ces intervenants avaient déjà participé au premier film macédonien, *Before The Rain*, de Milcho Manchevski, Lion d'or à Venise en 1994). A ce dispositif se joignent un partenaire slovène et le bouquet satellite français TPS.

Un autre film bosniaque, le court métrage *Première expérience de la mort*, d'Aida Begic, est également sélectionné à Cannes. Lui aussi existe grâce à la solidarité européenne, et notamment à l'intervention décisive de Fabrica. On doit également à cette fondation la réalisation d'un documentaire dressant le portrait des jeunes réalisateurs de Sarajevo, génération montante depuis les tréfonds du siège, dont les premiers longs métrages ont rendez-vous avec les festivaliers du monde dans les mois à venir. Ce document sera diffusé sur la chaîne interne du Festival de Cannes.

J.-M. F.

Difficile parcours des films d'Asie centrale

Avec trois films en provenance d'Asie centrale – un kirghize (*Le Singe* d'Aktan Abdykalykov) et un kazakh (*La Route* de Darejan Omirbaev) à un certain regard, ainsi qu'un court métrage kazakh (*Antromantika* de Nariman Tourebaev) à la Cinéfondation –, cette région du sud de l'ex-Union soviétique affirme une présence forte, alors que durant les huit dernières années, seul un long métrage kazakh avait trouvé sa place à Cannes (*Tueur à gages* de Darejan Omirbaev, 1998). Cette présence confirme l'hommage aux films de cette région rendu en mars par le Festival du réel à Paris, avant celui que prépare pour novembre le Festival des 3 Continents à Nantes.

Néanmoins, une telle constatation doit être nuancée : en effet, les deux longs métrages retenus sont tous deux coproduits par la France. De fait, il est presque impossible pour un film en provenance de ces nouvelles républiques de se voir sélectionner dans un festival international, le manque de moyens financiers et techniques l'empêchant d'atteindre les standards requis.

Au Kazakhstan qui, depuis les années soviétiques jusqu'à aujourd'hui, a été la cinématographie centre-asiatique la plus prolifique, le président Noursoultan Nazarbaev a fait voter, il y a un an, une loi pour faire à nouveau financer les industries cinématographique et audiovisuelle par l'Etat. La production

remonte peu à peu et quatre ou cinq films nationaux sortent désormais sur les écrans kazakhs chaque année.

Cette cinématographie, dont les nouveaux noms se sont illustrés dans différents festivals (comme Serik Aprymov à Locarno avec *Terminus*, à Tokyo et à Rotterdam avec *Trois frères*, Satybaldy Narymbetov à Angers avec *Biographie d'un jeune accordéoniste*, Ermeck Chinarbe à Locarno avec *Ma vie sur le bicombe...*) a pris son essor au début des années 1990, et ne semble pas s'essouffler. Omirbaev a confié le rôle principal de *La Route* au metteur en scène tadjik Jamshed Usmanov (présent à Angers en 1999 avec *Le Vol de l'abeille* et résident de la Cinéfondation en 2001) ainsi qu'un second rôle à Serik Aprymov. Assistant d'Omirbaev sur *La Route*, Nariman Tourebaev présente à la Cinéfondation son travail de diplôme obtenu à l'Académie des arts du Kazakhstan et semble en bonne voie pour prendre le relais de ses aînés.

Au Kirghizstan, depuis l'indépendance en 1991 et malgré la petite quinzaine de films (courts métrages compris) produits en dix ans, seul Aktan Abdykalykov, grâce à son *Fils adoptif* (Léopard d'argent à Locarno en 1998), a réussi à percer sur le marché international. Deux autres Kirghizes, Ernest Abdyjaparov (*Les Moines*, primé à Angers en 1998), et Nourbek Egen (*Sanjyra* présenté à

Berlin en 2001) pourraient rapidement venir l'épauler. Encore moins connues sont les cinématographies turkmènes et tadjikes, jadis prolifiques. Hormis le très international *Luna Papa* (8 pays en coproduction) du Tadjik Bakhtiar Khoudoinazarov (qui avait reçu le Lion d'argent à Venise en 1993 pour *Kosh Ba Kosh*), le plus confidentiel *Vol de l'abeille* et le très intime *Yandym* des Turkmènes Baï ram Abdoullaev et Lora Stepanskaïa (présent au Forum de Berlin en 1996), aucun film de ces républiques n'a attiré l'attention depuis dix ans.

L'Etat ouzbek affirme soutenir chaque année depuis 1996 six longs-métrages et quarante documentaires, mais on serait en peine de citer un seul réalisateur ouzbek depuis dix ans, hormis le très intéressant Youssouf Rozikov (*L'Orateur*, présenté à Berlin en 2000) et le sexagénaire Ali Khamraev dont l'improbable *Bo-Ba-Bu* n'a marqué l'esprit que de son interprète principale, Arielle Dombasle. On peut ajouter à ces deux noms celui de Roustam Khamdamov – dont l'extravagant Anna Karamazoff présenté en compétition à Cannes en 1991 avait déclenché la fureur de son actrice principale, Jeanne Moreau –, mais seules ses origines sont ouzbèkes (il tourne actuellement son deuxième film au Kazakhstan dans le plus grand secret).

Joël Chapron

MAI 2001 N° 557
CAHIERS CINEMA
www.cahiersducinema.com
Cannes 2001
L'ÉVÈNEMENT MORETTI
CORPORA LE RETOUR
HISTOIRE(S) DE GODARD
LA MONDIALISATION
VUE PAR 50 ARTISTES
Jeanne Balibar est à Cannes dans « *Va savoir* » de Jacques Rivette
M 1293 557 35,00 F

NUMÉRO DE MAI EN VENTE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Un film sans acteurs, une congrégation de cinéastes indépendants qu'on ne peut découvrir que sur ordinateur, un pays de cent vingt millions d'habitants qui se dote d'une industrie du cinéma sans salles ni pellicule : en Californie, sur la toile ou au Nigeria, le cinéma sort de ses frontières. Il en sort par le haut, grâce à une débâche d'argent et de technologies nouvelles, qui permettent à l'animation digitale de faire chaque année des progrès prodigieux, comme on le découvrira à Cannes avec la projection de *Shrek*, d'Andrew Adamson et Vicky Jensen. Le cinéma arrive même à survivre à sa propre mort, comme au Nigeria, où des artisans, des commerçants et des artistes ont produit en 2000, 650 fictions longues, diffusées sur cassettes vidéo, dans un pays où toutes les salles ont fermé. Enfin, avec l'arrivée de la vidéo digitale, la production spontanée et informelle va croiser le chemin du cinéma indépendant occidental qui emploie cette même technique. Il en sort par le Net, qui offre aux jeunes cinéastes – essentiellement d'animation – un accès au public que leur refusent les exploitants de salles et les chaînes de télévision. AtomShockwave, le plus important des sites consacrés à la création de fictions en images animées, est aujourd'hui un élément déterminant pour la survie d'un certain cinéma indépendant

L'homme sorti d'une machine

Situé au sud de San Francisco, Palo Alto est le centre névralgique américain des nouvelles technologies et de l'informatique. Cette ville n'a rien de séduisant. Faite d'immeubles en verre fumé alignés les uns à côté des autres, c'est le dernier endroit où l'on s'attendrait à trouver un studio de cinéma. C'est pourtant là que s'est installé, à deux pas d'une entreprise de biotechnologies, Pacific Data Images (PDI), l'un des fers de lance de la production d'images de synthèse, que les Américains désignent sous le terme de Computer Generated Imagery (CGI). Une technologie encore balbutiante qui permettra dans un avenir proche de réaliser n'importe quel film de cinéma à partir de l'écran de son ordinateur.

La présentation de « *Shrek* » en compétition à Cannes place l'animation par ordinateur au premier plan. Dans les bureaux de PDI, le studio qui réalise le film, on élabore les fondements d'un nouvel art qui permet de reconstituer la figure humaine sur l'écran d'un ordinateur

Fondé au début des années 1980, PDI s'était allié à DreamWorks en 1995 au moment de la fondation du studio par Steven Spielberg, David Geffen et Jeffrey Katzenberg. Ce dernier, parti de chez Disney dont il avait relancé le studio de dessins animés, voulait bâtir un secteur animation capable de concurrencer son ancien employeur. Il y est parvenu en bataillant simultanément sur les fronts de l'animation traditionnelle, par ordinateur, et en volume (grâce à un accord passé avec la société anglaise Aardman et qui allait donner *Chicken Run*).

De l'accord avec PDI est sorti *Fourmiz*, le premier grand succès de DreamWorks. La compagnie de Steven Spielberg a racheté PDI en 2000 et l'a rebaptisé PDI/DreamWorks. PDI travaille depuis trois ans sur son deuxième long métrage, *Shrek*, conte fantastique adapté d'une histoire de l'écrivain pour enfants William Steig. *Shrek* raconte l'histoire d'un ogre végétarien accompagné d'un âne bavard, lancé à la recherche de la princesse Fiona à la suggestion du maléfique Lord Farquaad. L'ogre bénéficie de la voix de Mike Myers, l'âne de celle d'Edie Murphy, et la princesse du timbre de Cameron Diaz.

SAVANTS COSINUS

Autrefois raillée par ses voisins de la Californie du Sud qui souriaient devant toute tentative de produire des films hors du cercle hollywoodien, la Californie du Nord scelle désormais l'alliance entre le cinéma et les nouvelles technologies. Ses perspectives semblent illimitées, à l'inverse de son concurrent hollywoodien, menacé par une grève des scénaristes et des acteurs, et confronté aux cachets astronomiques des stars – un problème que ne rencontrera jamais l'animation par ordinateur. Même le krach des valeurs de la nouvelle économie a rempli d'aise les employés de PDI, tout heureux de voir de nombreuses start-up fermer, ce qui pourrait leur permettre d'envisager une baisse des loyers à Palo Alto, la ville la plus chère des Etats-Unis.

Au nord de Palo Alto, à San Francisco, Pixar, le grand concurrent de PDI, vient d'installer ses nouveaux bureaux. La compagnie fondée par Steve Jobs, le président d'Apple, est sans doute la plus belle réussite de ces vingt dernières années en matière de production cinématographique. Pixar a produit, en collaboration avec Disney, *Toy Story 1* et *2* ainsi que *Mille et une pattes*, tous trois réalisés par John Lasseter. Le



L'ogre végétarien et l'âne bavard de « *Shrek* », réalisé par PDI.

dynamisme de cette compagnie, sa valeur sans cesse à la hausse en Bourse, le talent créatif de John Lasseter l'ont peu à peu émancipée de Disney, réduit à un rôle de simple distributeur.

La construction prochaine à San Francisco du Letterman Digital Center, un centre consacré au numérique dirigé par George Lucas, devrait renforcer encore davantage la position stratégique de la Californie du Nord dans la recherche et la production d'images par ordinateur.

Cette région obéit à des règles particulières. C'est un monde où les employés lèvent le pied plusieurs heures par jour à cause de la grève des compagnies d'électricité. Une partie de la réalisation de *Shrek* a dû être sous-traitée en catastrophe à Glendale, dans la banlieue de Los Angeles, où se situent les studios d'animation de DreamWorks. Palo Alto est aussi une ville qui ignore le chômage et anticipe avec angoisse la pénurie de main-d'œuvre. « La croissance de l'animation par ordinateur est exponentielle, explique Aron Warner, président de PDI. Grâce au cinéma, à la publicité, de plus en plus friante d'images de synthèse, et aux jeux vidéo, ce secteur d'activité va rapidement avoir du mal à trouver des programmeurs. Nous venons d'ailleurs de fabriquer le spot pour *L'Oréal* où apparaît *Virginie Ledoyen*. Plusieurs signes ne trompent pas : le prix de nos machines comme celui du logiciel commencent à baisser. De plus en plus d'écoles proposent des cours d'animation par ordinateur. C'était impensable il y a dix ans. »

La découverte d'un studio d'images de synthèse fait un peu penser à un studio de cinéma dans les années 1920, moment où la perspective du parlant, de la couleur, de nouveaux objectifs photographiques modifiait en permanence la manière de raconter des histoires. « Je peux vous dire où nous en serons dans dix-huit mois, affirme Jeffrey Katzenberg, mais il est impossible de se projeter plus loin. L'animation par ordinateur évolue si vite que, quoi que nous fassions, la personne qui viendra après nous dépassera. » La vision de plusieurs minutes de *Toy Story 2*, juste avant la découverte de *Shrek*, se révèle de ce point de vue sidérante.

Les deux années qui séparent la réalisation des deux films pourraient aussi bien être vingt tant les prouesses techniques accomplies par *Shrek* sur le plan de l'animation des visages, du mouvement des corps et tout simplement du réalisme sont étonnantes. « Je ne vois pas de différence entre l'animation par ordinateur et le cinéma en prises de vues réelles, estime Andrew Adamson, coréalisateur, avec Victoria Jensen, de *Shrek*. Le but est justement que le spectateur oublie qu'il voit un film d'animation. J'ai les mêmes problèmes de lumière et de choix d'angle de caméra. Si le public se rend compte que nous insérons des mouvements de caméra inutiles, nous le perdons. Les voix des acteurs ont d'ailleurs influencé la physiologie des personnages. Ainsi, avec Mike Myers, il était préférable de faire un *Shrek* moins gros. Nous ne simulons pas des films, nous en réalisons. »

Il y a 200 animateurs à PDI, venus d'une dizaine de pays. On

peut les regarder comme des abeilles dans une ruche tant les différents espaces de l'immeuble se ressemblent. Mais il vaut mieux les voir comme des savants Cosinus contraints à l'innovation. Paradoxalement, il n'est pas nécessaire d'être informaticien de formation pour devenir « *visual artist* ». Un des animateurs de *Shrek* a été recruté pour son doctorat sur les fluides. Il a passé des mois sur une scène du film où les personnages marchent dans la boue, devenant ainsi le concepteur du premier « simulateur de boue »... Son voisin s'est isolé à la bibliothèque de l'université de Stanford pour se documenter sur les recherches optiques dans le domaine de la peau humaine. « Nous avons créé les personnages en bâtissant d'abord un squelette, puis en rajoutant les muscles. Il était indispensable de respecter rigoureusement les règles de l'anatomie. Notre idée est que le cerveau humain, même s'il méconnaît notre travail, le percevra néanmoins et les personnages gagneront en réalisme. »

Dans l'entrée de l'immeuble de PDI sont exposées plusieurs figurines inspirées de films récents. Il y a toute la gamme des jouets inspirés de *Chicken Run* et, plus discrète, une figurine de *Terminator*. Le film de James Cameron décrit un futur où un homme pourrait être conçu à partir d'une machine. A PDI, on s'est déjà attelé à ce futur.

S. Bd
(envoyé spécial
à Palo Alto, Californie)

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES 2001
EN COMPETITION

STEFANO CASSETTI / ISILD LE BESCO / PATRICK DEL'ISOLA

ROBERTO SUCCO

UN FILM DE
CEDRIC KAHN

Interdit 12 ans

www.daphn.fr

Sortie Nationale 16 Mai

PREMIERE
Libération
PARIS PREMIERE
France info

Le cinéma nigérian sans salle ni pellicule

Tous les matins que font Dieu, Allah et les divinités du panthéon yoruba, une douzaine de fonctionnaires nigériens baissent les stores d'un petit bureau aménagé dans un baraquement au pied de l'immense building qui abritait le secrétariat fédéral avant le transfert de la capitale du Nigeria de Lagos à Abuja. Là, quatre ou cinq heures durant, ces hommes et ces femmes, qui en boubou haussa, qui en agbada yoruba, visionnent des cassettes vidéo sur un vieux poste de télévision. Ce sont les membres de la commission de censure régionale de Lagos – la métropole du Sud nigérian – employés à plein temps à regarder des *home video*, des fictions réalisées au Nigeria, diffusées sur cassettes vidéo, qui ont pris la place à la fois du cinéma et de la télévision dans le plus peuplé des pays d'Afrique – 120 millions d'habitants.

Et si les censeurs travaillent à plein temps, c'est que la *home video* est devenue une industrie à part entière. En 2000, le Nigeria a produit 650 fictions longues, venues de tout le pays, du Sud-Ouest yoruba (186 titres), du Sud-Est igbo (230 cassettes, tournées en anglais ou en pidgin, l'anglais créolisé) et du Nord hausa-fulani musulman (192 titres). Comme aiment à le faire remarquer les Nigériens, leur pays est le seul en Afrique, et l'un des rares au monde, avec les Etats-Unis et l'Inde, à ne consommer que des images produites sur leur sol.

Dans cette marée d'images, on trouve de tout : des comédies sentimentales et des films d'horreur, des polars et des récits historiques. Dans le milieu de la *home video* cohabitent intellectuels et marchands, stars millionnaires et employés payés moins d'un dollar par jour, dont les énergies combinées font tourner un système dont la rentabilité économique contraste vivement avec la débâcle de la production des images sur le reste du continent africain. Produites pour 2 millions de nairas (20 000 euros), les fictions sont vendues entre 250 et 300 nairas (de 2,5 à 3 euros), les plus gros succès peuvent se vendre à 50 000 exemplaires.

La légende veut qu'en 1991 un cargo soit arrivé dans le port de Lagos chargé de cassettes vidéo vierges. A l'époque, la télévision ne diffusait que de la propagande gouvernemen-

Le Nigeria est le seul pays d'Afrique, et l'un des rares au monde, à ne produire que des « home video », fictions réalisées sur place

tale, il n'y avait rien à enregistrer. Les salles de cinéma avaient presque toutes fermé, faute de films abordables (le naira, la monnaie nationale, était en chute libre face au dollar) et de spectateurs assez courageux pour braver l'insécurité nocturne qui régnait dans les villes nigérianes. Cette obligation de consommer les images à domicile a consacré l'appellation *home video*.

M^r BEAN

L'importateur se souvient alors qu'au Ghana voisin la production de fictions diffusées sur cassettes vidéo générait de gros profits et fit tourner une histoire en yoruba, avec une caméra VHS. Vraie ou fausse, cette genèse reflète bien l'un des aspects fondamentaux de la *home video* : c'est une réponse spontanée et informelle à une situation de crise. Elle est au cinéma ce que les pharmacies à même le sol, ces étals des marchés africains qui offrent amphétamines, antibiotiques et contraceptifs, sont à la médecine traditionnelle.

Cette expansion vertigineuse de la production a commencé en pays yoruba. Dans les années 1960, cette communauté avait été l'un des principaux moteurs de l'expansion du cinéma nigérian qui connut une fortune réelle avec la production de dizaines de titres commerciaux. Ce dynamisme était en partie l'héritage d'une tradition de théâtre forain plusieurs fois séculaire. Les *home video* yorubas – comédies, drames, films d'horreur ou récits historiques – font toutes intervenir la magie, exprimée à l'aide d'effets spéciaux rudimentaires.

Gbenga Adewusi est un excellent représentant de cette *home video* populaire, spontanée et bricolée. Tous les dimanches matins, il achète une heure d'antenne à la station de



Atime Othjman Maimata (debout, au centre), actrice principale d'une « home video », tournée à Kano, au Nigeria, en novembre 2000.

télévision de l'Etat de Lagos afin de faire la promotion de ses nouveaux titres. Ce jour-là, il reçoit Baba Suwe, un grand et gros quinquagénaire, comédien si populaire dans la communauté yoruba que les réalisateurs sont obligés par les producteurs de réécrire leurs scénarios afin d'y inclure une scène avec Baba Suwe. « *Baba Suwe est une espèce de M^r Bean nigérian*, explique Steve Ayorinde, journaliste au *Comet*, quotidien de Lagos. *Il fait dix films par semaine et prend 50 000 nairas (500 euros, ce qui en fait une vedette plus économique que Rowan Atkinson) par film.* » A l'antenne, en direct, Baba Suwe et Adewusi prennent les appels des spectateurs et tentent de les convaincre d'acheter leur nouvelle cassette. Comédien, réalisateur, Gbenga Adewusi est

avant tout un marketer. A Lagos, ces distributeurs sont tous établis dans le quartier d'Idumota, au cœur du gigantesque marché central. A Onitsha, en pays igbo, on les trouve au 51, Iweka Road.

Parce que les banques se tiennent à l'écart de la *home video*, les marketers sont les seuls financiers du secteur. Quincailliers ou marchands d'huile de palme à l'origine, la qualité artistique ne leur importe guère. « *Nous tournons en sept jours, la post-production dure neuf jours* », explique Afolabi Ogungobi, directeur de la production et de la photo, qui tourne plusieurs vidéos par mois. Il explique comment les producteurs, qui se voient confier de l'argent par les marketers, tentent souvent de réaliser un profit dès le départ en détournant à leur avantage une par-

tie du budget. Comment s'étonner alors que l'usage de la vidéo digitale, plus coûteuse, soit si lente à supplanter le Betamax, aujourd'hui utilisé à la place du VHS ?

Tous ces handicaps sont issus des structures de l'économie informelle, telle qu'elle s'est développée au long de l'interminable crise postcoloniale qui convulse l'Afrique depuis quarante ans. Mais le Nigeria est à la fois un des pays les plus pauvres de la planète et une grande puissance intellectuelle. Parmi les artisans de la *home video*, beaucoup aspirent à un statut d'artiste à part entière. Kingsley Ogoro, jeune producteur igbo, a remporté un immense succès avec *The Battle of Love*, qui avait pour toile de fond la guerre civile du Biafra, tournée avec une caméra digitale. Tunde Kelani, l'un des rares réalisateurs à

s'être préoccupé du destin international de ses films, qui ont été présentés à Londres et à New York, a mis au point une stratégie de marketing : « *Je fais tourner un projecteur vidéo dans les universités du pays. Les gens paient pour aller le voir, et lors de sa sortie il est déjà amorti.* »

Dans cette élite de la *home video*, tous rêvent de la pellicule celluloïd comme d'un paradis perdu. Et tous voient dans les techniques digitales la fin de leur isolement international. Ils pourront désormais être présents dans les festivals internationaux et montrer au monde, comme le dit un jeune réalisateur-acteur, « *que nous sommes des magiciens, car nous créons à partir de rien.* »

Thomas Sotinel
(envoyé spécial à Lagos)

La vidéo et la charia

Dans le nord musulman du Nigeria, l'explosion de la *home video* a été plus lente que dans le reste du pays. Moins développée, la région est également la seule où subsiste un circuit de salles de cinéma, exclusivement consacré à la projection de films musicaux indiens, au grand dam des imams locaux, qui n'aiment pas « *voir des garçons et des filles chanter et danser ensemble.* »

La *home video* hausa est apparue dans les dernières années du régime militaire, dont les dirigeants étaient issus de la région. Et son épanouissement a coïncidé avec le mouvement en faveur de l'établissement de la charia qui a accompagné le retour des civils au pouvoir. Or les deux phénomènes sont contradictoires. Comme l'explique Abdulkareem Mohamed, producteur hausa, « *l'un des thèmes récurrents est celui de l'épouse qui veut contrôler son mari. L'empêcher de prendre une deuxième femme. Pour cela, elle a recours au sorcier.* » Dans le nord du Nigeria, on utilise une exquise litote coloniale pour désigner ce dernier personnage, appelé *herbalist*. Cette mise en scène de la persistance des coutumes magiques dans une société qui se veut exclusivement musulmane ne plaît guère aux autorités religieuses. Or l'Etat de Kano vient à son tour d'adopter la charia, à l'initiative de politiciens locaux,

de dirigeants militaires, de religieux et de féodaux (à la tête desquels l'émir de Kano) qui gouvernent la région depuis des temps immémoriaux.

En deux ans, Kano, l'une des métropoles du Nord nigérian (plus d'un million d'habitants) était devenue un grand centre de production. Là, les cassettes étaient produites pour des budgets encore plus dérisoires que ceux des écoles yoruba ou igbo, et vendues encore moins cher. Tous les films sont réalisés en VHS, par des « réalisateurs » qui ont au mieux l'expérience de la couverture vidéo des mariages, baptêmes et obsèques qui rythment la vie hausa. Leur qualité technique est très souvent affligeante.

CENSURE ISLAMIQUE

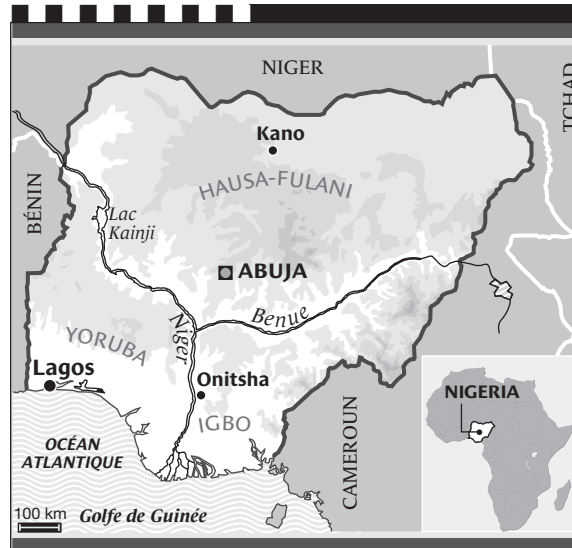
Les commissions de censure régionales ont d'ailleurs recensé les défauts de fabrication des cassettes qui leur sont soumises. Le catalogue – du téléphone qu'on décroche sans qu'il ait sonné au bruit du générateur qui couvre les dialogues – est assez amusant. Plus en tout cas que le visionnage des moins réussies des cassettes.

Mais, comme leurs homologues du Sud, elles abordaient frontalement tous les maux qui convulsent cette société de pauvres gouvernés par une petite élite à la richesse insolente. La condition de la femme, la corruption

généralisée, les pesanteurs de l'islam faisaient le pain quotidien des scénaristes. Dans les villes, les plus fortunés regardent ces cassettes chez eux. Dans les villages, pas toujours électrifiés, elles sont vues collectivement, dans une case équipée d'un générateur.

Pour contrôler cette circulation d'images, les initiateurs de la charia ont décidé d'instituer une commission de censure islamique. « *Elle exercera son contrôle sur les scripts*, explique Abdulkareem Mohamed. *Pas la peine de laisser de pauvres gens gaspiller de l'argent à tourner des films qui seront censurés.* » Car notre producteur est un chaud partisan de la censure islamique. D'abord parce que les professionnels de la *home video* ont obtenu des places à la commission, contrairement à ce qui se passe au niveau fédéral, ensuite parce qu'il espère « *professionnaliser* » un milieu qu'il décrit comme dominé par des marchands analphabètes, originaires du Niger voisin. Mais, pour l'instant, le seul résultat de l'instauration de la censure a été de chasser les producteurs de la ville et de l'Etat de Kano. Ils sont descendus un peu plus au sud, vers Abuja et Jos, comblant ainsi involontairement le fossé qui sépare les communautés au Nigeria.

T. S.



■ SAWOROIDE

Cette parabole sur les malheurs du Nigeria raconte l'avènement d'un roi corrompu dans une petite ville yoruba. Méprisant les traditions, le souverain vend ses terres à des compagnies forestières avant d'être renversé par des militaires tout aussi corrompus qui seront punis par la magie. Tunde Kelani, le réalisateur de *Saworoide*, est sans doute, de tous les créateurs de la *home video*, celui qui peut le plus légitimement prétendre au titre de cinéaste. Mais cette cassette, passionnante sur le fond, reste extrêmement bavarde, et les acteurs multiplient les effets appuyés, conformément à la tradition du théâtre yoruba. *Produit et réalisé par Tunde Kilani. 1 h 45, en yoruba sous-titré anglais.*

■ DAN ADAM

Ce film n'a été retenu que parce qu'il est sous-titré en anglais et colle de très près à la réalité sociale du nord du Nigeria. Une jeune femme est emprisonnée pour s'être promené sans voile en compagnie d'un garçon. Un riche homme d'affaires s'intéresse au jeune couple. Il tente de séduire la jeune femme et lui enlève son fiancé pour le donner en mariage à sa fille. La délaissée fait appel à un sorcier pour se venger, multipliant envoûtements et empoisonnements. On sera également fasciné par l'incompétence technique du cameraman incapable de tenir un cadre, ou par ces interminables plans surexposés d'une Mercedes blanche circulant sous le soleil de Kano, dont la vision requiert le port de lunettes de soleil. *Produit par Abdulkareem Mohamed. 1 h 40, en haoussa.*

■ THE BATTLE OF LOVE

En 1966, juste avant la guerre du Biafra, un officier igbo stationné dans le nord du Nigeria épouse une jeune Haoussa. Après le début des hostilités, il doit traverser le pays à pied pour échapper aux pogroms anti-igbo et rejoindre la république sécessionniste. Il est poursuivi par un officier nordiste, ancien soupirant de sa femme. Lors de sa sortie, *The Battle of Love* a remporté un immense succès qui s'explique à la fois par sa manière très directe d'aborder le plus grand trauma de l'histoire du Nigeria (même si la censure gouvernementale, qui fait du respect de l'unité nationale l'un de ses principaux critères, a obtenu des modifications), par son respect des formes mélodramatiques et par une qualité technique nettement au-dessus de la moyenne. *Produit par Kingsley Ogoro, réalisé par Ruke Amata. 1 h 30, en anglais.* Le site www.naijamovies.com propose une sélection de *home videos* nigérianes.

La longue et laborieuse marche d'Internet vers la fiction

L'état des lieux des sites consacrés à l'e-tainment, le terme qui désigne la production de contenus spécifiquement destinés à Internet, est simple à effectuer. Il y a un an, on pouvait parler d'une alternative possible à Hollywood. Il n'y a plus aujourd'hui qu'un champ de ruines. La chute libre des valeurs technologiques a précédé la fermeture soudaine de sites dédiés à la production et à la diffusion de contenus. Pop.com, financé par Steven Spielberg et Jeffrey Katzenberg, les deux patrons de DreamWorks, Icebox.com, The Digital Entertainment Network ont fait partie des faillites spectaculaires de l'e-tainment. La production de contenus sur Internet, avec la promesse d'un nouveau médium susceptible de concurrencer le cinéma et la télévision, semble davantage une vue de l'esprit qu'une réalité. « Il n'y a pas d'argent à gagner sur Internet », affirmait récemment Jeffrey Katzenberg. Les problèmes techniques, qui rendaient difficile la tâche de l'internaute, contraint d'attendre pendant de longues minutes le téléchargement d'un court-métrage, ne sont toujours pas résolus. Et l'arrivée du haut débit, annoncée pour 2004, paraît de plus en plus hypothétique.

Une marque échappe pourtant à ce marasme : AtomShockwave, née en décembre 2000 de la fusion des sites Atom.com et Shockwave.com. Ces deux sites se distinguaient déjà par une production pointue, l'une des plus intéressantes sur le réseau. Fondée en 1998 par le Finlandais Mika Salmi, devenu aujourd'hui président de la nouvelle entité AtomShockwave, Atom possède un catalogue de 1 500 courts. Il bénéficie d'un accord de distribution exclusif pour les courts-métrages produits par les studios Aardman, les créateurs de Wallace et Gromit et de Chicken Run.

CULTURE HOLLYWOODIENNE

Angry Kid, le premier court d'Aardman diffusé sur Atom est devenu l'un des premiers grands succès sur le Net. « Nous partageons les revenus avec Aardman sans payer d'avance astronomique », affirme Michael Comish, président d'AtomShockwave à l'international, ce qui lui a permis d'alléger sa trésorerie, et de ne pas gaspiller trop rapidement l'argent de ses investisseurs.

En outre, Atom bénéficie de la présence du réalisateur Spike Jonze (Dans la peau de John Malkovich) dans son comité directeur. La compagnie a également signé un accord avec LucasFilms, qui encourage des jeunes cinéastes à soumettre des courts-métrages inspirés de Starwars. Le plus célèbre d'entre eux, un court-métrage d'animation intitulé Starwars Gangsta Rap, met en scène des personnages de la saga invités à interpréter leur morceau de rap favori. Atom a également produit The Periwig-Maker, un bijou de quatorze minutes situé en Angleterre au XVII^e siècle durant une épidémie de peste et qui, après Aardman, indique de nouvelles voies possibles pour l'animation en volume. Sa tonalité à la fois dramatique et comique lui a valu cette année une nomination aux Oscars.

À la différence d'Atom, Shockwave avait davantage dirigé sa stratégie vers le jeu vidéo. Il bénéficie également d'accords avec Trey Parker et Matt Stone, les créateurs de South Park, et avec Tim Burton dont la série Stainboy, inspirée de son livre de contes La Triste Fin du petit Enfant Huitre (publié en France chez 10/18), reste l'une des plus brillantes créations visibles sur Internet. La nouvelle entité AtomShockwave revendique aujourd'hui 10 millions de visiteurs par mois, un chiffre qui devrait, selon ses propres prévisions, grimper à 13 millions d'ici la fin de l'année.

La complémentarité entre Atom et Shockwave s'exprime dans leurs catalogues, l'un étant axé sur les jeux vidéo, l'autre sur les courts-métrages d'animation. Cette complémentarité est aussi géographique. Shockwave possède une culture plus hollywoodienne, avec un bureau au Japon, alors qu'Atom, longtemps installée à Seattle, est aussi beaucoup mieux implantée en Europe. « L'industrie du cinéma aux Etats-Unis est dominée par les studios, estime Michael Comish, ce qui est moins le cas en Europe qui est devenue notre terrain d'élection. Les spectateurs européens sont davantage habitués au cinéma indépendant. Il y avait également un potentiel important en Europe pour revendre nos

La plupart des sites dédiés à la production de contenus ont fait faillite. AtomShockwave a résisté et représente presque à lui seul l'avenir de la fiction sur Internet

courts-métrages à d'autres partenaires. » A la différence de ses concurrents, AtomShockwave s'est efforcé de bâtir un réseau de distribution online et offline, ce qui signifie que la compagnie ne s'est jamais uniquement appuyée sur Internet pour assurer sa rentabilité. Elle vend ses programmes à plus d'une centaine de chaînes de télévision dont Arte, HBO, Canal+, BSKyB, The Cartoon Network, et Channel 4, à des compagnies aériennes comme Air Canada, KLM, Cathay, ainsi qu'à des opérateurs comme RealNetworks ou Warner Brothers Online. « Nous travaillons même avec Ford, Volkswagen et Swatch, des marques qui s'intéressent à nos artistes pour renouveler leur image », ajoute Michael Comish.

Les dirigeants d'AtomShockwave conçoivent la production de contenus sur le modèle du B2B (Business



to Business), c'est-à-dire un commerce dont les clients sont d'autres entreprises. La plupart des concurrents d'AtomShockwave avaient uniquement joué la carte du client à qui l'on demanderait un jour de payer pour voir des contenus sur Internet. L'analyste financier Robert Hertzberg, de l'institut Jupiter MMXI, estimait récemment qu'en raison des problèmes de connexion sur Internet l'avenir pour les sites de conte-

nus se situait dans le B2B. AtomShockwave a également déployé des efforts considérables pour serrer au maximum ses frais de fonctionnement. « Nous avons contrôlé nos coûts, estime Mika Salmi. C'est une des raisons pour lesquelles je me suis au départ installé à Seattle et non à Los Angeles. Je ne voulais pas me calmer sur Hollywood et m'égarer en chemin pour dépenser des fortunes en marketing. »

Plus que jamais, les enjeux financiers de la production de contenus en ligne écrasent les questions esthétiques. Le projet de programmes spécifiquement adaptés à Internet demeure nébuleux et se compose souvent de vœux pieux qui invoquent le mot magique d'interactivité. « Je crois que la forme courte est la mieux adaptée à Internet, se risque Michael Comish. Il y a plus de demandes pour les courts qu'il n'y a d'offres.



« Angry Kid », « The Periwig-Maker » et « To be continued », trois des productions-phare d'AtomShockwave.

Vous pouvez décider de prendre une pause de cinq minutes pour regarder un film. C'est impossible avec la télévision, mais parfaitement envisageable sur Internet. C'est un médium qui vous permet de regarder ce que vous voulez quand vous voulez. Les gens sont de plus en plus occupés, et ils ont besoin de voir des choses plus courtes. Notre désir est de combiner l'interactivité du jeu vidéo avec la grammaire du film »

AtomShockwave espère réaliser des bénéfices dès l'année prochaine, ce qui serait un exploit pour une compagnie aussi jeune. Cette prévision rend sceptiques bien des analystes devenus prudents devant l'arrivée sans cesse retardée du haut débit.

En attendant, AtomShockwave sera présent au Festival de Cannes, pour y rencontrer des clients, faire signer de nouveaux talents, pour y côtoyer aussi une industrie cinématographique qu'Internet est encore loin de concurrencer.

S. Bd

Le cinéma sur le Web doit franchir une série d'obstacles

La toile d'Internet deviendra-t-elle bientôt un nouvel écran de cinéma ? L'état actuel des techniques de transmission de données sur le réseau permettent d'en douter. Pour se faire une idée du potentiel d'Internet dans ce domaine, inutile d'espérer se servir d'un accès par modem, le système le plus utilisé par les internautes pour connecter leur ordinateur à la Toile. Limité à 56 kilobits par seconde (Kbps), le débit de données acheminé par cet appareil est très inférieur à celui que réclame la réception en continu du son et des 25 images par seconde d'un film. Pour mesurer l'écart qui sépare cet outil du système qui offre aujourd'hui la meilleure qualité de cinéma à la maison, le DVD doté de son multicanal, il suffit d'observer que ce dernier transmet jusqu'à près de 10 mégabits par seconde (Mbps) pour le seul transfert de la vidéo entre le lecteur et l'écran, soit près de 180 fois plus qu'un modem.

Personne, dans ces conditions, ne peut espérer accéder à des contenus cinématographiques. Tout au plus certaines courtes séquences de présentation de films peuvent être téléchargées par les cinéphiles les plus patients. En revanche, le développement de l'accès à haut débit

Ni la connexion par téléphone ni l'accès par le câble ne permettent encore de visionner des films sur le Web

par le câble ou par les lignes téléphoniques (ADSL) ouvre de nouvelles perspectives. Malheureusement, les promesses de ces techniques ne sont pas encore tenues.

Ainsi, le câble, qui affiche un débit potentiel de 30 Mbps en réception, ne fournit en réalité que 1 à 2 Mbps, selon Noos, l'un des cablo-opérateurs français. Ce faisant, le câble ne dépasse guère les performances de l'ADSL, dont les résultats varient fortement en fonction de l'état des lignes téléphoniques et de la distance avec le central téléphonique. Annoncé avec un débit maximal de 6 Mbps, il n'est délimité qu'entre 0,5 et 1 Mbps. De telles vitesses de transmission ne dépassent pas la qualité d'une cassette VHS en affichage plein écran.

Par ailleurs, certains opérateurs de service Internet à haut débit limitent la quantité de données téléchargeables comprise dans leur offre d'abonnement au câble (3 gigaoctets pour l'abonnement NC Numericable à 299 F (45,60 €) par mois). D'où une nouvelle contrainte pour l'accès aux contenus fortement consommateurs d'octets que sont les films.

L'obtention d'un débit suffisant n'est pas le seul obstacle à l'utilisation d'Internet comme média de cinéma. En effet, le principe même de la Toile, fondé sur le partage des ressources, ne garantit pas un flux régulier de données entre le serveur et l'internaute. Ainsi, les performances du système sont-elles largement liées à l'encombrement du réseau ainsi qu'au nombre de connectés accédant simultanément à la même machine. Tout se passe comme si la qualité du film projeté sur l'écran se dégradait en fonction du nombre de spectateurs présents dans la salle...

Pour pallier ce problème, les opérateurs testent le principe du multicasting. Dans ce cas, ce n'est plus l'internaute qui impose sa requête, mais le serveur qui diffuse un programme accessible par tous les connectés. Cette technique n'est autre que celle

qu'utilisent... les chaînes de télévision. Le spectateur n'est plus maître ni de l'heure de diffusion ni du contenu.

Quel intérêt Internet conserve-t-il alors ? Sans doute, à terme, celui de pouvoir accéder à des banques de films peu diffusés sur les chaînes. Mais la multiplication de ces dernières risque de réduire l'attrait d'une telle liberté sur la Toile. D'autant que la location de DVD se développe rapidement et que la télévision numérique est encore loin d'exploiter toutes ses possibilités, en particulier en matière d'interactivité et de guide de programme.

Enfin, les systèmes d'enregistrement personnel, tels que les magnétoscopes à disques durs, pourraient satisfaire nombre de cinéphiles en facilitant le stockage des films diffusés par les chaînes télévisées. Autant de concurrents que les promoteurs du cinéma sur Internet doivent s'attendre à combattre. Pour y parvenir, ils devront exploiter au mieux les points forts de la Toile (liberté de choix, interactivité, richesse des banques de films, informations multimédia associées...). A moins qu'ils ne soient conduits à admettre qu'Internet n'est décidément pas le média idéal pour la diffusion du cinéma.

Michel Alberganti

■ ATOMSHOCKWAVE

AtomFilms a été créé, en 1998, par Mika Salmi, un ancien cadre de RealNetworks, avec une mise de base de 5,51 millions de francs (840 375 euros). Depuis leur fusion, les sites www.atomshockwave.com et www.shockwave.com sont visités par plus de dix millions de visiteurs par mois. Sur les mille cinq cents films proposés, 90 % sont regardés chaque mois, et 75 % tous les jours. Le principal défi posé à la nouvelle structure AtomShockwave sera de faire face à la concurrence annoncée d'AOL Time Warner, Vivendi Universal et Viacom, qui travaillent à l'heure actuelle à des sites de contenus dont le lancement reste à annoncer. Ces compagnies disposent d'arguments autrement plus imposants qu'AtomShockwave. Le destin d'AtomShockwave pourrait alors se dessiner sous la forme d'un rachat, à l'image de MTV qui avait bouleversé la télévision dans les années 1980 avec une chaîne qui diffusait presque exclusivement des clips musicaux. Ce succès ne l'a pas empêché d'être racheté par Viacom.

Les créateurs d'images animées nippons jouent avec le réel

A lors que le Japon a vu son industrie cinématographique s'écrouler en quelques décennies, le dessin animé et le jeu vidéo y traversent un âge d'or insolent. La plus ancienne « major » nipponne, la Nikkatsu, est aux mains du fabricant de jeux Namco. Sony, propriétaire de la major hollywoodienne Columbia, est le numéro un mondial de la console. Le recours de plus en plus répandu aux images de synthèse dans le dessin animé japonais, longtemps très artisanal, et les prouesses graphiques des machines de jeux rendent soudain ces modes d'expression génétiquement plus proches du cinéma. Certes, le produit dérivé est déjà une constante de ces industries.

Au Japon, nombre de jeux s'accompagnent d'un dessin animé (*Pokémon*) et réciproquement. Tandis qu'une vague de films de science-fiction, à Hollywood et ailleurs, met en scène des personnages de jeu vidéo (dont *Tomb Raider*) dans des productions où les images de synthèse ont un rôle prédominant. Mais il y a entre opportunisme commercial et œuvre de récréation toute une palette des possibles.

ACTEURS VIRTUELS

De plus en plus nombreux à s'aventurer sur les passerelles qui mènent d'un média à l'autre, les créateurs nippons ne manquent pas de panache dans les expériences qu'ils tentent en la matière. Hironobu Sakaguchi, le « père » du jeu de rôle *Final Fantasy*, vient d'achever l'un des films les plus ambitieux de l'histoire du cinéma japonais.

Final Fantasy: les créatures de l'esprit est l'expérience la plus aboutie à ce jour – du moins dans un format de long métrage – de reproduction en images de synthèse de personnages réels. Créé entre Hollywood et le Japon (à Hawaï), le film met en scène des acteurs virtuels que le réalisateur n'a pas pu s'empêcher de vouloir américains. Il sort cet été aux Etats-Unis et le 15 août en France, distribué par Columbia.

Mamoru Oshii, grand réalisateur de dessins animés, a, lui, tenté dans *Avalon*, présenté en sélection officielle à Cannes, l'expérience en quelque sorte inverse,

Le cinéma japonais tend de plus en plus à reproduire et à mettre en scène, dans les longs métrages, des acteurs réels en images de synthèse

avec non moins de parti pris esthétique et culturel. Ce film de fiction se déroule en Pologne (et en polonais), mais ses images, tournées avec des acteurs bien réels, ont été méticuleusement retravaillées à l'ordinateur. L'histoire est celle d'un jeu vidéo clandestin auquel on joue pour de l'argent, avec le risque d'y laisser ses neurones. C'est Bandai Visual, un producteur de dessins animés d'auteurs nippons, qui l'a financé.

Les jeux vidéo à la *Final Fantasy* sont des œuvres mutantes, qui brassent sans complexe les références historiques, cinématographiques ou mythologiques. C'est qu'il en faut du « matériel » pour tenir en haleine le joueur pendant les 100 heures que dure désormais son parcours à travers les épreuves que lui réserve le scénario. Entre la première version de *Final Fantasy*, lancée en 1987, soit l'âge de pierre du jeu vidéo, et la dixième, qui sort en juillet au Japon, il y a tout un monde – et près de 30 millions d'unités vendues.

Final Fantasy fonctionne désormais avec une économie digne d'une production hollywoodienne, avec ses scénaristes, ses directeurs artistiques, ses responsables du « casting » (la création des personnages) et ses maîtres d'armes (les concepteurs des « systèmes de combat »). L'intrigue s'est dotée d'une complexité que personne n'aurait soupçonnée du temps où les « combats », qui formaient la principale attraction des jeux, reposaient avant tout sur le génie de l'informaticien. C'est parce qu'il sent poindre ce « cinéma interactif » auquel ressemblent de plus en plus ses productions de jeu vidéo, que Hironobu Sakaguchi a relevé le défi de mettre en scène des acteurs virtuels : « Notre œil est habitué aux formes humaines, donc il ne pardonne pas. Comme je n'aurais jamais pu diriger des acteurs hollywoodiens, je réalise ainsi une sorte de rêve ! » remarque-t-il.

LIMITES ETHNOCULTURELLES

Mamoru Oshii, dont le dessin animé *Ghost in the Shell* a la dimension d'un film culte, a choisi de mettre la main à la fiction. Hormis certaines scènes de combat dans lesquelles les images de synthèse sont visibles, le travail d'épuration des images auquel il s'est livré est très discret. « Grâce aux images de synthèse, on peut créer des films qui correspondent exactement à la vision du réalisateur. Quand on fait de l'animation, on doit créer ex nihilo ce dont on a besoin. Dans un film, on dispose d'une quantité gigantesque de données visuelles dont il faut retirer ce que l'on ne veut pas », explique-t-il. *Avalon* est aussi un hommage au cinéma polonais des années 1960, passion de Mamoru Oshii. « Rien ne m'oblige, dit-il, à tourner au Japon avec des acteurs japonais ! En tant que réalisateur d'animation, j'ai l'habitude de créer des personnages qui n'existent pas, dans des lieux imaginaires. »

Le Japon pouvait déjà se targuer d'avoir, grâce aux dessins animés et aux jeux vidéo, une culture de masse exportable. En se jouant des limites ethnoculturelles, ses créateurs de l'ère numérique lui promettent un bel avenir.

B. P.

(Correspondance, Tokyo)



« Final Fantasy », créé par Hironobu Sakaguchi, fonctionne comme une production hollywoodienne.

OENOBIOL[®]
SOLAIRE

bronzer à l'ombre

OENOBIOL[®]
SOLAIRE
INTENSIF HYDRATANT
Complexe oxydant

NUTRITION ET BEAUTÉ
www.oenbiol.com

LA VIDÉO

AVANT LES SALLES

Le cinéma japonais affronte un marché redevenu lucratif mais dont les principaux ressorts sont aux mains d'opérateurs américains. C'est pourquoi les grands groupes japonais concentrent leurs efforts sur les marchés secondaires. Le marché de la vidéo est deux fois plus important que celui des salles, et il est surtout beaucoup plus favorable aux produits nationaux. Les réseaux de distribution vidéo sont peu contraignants (pas d'équipement à moderniser en permanence) et ils couvrent de façon exhaustive l'ensemble du pays. La maigre toile des salles de cinéma se limite aux centres-villes (salles traditionnelles) et « centres de vie » (multiplexes), tandis que le dense réseau des loueurs s'étend jusqu'au plus petit village et propose en permanence des produits adaptés aux consommateurs locaux. Cela se traduit par près de 700 millions d'actes de consommation par an : un boom qu'accentue encore le succès considérable du DVD dans le pays. (D'après la banque de données Mediasie)

Cannes et les « Cahiers du cinéma »



Cannes 1968. Des cinéastes contestataires, emmenés par Jean-Luc Godard et François Truffaut, appellent à l'interruption définitive du Festival. *Jean-Paul Fargier*

prélude. Car Jean-Luc Godard et François Truffaut, au nom des Etats généraux du cinéma qui se sont réunis la veille à Paris, nous font part de la motion qui y fut votée demandant « à tous les réalisateurs, producteurs, distributeurs, acteurs, journalistes, membres du jury présents à Cannes, de s'opposer, en collaboration avec leur homologues étrangers et par les moyens qui leur sont propres, à la continuation du festival afin de montrer leur solidarité avec les travailleurs et les étudiants en grève ».

Michel Delahaye

1969

Ils marquèrent de leur sceau le Festival de Cannes, tout comme ils conditionnent le Festival de Berlin depuis quelques années. Sexe surtout, drogue également. Tout le monde séchait la compétition pour aller voir les films porno qui passaient derrière. Ce n'est plus le Festival de Cannes, c'est le Congrès de Cannes.

Il serait souhaitable que toutes les censures s'abaissent et que l'on en finisse au plus vite, que le fait de voir faire l'amour sur l'écran, de la façon la plus concrète et la plus précise, ne soit plus un attrait, vu sa permanence, pour le spectateur. (...)

Autre limite du film d'amour : tout problème de censure écarté, le cinéma, par son essence visuelle monoplane et distante, est moins apte que la littérature à exprimer l'union des sexes, s'il est plus apte à exprimer l'union des corps. Réussirait-il à exprimer l'union des sexes (ce qui n'est pas encore résolu) qu'il perdrait vraisemblablement l'union des corps. C'est que le chef-opérateur a infiniment moins de positions à sa disposition que les acteurs. (...)

Puisque le succès des films dépend de plus en plus de ce problème, c'est le premier devoir de notre Commission supérieure technique de le résoudre d'ici le prochain Congrès de Cannes.

Luc Moullet

1978

Aurais-je autant aimé *La Femme gauchère* de Peter Handke si je ne l'avais vu le jour où je suis arrivé à Cannes, donc au maxi de ma disponibilité ? J'ai peur que non — même s'il me paraît impossible de passer totalement à côté d'un tel film. Car ce Festival est une effroyable machine qui effrite l'attention, défraîchit le regard, frelate l'émotion, avarie le plaisir et détache le jugement (qui, en tout état de cause, chez celui qui en fait profession, est déjà et ne peut être qu'une forme de délire). Jamais en si peu de temps, dans un espace aussi réduit, je n'ai

entendu, et moi-même tenu, autant de jugements catégoriques. Avant toute considération sur des films vus là-bas, c'est cela qu'il faut dire : que Cannes est un lieu monstrueux et fascinant, fascinant parce que monstrueux, où se concentrent, s'accroissent et s'amplifient toutes les avanies qui font et défont la vie des films.

Accumulation insensée des œuvres, succession sans trêve : comme un clou chasse l'autre, les films s'effacent, s'annulent, s'entraient mutuellement, ils fulgurent un instant et s'évanouissent, à moins qu'ils ne peinent à briller par manque de tapage. D'où cette inflation de l'enthousiasme ou du mépris, c'est selon les tempéraments. D'où cette consommation, véritablement étourdie, de maîtrise en dépit de tout (bon ou mauvais) sens, hors de toute prise en compte du sujet. Réaction d'auto-défense ? Peut-être, car comment compatir à tant de bonnes causes, souscrire à tant de visions du monde, s'investir dans tant de problématiques, sympathiser avec tant de bonheurs ou de malheurs sans avoir une girouette à la place du cœur ?

C'est par contre la meilleure loge sur le cinéma. Sur la mixture cinématographique. Effet de centrifugeuse : toute distance s'abolit entre sens des affaires et affaires du sens. La moindre parole, qu'elle le veuille ou non, participe de la pub. La critique moins que jamais est un métalangage. Elle produit, à vue, de la plus ou de la moins-value. Effet de mappemonde : Cannes n'est ni le boulevard des films ni l'avenue royale du cinéma, c'est un monde de ruelles où l'on change de fuseaux horaires en traversant une chaussée.

1983

En prenant possession de son nouveau palais, le Festival jouait cette année gros jeu. Les démentagements sont souvent l'occasion d'une remise en ordre des affaires, d'un re-départ, ou du moins d'une transformation du « look ». C'est peu de dire que tout le monde n'a pas bien vécu ce changement, tellement le Nouveau Palais s'est avéré peu adéquat pour accueillir une manifestation spécifiquement cinématographique. Conçu pour héberger toutes sortes de congrès ou foires commerciales, rien dans son architecture intérieure ou extérieure ne renvoie peu ou prou à l'idée de cinéma.

Ontologiquement laid, blindé comme pour tourner le dos à la mer, cette « maison de la culture » conçue par des services technico-commerciaux était censée proposer aux quinze mille festivaliers quatre ou cinq salles de projection ultramodernes, dans lesquelles les films tout frais sortis des laboratoires auraient reçu là leur plus beau baptême. Il y eut des baptêmes qui tournèrent au massacre, ce qui ne contribua que peu à alléger l'atmosphère désagréable des premiers jours.

On a dit et redit tout ce qui n'allait pas dans ce lieu, avec lequel il faudra néanmoins que nous nous accommodions. Tout cela n'est pas grave et l'on peut être sûr que des améliorations rendront l'ensemble plus supportable l'an prochain. Ce qui est triste, en revanche, c'est que rien dans ce paguot laid n'est synonyme de convivialité. Le Festival de Cannes a perdu cette année de son aura parce que l'architecture qui l'abrite est pour le moins froide, milite contre



Cannes 1987. Maurice Pialat répond, par un poing levé, aux huées de la salle qui conteste sa Palme d'or pour « *Sous le soleil de Satan* ». *DUCLOS-PELLETIER/GAMMA*

l'idée même de rencontre imprévue et que tout est fait pour que les films ne soient qu'objet de consommation. Le culte viendra plus tard, ou d'ailleurs ! Plus vraisemblablement, il faudra nous en passer.

Serge Toubiana

1987

La nullité teigneuse qui a marqué ce 40^e Festival de Cannes, fête ratée s'il en fut, prouve à l'évidence qu'un point de non-retour a été atteint. Trop « grosse tête » pour un corps affaibli, le Festival qui, après 1968, avait déjà dû tout phagocyter pour survivre, s'est emballé, a dérapé et, cette année, a basculé. En surmédiatisant le Festival, une télévision affolée (et dont Desgrupes trouvait récemment les mœurs « dégoûtantes ») n'a fait qu'aggraver les choses.

Nuls festivalier qui, du Martinez au bunker en passant par le Blue Bar n'ait déploré (même pour la forme) que le cinéma ne serve plus que de lointain prétexte à autre chose, à une guerre mystérieuse de tous contre tous où chacun, sorti de son rôle et de ses gonds, se surprend à donner des coups (de cœur, de pub, de gueule) dans une fade mêlée ressentimentale. Otage et danseuse de la télévision, le cinéma remporte chaque année à Cannes des victoires à rendre Pyrrhus jaloux. (...)

Géant médiatique, Cannes réussit encore à se faire le cinéma des grands affrontements esthétiques d'hier et de ses batailles d'Hernani. Mais lorsque le public pingouin de la soirée du palmarès siffle Pialat, on ne fera croire à personne que ces sifflets sont de même nature que ceux qui accueillirent *L'Avventura* en 1960. Ce public-là (le plus nul du monde) est, lui aussi, l'otage

d'un simulacre rétro opposant le cinéma « difficile » et intraitable des artistes au goût « normal » et bien-pensant des pharisiens. Il se dévoue pour jouer le rôle dans une pièce qui n'a lieu qu'à Cannes pour les caméras de la télé, pièce où Pialat connaît son rôle et les critiques le leur (soutenir l'artiste, par principe).

Serge Daney

1997

...Les fêtes cannoises sont de formidables lieux d'émission de signes et de jeux de regards, qu'on peut observer en spectateur ou auxquels on peut participer activement, selon son goût. Il est d'ailleurs relativement facile de pénétrer dans ces fêtes (il suffit juste d'être un peu malin si on ne fait pas partie des premiers cercles d'invités), car la mondanité cannoise est assez permissive, presque démocratique, beaucoup plus en tout cas que les projections de film dont l'entrée est réglementée selon une hiérarchie très stricte.

Cette mondanité ne recèle d'ailleurs que peu d'enjeux de pouvoir, elle est purement gratuite, ne vaut que pour elle-même, à une exception près, à l'intérieur de cette forteresse qu'on appelle la boîte Canal +, située près du Gray d'Albion. Là, pas question d'entrer à l'estomac... Les vigiles sont intraitables et ne laissent pas n'importe qui approcher des sphères du pouvoir. Pénétrer à l'intérieur de la boîte Canal + signifie faire partie des initiés qui font et défont l'industrie audiovisuelle. C'est définitivement ailleurs, sur les plages ou dans les villas, qu'ont lieu les beaux instants de cinéma en direct : les apparitions échevelées de Béatrice Dalle, les déambulations de Youssef Cha-

hine en smoking blanc, Maggie Cheung dansant sur du disco, la présence ludique du couple Tim Burton-Lisa Marie, ou l'élégante chanteuse de raï du film de Dominique Cabrera faisant danser les fêtards d'une villa de l'Avenue de Vallauris jusqu'au bout de la nuit. Autant de vrais moments de mise en scène, que seul Cannes peut faire surgir avec une telle intensité dans une ambiance de stricte frivolité.

Thierry Jousse

2001

L'an passé, les coulisses du Festival de Cannes avaient connu un léger accroc. Le passage de témoin entre Gilles Jacob, qui devait remplacer Pierre Viot à la présidence, et Olivier Barrot, nommé délégué général, était resté en plan. Cette année, lors de la conférence de presse du festival, Gilles Jacob s'est félicité de la nouvelle redistribution des rôles au sein de l'équipe dirigeante, entouré de Véronique Cayla, directrice générale, et de Thierry Frémaux, directeur artistique.

Gilles Jacob, avant d'être délégué général puis président du Festival de Cannes, a longtemps été critique de cinéma. Mieux, il a fondé et animé *Raccords*, une revue de cinéma (février 1950-février 1952). Au moment où elle connaissait des difficultés financières, les *Cahiers* ont publié (n°10, mars 1952) un texte de Gilles Jacob où il disait ceci : « *Raccords a cessé d'exister. J'aime que ce soit André Bazin et Jacques Doniol-Valcroze, plus nos amis que nos confrères, qui nous donnent leurs colonnes pour cet « Adieu au lecteur ». Chacun connaît plus ou moins Raccords, qui fut pendant plus d'un an le seul trait d'union de la regrettable Revue du cinéma (dont le dernier numéro est paru en automne 1949) aux brillants Cahiers du cinéma, ici présents. (...) Remercions André Bazin et les Cahiers du cinéma de leur amical appui. Souhaitons-leur un vent favorable. »*

Gilles Jacob s'est donc souvenu que le vent nous a été favorable, qu'il soit venu de l'ouest (Hollywood), du nord (Dreyer-Bergman), de l'est (Eisenstein), de l'extrême-est (Mizoguchi) et du sud (de Marcel Pagnol à Souleymane Cissé). Les *Cahiers*, à un moment donné de leur histoire, ont accueilli Gilles Jacob dans leurs pages (il publiera dans le n°12 une longue étude sur le cinéma de John Huston) et lui, à son tour, soucieux des règles de l'hospitalité, reçoit les *Cahiers* dans l'enceinte du Festival de Cannes. Beau raccord, à près de cinquante ans d'intervalle, qui témoigne avec élégance de ces liens affectifs toujours vivants que la revue a tissés et continue d'engendrer.

Charles Tesson

Journée particulière pour un jubilé

Au jubilé des *Cahiers du cinéma*, qui devait être dignement célébré par le Festival de Cannes 2001, s'ajoutait depuis quelques mois une rumeur qui, par les hasards de la production, permettait d'y espérer la présence des membres, au presque grand complet, de la nouvelle vague, avec Jean-Luc Godard, Jacques Rivette, Eric Rohmer et Jacques Rozier.

Il y avait là, à l'évidence, une forte carte symbolique à jouer, quelque chose comme un vibrant hommage au jubilaire, qui n'a pas eu, en dernier ressort, la faveur des responsables du Festival.

Il faut sans doute y voir le souci de préserver la farouche réputation d'indépendance d'une manifestation qui n'en représente pas moins, aujourd'hui, la plus importante ligne de défense mondiale d'un concept inventé par les *Cahiers du cinéma* : la politique des auteurs. Il faudra néanmoins se contenter, avec l'éviction des films d'Eric Rohmer et de Jacques Rozier, d'une moitié de la nouvelle vague, ainsi que d'une célébration d'anniversaire qui rendra, le jeudi 17 mai, aux *Cahiers* ce qui leur appartient, sans dévotion ni démesure.

Des trois événements qui la composent — une soirée officielle, une exposition conçue par

Antoine de Baecque, un film réalisé par Edgardo Cozarinsky —, c'est ce dernier qui suscite a priori le plus de curiosité. Projeté le 17 mai dans le cadre du Festival et diffusé le même jour sur Canal+ (à 22 h 20), signé d'un auteur à l'œuvre érudite et passionnante (*La Guerre d'un seul homme*, 1982, *Citizen Langlois*, 1994, *Le Violon de Rothschild*, 1996...), *Le Cinéma des Cahiers* tente de relever la délicate gageure d'évoquer, en 75 minutes, cinquante ans d'histoire des *Cahiers*.

Constitué de nombreux entretiens avec les rédacteurs qui ont influencé la ligne éditoriale de la revue et de divers matériaux d'ar-

chives (fiction et documentaire), le film s'attache essentiellement à restituer les grandes étapes historiques qui ont marqué son évolution, l'empreinte qu'elle a laissée sur ceux qui l'ont faite et aimée, sans rien masquer des tiraillements ni des coups de force, théoriques et pratiques, qui lui ont permis de se renouveler incessamment, au risque de la trahison et du reniement.

Point de vue interne, métaphore familiale et passion cinéphilique constituent le principal carburant de cette évocation, révélant ses vertus comme ses limites.

Jacques Mandelbaum

Cinquante bougies pour une revue de référence

En 1951, naît la revue « Cahiers du cinéma », berceau de plusieurs générations de cinéastes et arme intellectuelle sans cesse réaffutée. Un demi-siècle d'une histoire unique, portée par une passion cinéophile pimentée de polémiques

Née d'une passion cinéophile pour ce qu'il n'était pas alors évident d'appeler un art, les Cahiers du cinéma ont vécu au centre des débats qui ont secoué la pensée en France depuis l'après-guerre. L'époque est alors marquée par une effervescence sans équivalent : les productions américaines, invisibles pendant quatre ans, déferlent sur les écrans ; le néoréalisme italien dit la possibilité d'un bouleversement majeur des habitudes ; de nouveaux cinéastes français, prometteurs, sont apparus pendant l'Occupation.



Numéro 126, décembre 1961.

L'Ecran français et La Revue du cinéma créée par Jean-Georges Auriol témoignent déjà d'une curiosité et d'une volonté de parler des films dans des termes différents de ceux des journaux corporatistes et des magazines consacrés à la vie des vedettes. La Cinémathèque française, sous l'impulsion d'Henri Langlois, fait redécouvrir les grands cinéastes du muet et ne désemplit pas ; les associations et les ciné-



Avril 1951, premier numéro.

clubs se multiplient, poussés aussi par les espoirs d'une époque qui cherche à populariser la culture.

Jacques Doniol-Valcroze, André Bazin et Lo Duca créent, en 1951, les Cahiers du cinéma. Très vite, ses rédacteurs entendent imposer le cinéma comme partie de la « grande culture », tout en respectant ses singularités, loin des disciplines académiques. Les Cahiers seront donc une arme intellectuelle dont l'autorité va essentiellement s'affirmer dans la recherche d'un statut pour cet art qu'il s'agit de définir comme un moyen d'expression autonome. André Bazin établit au cours des années fondatrices le socle théorique auquel se référeront principalement les Cahiers du cinéma. Le réalisme « ontologique » de l'image photographique permet, à partir de l'enregistrement du visible, de construire une « épiphanie du réel ». Ultérieurement réunis dans *Qu'est-ce que le cinéma ?* (Ed. du Cerf), ses textes sur la profondeur de champ notamment chez Orson Welles et William Wyler, sur les limites du montage, sur les enjeux du cinéma animalier, sur les rapports entre théâtre et cinéma, tracent les contours d'une conception du réalisme cinématographique qui va culminer dans la primauté accordée désormais à l'idée de mise en scène.

De jeunes cinéophiles qui ont nom Jacques Rivette, Jean-Luc Godard,

cer par ceux qui, se réclamant du sur-réalisme, se retrouveront dans ce qui sera la revue rivale des Cahiers, *Positif*, dont l'opposition sera autant affaire de goûts (chacun ses cinéastes) que d'idéologie.

La participation de Truffaut puis de Jean Douchet, autre critique de la revue au périodique *Arts*, dirigée par Jacques Laurent, proche de la droite littéraire des Hussards, alimentera ces polémiques. Sous la plume polémiste du jeune François Truffaut, les Cahiers, dans un article demeuré célèbre, s'en prendront, en janvier 1954, au cinéma français de qualité, à ses mots d'auteurs, ses adaptations littéraires, son univers noir dépourvu d'illusions, sa fausseté fondamentale. Cet acte de combat, qui sera aussi une manière d'exalter les cinéastes « qui comptent » (Renoir, Bresson, Tati, Cocteau, Gance, Becker, Ophuls, Leen-

allaient transformer la production à partir de la fin des années 1950. Pourtant, lorsque la nouvelle vague éclôt sur les écrans, la revue reste attachée à la défense d'un classicisme des formes que les nouveaux réalisateurs malmènent. Ambivalence et gêne des Cahiers d'alors devant les productions de ceux qui sont pourtant sortis de ses rangs. Pousant la logique du réalisme bazinien dans ses extrêmes conséquences, Eric Rohmer, rédacteur en chef, a accueilli des journalistes issus d'une des sectes cinéphiliques qui battent le pavé parisien. Les MacMahoniens (du nom du MacMahon, la salle de cinéma qui accueille leurs films de prédilection) exaltent, souvent avec talent, le cinéma américain et son idéologie, faisant l'éloge de l'action pure effectuée par les corps glorieux et forcément beaux, soutenus par une mise en scène invisible.



Numéro 150.

hardt) met le doigt sur les scléroses du cinéma national et montre le désir de changer les règles.

Jusqu'à la fin des années 1950, les Cahiers continueront à exalter leurs metteurs en scène de chevet, tout en élargissant le spectre de leurs enthousiasmes – au nom de la politique des auteurs – à la défense des cinéastes hollywoodiens parfois décriés ailleurs, comme Samuel Fuller. Mais l'événement majeur, l'apport formidable des Cahiers à la vie artistique est bien sûr d'avoir produit une génération de cinéastes qui

La revue frôle alors une dérive que certains des rédacteurs, Jacques Rivette en tête, vont enrayer. Au terme d'un putsch qui voit le futur auteur de *La Bande des quatre* prendre le pouvoir, les Cahiers s'engagent dans le soutien inconditionnel à la modernité cinématographique, découvrent Buñuel, adoptent Antonioni. C'est une sorte d'adieu à la cinéphilie classique qui se joue alors, même si les grands cinéastes vieillissants d'Hollywood (Ford, Hawks, Walsh) font l'objet d'un culte à la mesure du mépris ignare dans lequel ils sont tenus par la critique traditionnelle. Les entretiens organisés avec Pierre Boulez, Claude Lévi-Strauss ou Roland Barthes introduisent dans la revue un intérêt nouveau pour ce qui se passe alors dans les autres arts ou les sciences humaines en pleine ébullition.

Le recours aux humanités classiques comme référence unique est remplacé par une volonté de soumettre l'art cinématographique aux grilles de lecture les plus contemporaines. En même temps que les Cahiers trouvent avec Daniel Filipacchi un éditeur à la base financière solide, se dévoile un intérêt pour le structuralisme puis la sémiologie. Avec l'interdiction de *La Religieuse* et l'éviction de Langlois de la Cinémathèque, les rédacteurs découvrent l'autoritarisme gaulliste.

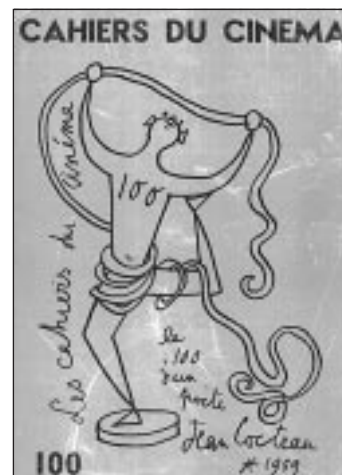
Le compagnonnage avec *La Nouvelle Critique* mais aussi la revue *Tel quel*, dirigée par Philippe Sollers, les rapprochent des positions du PCF avant que la rédaction s'aligne pour partie, dans la foulée des événements de 1968, sur les positions marxistes-léninistes des maoïstes français. Filipacchi a abandonné la revue et celle-ci, pendant plusieurs mois, va perdre de vue la réalité du cinéma, à la recherche d'un problème front culturel.

C'est Serge Daney et Serge Toubiana qui, en 1974, vont reprendre en main une revue restée fidèle, malgré son éloignement de ce qui s'inventait alors dans le cinéma, à quel-



Numéro 248, 1973.

aux références sûres (Godard ou les Straub). Commence alors une autre grande période, qui compense les ratés des « années politiques » par une intelligence et une volonté de réfléchir sur le statut contemporain des images. Les Cahiers se montrent attentifs aux transformations de la modernité (Oliveira, Syberberg) et redécouvrent progressivement l'ensemble du cinéma, avec la volonté d'y confronter les manifestations de la pensée contemporaine – Foucault, Deleuze, Rancière sont interviewés. L'idée d'une politique des auteurs ayant triomphé dans des conditions qui rendait celle-ci intellectuellement moins opérationnelle, les Cahiers, dans les années 1980, sous l'impulsion de critiques comme Olivier Assayas ou Charles Tesson, esquissent alors un axe d'attaque qui s'intéresse aux figures et



Numéro 100, 1959.

aux transformations des corps filmés, explore de nouveaux territoires, comme en Asie.

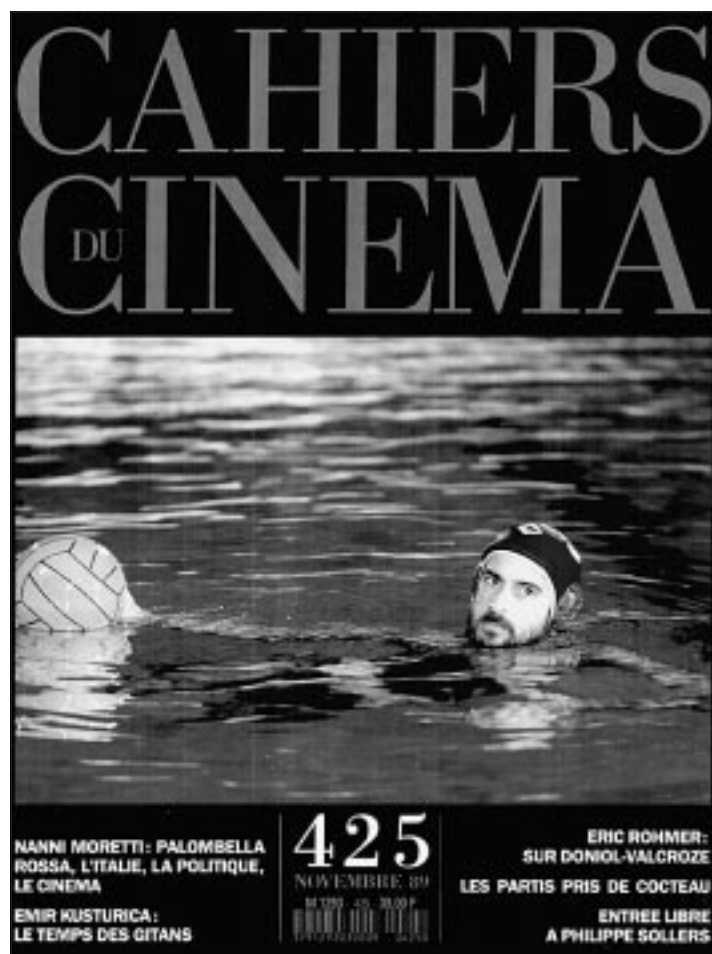
Au-delà de la question du genre, le fantastique contemporain, notamment américain, est interrogé comme un excitant laboratoire formel. Marqués depuis plusieurs années par un rajeunissement de la rédaction, les Cahiers du cinéma – dont *Le Monde* est actionnaire majoritaire depuis 1999 – continuent de suivre les transformations de la carte géographique cinématographique et



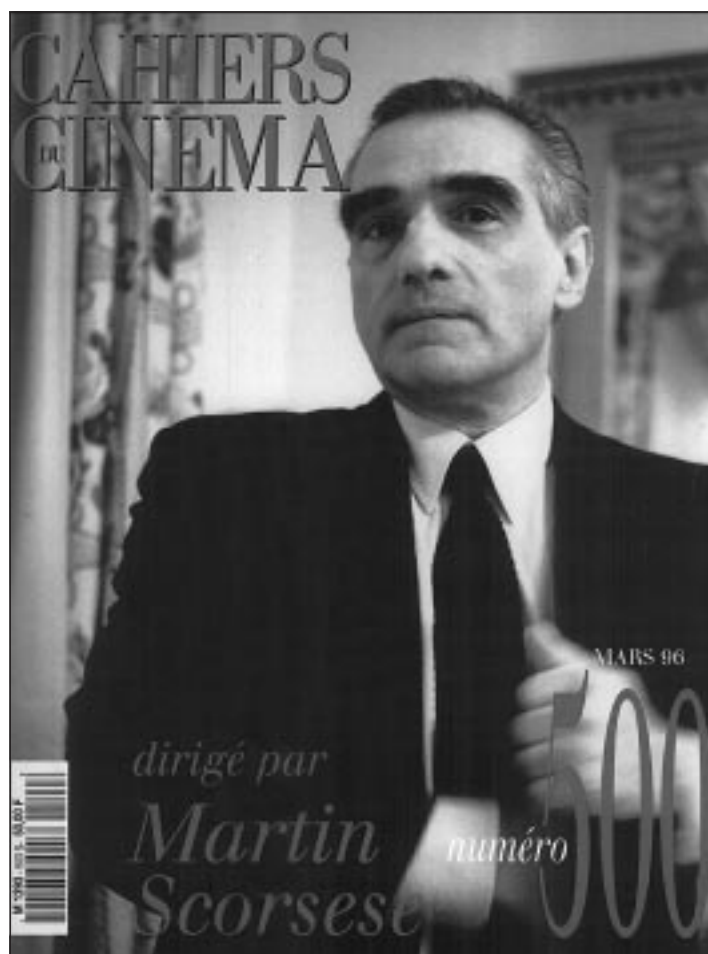
Numéro 557, mai 2001.

l'apparition des nouveaux cinéastes dans une production française qui fait preuve d'une vitalité étonnante. Simultanément, dans la presse généraliste comme dans les revues, dans les festivals comme à l'université, en France et à l'étranger, se multiplient les preuves de l'influence et de l'autorité intellectuelle acquise au fil des ans par la revue créée jadis autour d'André Bazin. Quitte à opérer des changements importants, les Cahiers ont en un demi-siècle tracé une histoire unique, singulière et mouvementée, celle d'une volonté dans un premier temps d'isoler le cinéma de la société pour en faire un objet d'amour et de réflexion sur des bases qui n'appartiennent qu'à lui, celle aussi, dans un second temps, au moment de la modernité triomphante, de soumettre celui-ci à l'épreuve d'une réalité qui en a décuplé la force expressive.

Jean-François Rauger



Numéro 425, novembre 1989.



Numéro 500, mars 1996.

LE JURY

Présidé par Liv Ullman, le jury pour les longs métrages est composé des actrices Charlotte Gainsbourg, Sandrine Kiberlain et Julia Ormond, des cinéastes Moufida Tlatli, Mimmo Calopresti, Terry Gilliam, Mathieu Kassovitz et Edward Yang, et de l'écrivain Philippe Labro. Présidé par Eric Zonka, le jury pour les courts métrages est composé de l'actrice Valeria Bruni Tedeschi et des cinéastes Samira Makmalbaf, Lynne Ramsay et Ritzy Panh.

SÉLECTION OFFICIELLE

OUVERTURE (compétition) : Moulin rouge, de Baz Luhrman (Etats-Unis) : le 9, à 19 h 15 et 23 h 30.

COMPÉTITION

Distance, de Hirokazu Kore-Eda (Japon) : le 10, à 8 h 30, 15 h et 19 h.
Pau et son frère, de Marc Recha (Espagne) : le 10, à 12 h et 22 h 30.
Kandahar, de Mohsen Makmalbaf (Iran) : le 11, à 13 h et 22 h 30.
Shrek, de Victoria Jensen et Andrew Adamson (Etats-Unis) : le 12, à 9 h, 14 h et 19 h 30.
No Man's Land, de Danis Tanovic (France/Bosnie/Belgique) : le 12, à 16 h 45.
La Répétition, de Catherine Corsini (France) : le 12, à 11 h 30 et 22 h.
The Man Who Was Not There, de Joel Coen (Etats-Unis) : le 13, à 8 h 30, 14 h et 19 h 30.

Je rentre à la maison, de Manoel de Oliveira (Portugal) : le 13, à 11 h 30 et 22 h 30.
Roberto Succo, de Cédric Kahn (France) : le 14, à 8 h 30, 14 h 45 et 19 h 30.
La Pianiste, de Mickael Haneké (Autriche) : le 14, à 11 h 30 et 22 h 30.
The Pledge, de Sean Penn (Etats-Unis) : le 15, à 8 h 30, 14 h et 19 h 30.
Eloge de l'amour, de Jean-Luc Godard (Suisse) : le 15, à 17 h.
Le Métier des armes, d'Ermanno Olmi (Italie) : le 15, à 11 h 15 et 22 h 30.
Va savoir I, de Jacques Rivette (France) : le 16, à 8 h 30 et 19 h.

Mullholand Drive, de David Lynch (Etats-Unis) : le 16, à 12 h et 22 h 30.
La Chambre du fils, de Nanni Moretti (Italie) : le 17, à 9 h, 14 h et 19 h 30.
Et là-bas, quelle heure est-il ?, de Tsai Ming-liang (Taïwan) : le 17, à 16 h 30.
Taurus, d'Alexandre Sokourov (Russie) : le 17, à 11 h 30 et 22 h.
La Chambre des officiers, de François Dupeyron (France) : le 18, à 8 h 30 et 19 h 15.
Desert Moon, de Shinji Aoyama (Japon) : le 18, à 11 h 45 et 22 h 30.
Millenium Mambo, de Hou Hsiao-hsien (Taïwan) : le 19, à 8 h 30 et 19 h 15.
De l'eau tiède sous un pont rouge, de Shohei Imamura (Japon) : le 19, à 11 h 15 et 22 h 30.
CLÔTURE (hors compétition) : Les Ames fortes, de Raoul Ruiz (France) : le 20, à 19 h 15 et 23 h 15.
 ★Tous les films sont projetés au Grand Théâtre Lumière.

HORS COMPÉTITION

Apocalypse Now, de Francis Coppola (Etats-Unis) : le 11, à 8 h 30 et 18 h.
CQ, de Roman Coppola (Etats-Unis) : le 12, à minuit.
Trouble Every Day, de Claire Denis (France) : le 13, à 0 h 30.
The Centers of the World, de Wayne Wang (Etats-Unis) : le 17, à 0 h 15.
Human Nature, de Michael Gondry (Etats-Unis) : le 18, à 16 h 30.
Avalon, de Mamoru Oshii (Japon) : le 19, à 0 h 45.

SÉANCES SPÉCIALES

ABC Africa, d'Abbas Kiarostami (Iran) : le 12, à 15 heures, (A).
Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures, de Claude Lanzmann (France) : le 13, à 15 h (A).
Il mio viaggio in Italia, de Martin Scorsese (Etats-Unis) : le 16, à 19 h, (A).
 ★Tous les films sont projetés au Grand Théâtre Lumière sauf (A).
 ★ A : salle Buñuel.

COURTS MÉTRAGES EN COMPÉTITION

Le 19, à 11 heures (Théâtre Claude-Debussy).
Daddy's Girl, d'Irvine Allan (Ecosse).
Paulette, de Louise-Marie Colon (Belgique).
Chicken, de Barry Dignam (Irlande).
Bird in the Wire, de Philip Donnellon (Australie).
Bean Cake, de David Greenspan (Etats-Unis).

Le Monde

Siège social : 21 bis, rue Claude-Bernard
 75242 PARIS CEDEX 05
 Tél. : 01-42-17-20-00
 Télécopieur : 01-42-17-21-21
 Télex : 206 806 F

Edité par la SA Le Monde, président du directoire, directeur de la publication : **Jean-Marie Colombani**

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications nr 57 437.
 ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
 Impression Le Monde
 12, rue M.-Gunsbourg
 94852 Ivry Cedex
 Printed in France



WILLIAM LAXTON

« Millenium Mambo », de Hou Hsiao-hsien.

Truth in Advertising, de Tim Hamilton (Canada).
Goo, de Dwight Hwang (Etats-Unis).
Shin-Sung-Ga-Jok, de Dong Il Shin (Corée du Sud).
Pizza Passionata, de Kari Juusonen (Finlande).
Naturalige Brillier, de Fred Louf (Norvège).
Les Petits Oiseaux, de Jens Lien (Norvège).
Music for One Apartment and Six Drummers, d'Ola Simonsson et Johannes Stjärne Nilsson (Suède).

UN CERTAIN REGARD

OUVERTURE : R-Xmas, d'Abel Ferrara (Etats-Unis) : le 10, à 14 h 30 et 22 h.
La Libertad, de Lisandro Alonso (Argentine) : le 10, à 17 h.
Kairo, de Kiyoshi Kurosawa (Japon) : le 11, à 11 h et 16 h 30.
Carrément à l'ouest, de Jacques Doillon (France) : le 11, à 14 h et 22 h.
Les Larmes du tigre noir, de Wisit Sasanatieng (Thaïlande) : le 11, à 24 h.
L'Homme qui marche sur la neige, de Masahiro Kobayashi (Japon) : le 12, à 11 h et 16 h 30.
Storytelling, de Tod Solondz (Etats-Unis) : le 12, à 14 h et 22 h.
Atanarjuat, l'homme rapide, de Zacharias Kunuk (Canada) : le 13, à 11 h et 16 h 30.
Amour d'enfance, d'Yves Caumon (France) : le 13, à 14 h 15 et 22 h 30.
Gagner sa vie, de Joao Canijo (Portugal) : le 14, à 11 h et 16 h 30.
No Such Thing, de Hal Hartley (Etats-Unis) : le 14, à 14 h et 22 h.
Lovely Rita, de Jessica Hausner (Autriche) : le 15, 11h.
Rien que nous deux, d'Alexandre Velezdinski (Russie) : le 15, à 16 h 30.
Le Singe, d'Aktan Abdykalikov (Kirghizstan) : le 15, à 17 h.
The Anniversary Party, de Jennifer Jason Leigh et Alan Cumming (Etats-Unis) : le 15, à 14 h et 22 h.
Hijack Stories, d'Oliver Schmitz (Afrique du Sud) : le 15, à 24 h 15.
Domani, de Francesca Archibugi (Italie) : le 16, à 11 h et 16 h 30.
H-Story, de Nobuhiro Suwa (Japon) : le 16, à 14 h et 22 h.
A Dog's Day, de Murali Nair (Inde) : le 17, à 11 h et 17 h.
Clément, de Emmanuelle Bercot (France) : le 17, à 14 h et 22 h.
Lan-yu, de Stanley Kwan (Chine) : le 18, à 11 h et 16 h 30.
Mariage tardif, de Dover Kosashvili (Israël) : le 18, à 14 h et 22 h.
La Route, de Darejan Omirbaiev (Kazakhstan) : le 19, à 16 h 30.
CLÔTURE : Le parole di mio padre, de Francesca Comencini (Italie) : le 19, à 14 h 30 et 22 h.
 ★Tous les films sont projetés au Théâtre Claude-Debussy.
 ★Programme fourni par le Festival de Cannes, sous réserve de modifications.

LES « SPÉCIALES »

15 heures et 20 heures :
OUVERTURE : La Plage noire, de Michel Piccoli (France) : le 10 (A).
Contrôle d'identité, de Christian Petzold : le 11 (A).
Aseginato en febrero, de Eterio Ortega Santillana (Espagne) : le 12 (A).
Kes, de Ken Loach (Royaume-Uni) : le 13 (A).
Hommage à Léonce Perret : le 14 (A) à 20 heures.
Le Cas Pinochet, de Patricio Guzman (Fr/Bel/Esp/Chili) : le 16 (A).
Nuages, de Marion Hänsel (Belgique) : le 17 (A).
 ★Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : Espace Miramar (35, rue Pasteur).
 B : Palais du festival, salle Luis-Buñuel.
 C : Studio 13 (23, avenue du Docteur-Picard).
 D : Valbonne (Salle des fêtes).
 E : Théâtre la Licorne (25, avenue Francis-Tonner, Cannes-La Bocca).
 F : Palais du Festival, salle Bazin.

SEMAINE INTERNATIONALE DE LA CRITIQUE

L'Enfant de la haute mer, de L. Gabrielli, P. Martel, M. Renoux, M. Tourret (France) suivi de **Under the Moonlight** de Reza Mir-Karimi (Iran) : le 10, à 11 h, 17 h 30, 22 h 30 (A) ; le 11, à 8 h 30 (B), 16 h 30 (C), 20 h 30 (D) ; le 19, 9 h (E).
Stranger and Native de Ali Mohammad Ghasemi (Iran) suivi de **La Femme qui boit**, de Bernard Emond (Canada) : le 11, 11 h, 17 h 30, 22 h 30 (A) ; le 12, 8 h 30 (B), 16 h 30 (C), 20 h 30 (D) ; le 19, 11 h (E).
La Nuit de noces de Carlos Cuaron (Mexique), **Le Pornographe**, de Bertrand Bonello (France/Canada) : le 12, 11 h, 17 h 30, 22 h 30 (A) ; le 13, 8 h 30 (B), 16 h 30 (C), 20 h 30 (D) ; le 19, 15 h (E).
Le Dos au mur, de Bruno Collet (France) suivi de **Unloved**, de Kunitoshi Manda (Japon) : le 13, 11 h, 17 h 30, 22 h 30 ; le 14, 8 h 30 (B), 16 h 30 (C), 20 h 30 (D) ; le 19, 17 h (E).
Les Aventures de Klaus de Jörg Wagner et Stefan Prehn (Allemagne) suivi de **Quasi blu** d'Alex Infascelli (Italie) : le 14, 11 h, 17 h 30, 22 h 30 (A) ; le 15, 8 h 30 (B), 16 h 30 (C), 20 h 30 (D) ; le 19, 19 h (E).

Fatma, de Khaled Ghorbal (Tunisie) : le 12, à 9 h et 17 h (A) ; le 14, à 11 h 30 (B) ; le 13, 19 h 30 (C).
Un endroit sur terre, d'Artur Aristakjian (Russie) : le 20, à 11 h 30 (B) ; le 19, à 16 h 30 (C).
Boli shaonu (Glass Tears) de Carol Lai Miu-suet (Hong Kong) : le 13, à 9 h et 22 h (A) ; le 16, à 11 h 30 (B) ; le 14, à 22 h (C).
Slogans, de Gjergr Xhuvani (Albanie-France) : le 13, à 11 h 30 et 19 h 30 (A) ; le 15, à 22 h 30 (B) ; le 16, à 22 h (C).
La Traversée, de Sébastien Lifshitz (France) : le 14, à 14 h 15 et 22 h 15 (A) ; le 18, à 11 h 30 (B) ; le 17, à 22 h (C).
Hushi, de Hashiguchi Ryosuke (Japon) : le 14, à 9 h et 17 h (A) ; le 17, à 11 h 30 (B) ; le 15, à 19 h 30 (C).
Pluie, de Christine Jeffs (Nouvelle-Zélande) : le 14, à 11 h 45 et 20 h (A) ; le 16, à 22 h 30 (B) ; le 15, à 22 h (C).
Made in the Usa, de Sólveig Anspach et Cindy Babskio (France) : le 15, à 11 h 30 et 20 h (A) ; le 18, à 22 h 30 (B) ; le 17, à 19 h 30 (C).
I Nostrì Anni, de Daniele Gaglianone (Italie) : le 15, à 14 h 30 et 22 h 30 (A) ; le 19, à 11 h 30 (B) ; le 19, à 19 h 30 (C).
Ouvriers et paysans, de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub (Italie) : le 15, à 9 h et 17 h (A) ; le 17, à 22 h 30 (B) ; le 18, à 19 h 30 (C).
L'Orphelin d'Anyang, de Wang Chao (Chine) : le 16, à 11 h 15 et 19 h 30 (A) ; le 19, à 22 h 30 (B) ; le 18, à 22 h (C).
The Deep End (Bleu profond), de Scott McGehee et David Siegel (Etats-Unis) : le 16, à 14 h 15 et 22 h (A).
Ceci est mon corps, de Rodolphe Marconi (France) : le 17, à 11 h 15 et 20 h (A) ; le 19, à 9 h 30 (A) ; le 18, à 16 h 30 (C).
Le Matos et la Thune, de Cristi Puiu (Roumanie) : le 17, à 9 h et 17 h (A) ; le 19, à 11 h 30 (A) ; le 19, à 0h00 (C).
CLÔTURE : Queenie in Love, d'Amos Kollek (Etats-Unis) : le 18, à 9 h et 20 h 30 (A) ; le 19, à 15 h (A) ; le 19, à 22 h (C).

LES « SPÉCIALES »

15 heures et 20 heures :
OUVERTURE : La Plage noire, de Michel Piccoli (France) : le 10 (A).
Contrôle d'identité, de Christian Petzold : le 11 (A).
Aseginato en febrero, de Eterio Ortega Santillana (Espagne) : le 12 (A).
Kes, de Ken Loach (Royaume-Uni) : le 13 (A).
Hommage à Léonce Perret : le 14 (A) à 20 heures.
Le Cas Pinochet, de Patricio Guzman (Fr/Bel/Esp/Chili) : le 16 (A).
Nuages, de Marion Hänsel (Belgique) : le 17 (A).
 ★Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : Espace Miramar (35, rue Pasteur).
 B : Palais du festival, salle Luis-Buñuel.
 C : Studio 13 (23, avenue du Docteur-Picard).
 D : Valbonne (Salle des fêtes).
 E : Théâtre la Licorne (25, avenue Francis-Tonner, Cannes-La Bocca).
 F : Palais du Festival, salle Bazin.

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

OUVERTURE : Martha... Martha, de Sandrine Veysset (France) : le 10, à 11 h et 20 h 30 (A) ; le 12, à 11 h 30 (B) ; le 13, à 14 h 30 (A) ; le 11, à 22 h (C).
Chelsea Walls, d'Ethan Hawke (Etats-Unis) : le 11, à 11 h 15 et 19 h 30 (A) ; le 13, à 22 h 30 (B) ; le 19, à 5 h 30 (C).
Jeunesse dorée, de Zaïda Ghorab-Volta (France) : le 11, à 14 h 15 et 22 h 15 (A) ; le 13, à 11 h 30 (B) ; le 12, à 22 h (C).
Ming dai ahui zhu, de Hsiao Ya-chuan (Taïwan) : le 11, à 9 h et 17 h (A) ; le 12, à 22 h 30 (B) ; le 19, à 9 h 00 (C).
Big Bad Love, d'Arlliss Howard (Etats-Unis) : le 12, à 11 h 30 et 20 h (A) ; le 14, à 22 h 30 (B) ; le 13, à 22 h (C).
Bleu profond, de Scott McGehee et David Siegel (Etats-Unis) : le 20, à 20 h 30 (A) ; le 19, à 3 h 30 (C).
Pauline & Paulette, de Lieven Debrauwer (Belgique) : le 12, à 14 h 30 (A) ; le 13, à 17 h (A) ; le 15, à 11 h 30 (B) ; le 16, 19 h 30 (C).

19 h 30 (A) ; le 15, à 22 h 30 (B) ; le 16, à 22 h (C).
Cyber Palestine, d'Elia Suleiman (Palestine) : le 16, à 9 h 30 et 17 h 30 (A) ; le 19, à 2 h (C).
Ecce Homo, de Mirjam Kubescha (Allemagne) : le 16, à 9 h 30 et 17 h 30 (A) ; le 19, à 2 h 00 (C).
Je t'aime John Wayne, de Toby MacDonald (Grande-Bretagne) : le 17, à 9 h et 17 h (A) ; le 19, à 11 h 30 (A) ; le 19, à 0h00 (C).
EN AVANT !
 (Différents supports, différents récits)
Central, de Dominique Gonzalez-Foerster (France) : le 11, à 9 h et 17 h (A) ; le 12, à 22 h 30 (B) ; le 19, 9 h 00 (C).
La Trace de Moloktchon, de Louis Jammes (France) : le 12, à 23 h (plage orange, en face du Carlton)
Riyo, de Dominique Gonzalez-Foerster (France) : le 14, à 14 h 15 et 22 h 15 (A) ; le 18, à 11 h 30 (B) ; le 17, à 22 h (C).
 ★ Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : salle Jacques Doniol-Valcroze (Noga-Hilton).
 B : Les Arcades (77, rue Félix-Faure).
 C : Studio 13 (23, avenue du Docteur-Picard).

ACID
 Le Rat, de Christophe Ali et Nicolas Bonilauri : le 10, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 Paria, de Nicolas Klotz : le 11, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 (Paris : XY), de Zeka Laplaine : le 12, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Candidature, d'Emmanuel Bourdieu : le 13, à 13 h (A) ; 20 h (B).
L'Afrance, d'Alain Gomis : le 14, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Freestyle, de Caroline Chomienne : le 15, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Le Passage des bêtes, de Renaud Fely : le 16, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Les Fils, de Jean-Claude Videau, de Frédéric Videau : le 17, à 13 h (A) ; 20 h (B).
L'Adolescent, de Pierre Léon : le 18, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Séparées, de Sophie Bredier et Myriam Aziza : le 19, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 ★ Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : Studio 13 (23, avenue du docteur-Picard).
 B : Les Arcades (77, rue Félix-Faure).

COURTS ET MOYENS MÉTRAGES FRANÇAIS
 Ce vieux rêve qui bouge, de Alain Guiraudie : le 12, à 22 h 30 (A) ; le 17, à 14 h 30 (A) ; le 14, à 19 h 30 (C).
Le Système zsigmondy, de Luc Moullet : le 12, à 22 h 30 (A) ; le 17, à 14 h 30 (A) ; le 14, à 19 h 30 (C).
HK, de Xavier de Choudens : le 13, à 9 h et 22 h (A) ; le 14, à 22 h (C).
Bintou, de Fanta Régina Nacro (France/Burkina Faso/Zimbabwe) : le 17, à 22 h 15 (A) ; le 12, à minuit (C).
Hautes herbes, de Mathieu Géraux : le 17, à 22 h 15 (A) ; le 12, à minuit (C).
On s'embrasse 7, de Pierre Olivier : le 17, à 22 h 15 (A) ; le 12, à minuit (C).
Les Pleureuses, de Jorane Castro (France/Brésil) : le 17, à 22 h 15 (A) ; le 12, à minuit (C).
Shon, de Julien Sallé : le 17, à 22 h 15 (A) ; le 12, à minuit (C).

COURTS ET MOYENS MÉTRAGES ÉTRANGERS

The Heart of the World, de Guy Maddin (Canada) : le 13, à 11 h 30 et 19 h 30 (C).

19 h 30 (A) ; le 15, à 22 h 30 (B) ; le 16, à 22 h (C).
Cyber Palestine, d'Elia Suleiman (Palestine) : le 16, à 9 h 30 et 17 h 30 (A) ; le 19, à 2 h (C).
Ecce Homo, de Mirjam Kubescha (Allemagne) : le 16, à 9 h 30 et 17 h 30 (A) ; le 19, à 2 h 00 (C).
Je t'aime John Wayne, de Toby MacDonald (Grande-Bretagne) : le 17, à 9 h et 17 h (A) ; le 19, à 11 h 30 (A) ; le 19, à 0h00 (C).

EN AVANT !

(Différents supports, différents récits)
Central, de Dominique Gonzalez-Foerster (France) : le 11, à 9 h et 17 h (A) ; le 12, à 22 h 30 (B) ; le 19, 9 h 00 (C).
La Trace de Moloktchon, de Louis Jammes (France) : le 12, à 23 h (plage orange, en face du Carlton)
Riyo, de Dominique Gonzalez-Foerster (France) : le 14, à 14 h 15 et 22 h 15 (A) ; le 18, à 11 h 30 (B) ; le 17, à 22 h (C).
 ★ Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : salle Jacques Doniol-Valcroze (Noga-Hilton).
 B : Les Arcades (77, rue Félix-Faure).
 C : Studio 13 (23, avenue du Docteur-Picard).

ACID

ACID
 Le Rat, de Christophe Ali et Nicolas Bonilauri : le 10, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 Paria, de Nicolas Klotz : le 11, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 (Paris : XY), de Zeka Laplaine : le 12, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Candidature, d'Emmanuel Bourdieu : le 13, à 13 h (A) ; 20 h (B).
L'Afrance, d'Alain Gomis : le 14, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Freestyle, de Caroline Chomienne : le 15, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Le Passage des bêtes, de Renaud Fely : le 16, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Les Fils, de Jean-Claude Videau, de Frédéric Videau : le 17, à 13 h (A) ; 20 h (B).
L'Adolescent, de Pierre Léon : le 18, à 13 h (A) ; 20 h (B).
Séparées, de Sophie Bredier et Myriam Aziza : le 19, à 13 h (A) ; 20 h (B).
 ★ Les lettres qui suivent les heures de projection correspondent aux salles suivantes :
 A : Studio 13 (23, avenue du docteur-Picard).
 B : Les Arcades (77, rue Félix-Faure).

RÉTROSPECTIVE « L'ÂGE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE »

Infidèlement vôtre, de Preston Sturges (1948) : le 10, à 14 h 45. **L'Imposable Monsieur Bébé**, de Howard

Hawks (1938) : le 10, à 17 h. **Indiscrétions**, de George Cukor (1940) : le 10, à 19 h 30. **La Huitième Femme de Barbe-Bleue**, d'Ernst Lubitsch (1938) : le 10, à 21 h 30. **L'Introuvable**, de W.S. Van Dyke (1934) : le 11, à 14 h 45. **Mon petit poussin chéri**, d'Edward Cline (1940) : le 11, à 17 h. **Monsieur Verdoux**, de Charlie Chaplin (1947) : le 11, à 19 h 30. **La Femme de l'année**, de George Stevens (1942) : le 11, à 21 h 30. **Lune de miel mouvementée**, de Leo McCarey (1942) : le 12, à 17 h. **Un cœur pris au piège**, de Preston Sturges (1941) : le 12, à 19 h 30. **Une riche affaire**, de Norman Z. McLeod (1934) : le 12, à 21 h 30. **La Course de Broadway Bill**, de Frank Capra (1934) : le 13, à 17 h. **Train de luxe**, de Howard Hawks (1934) : le 13, à 19 h 30. **Vie facile**, de Mitchell Leisen (1937) : le 13, à 21 h 30. **Vacances**, de George Cukor (1938) : le 14, à 14 h 45. **La Scandaleuse de Berlin**, de Billy Wilder (1948) : le 15, à 17 h. **La Folle ingénue**, d'Ernst Lubitsch (1946) : le 17, à 17 h. **Pension d'artistes**, de Gregory La Cava (1937) : le 17, à 19 h 30. **Mademoiselle et son bébé**, Garson Kanin (1939) : le 17, à 21 h 30. **La Dame du Vendredi**, de Howard Hawks (1940) : le 18, à 17 h. **Haute Pègre**, d'Ernst Lubitsch (1932) : le 18, à 19 h 30. **Mon mari le patron**, de Gregory La Cava (1935) : le 18, à 21 h 30. **Madame porte la culotte**, de George Cukor (1949) : le 19, à 17 h. **La Baronne de minuit**, de Mitchell Leisen (1939) : le 19, à 21 h 30.
 ★Tous les films sont projetés salle Buñuel.

LA CINÉFONDATION

Les 17 et 18 mai à 11 h et 14 h 45 (salle Buñuel) :
L'Âge tendre, d'Eric Forestier (France).
Antiromantika, de Nariman Turebayev (Kazakhstan). **Bucuresti - Wien 8 : 15**, de Catalin Mitulescu (Roumanie).
Crow Stone, d'Alicia Duffy (Grande-Bretagne). **Run Away**, de Yang Chao (Chine). **Fat Moon Rising**, d'Anders Worm (Danemark). **I can fly to you but you**, de Kim Young-Nam (Corée du Sud). **I wish, I wait**, d'Ewa Banaszkiwicz (Pologne-Grande-Bretagne).
Martin Four, de Ben Hackworth (Australie). **Monsieur William**, les traces d'une vie possible, de Denis Gaubert (France). **Null Defizit**, de Ruth Mader (Autriche). **Portrait**, de Sergiy Luchishin (Ukraine). **Première expérience de mort**, d'Aida Bégic (Bosnie-Herzégovine). **Remote**, d'Ethan Tobman (Etats-Unis - Canada). **Reparation**, de Jens Jonsson (Suède). **Svetlo**, de David Sukup (République tchèque). **The Devouring Eyes**, de Syllas Tzoumerkas (Grèce - Pays-Bas). **Le Jour où Toshi est né**, de Yoshikawa Hikaru (Japon). **Un veau pleurait la nuit**, de John Shank (Belgique - Etats-Unis). **Wax Hurts**, de Maya Dreifuss (Israël).

REGARDS CROISÉS SUR LE MONDE.FR

Les sites du Monde et des Cahiers du cinéma s'associent pour rendre compte sur Internet du 54^e Festival de Cannes. A partir du 9 mai, un espace commun regroupera sur le monde.fr les articles publiés dans Le Monde et ceux spécialement rédigés par les envoyés spéciaux du site cahiersducinema.com. Actualisés plusieurs fois par jour, les critiques, reportages, analyses et portraits, conçus par les deux rédactions, offriront une couverture unique de l'actualité cannoise. Les internautes pourront également découvrir le Festival à travers le regard croisé de deux photographes, François-Marie Banier, pour Le Monde, et Carole Bellaïche pour les Cahiers. Enfin le monde.fr organisera à Cannes plusieurs dialogues en ligne (chats) avec des personnalités du monde du cinéma. www.lemonde.fr/cannes/

« LE MONDE » À CANNES

Le Monde et les Cahiers du cinéma accueillent les festivaliers, de 10 h 30 à 12 heures et de 17 heures à 19 heures, dans leur nouvel espace au Village International (esplanade surplombant la plage du Majestic). Tél. : 04-92-59-01-82 ; Fax : 04-92-59-01-84 ; e-mail : cannes@lemonde.fr
 ● Bureau de la rédaction
 Résidence Maintenon,
 14, rue Edith